Tome III. N° 16 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 Nov. 1920

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Joffre ou Galliéni?

Celui qui écrit ces lignes n'a pas connu Galliéni et ne connaît pas Joffre (1). Tel l'innocent de la légende bretonne qui n'était ni Blois ni Montfort et ne savait dire que *Maria*, il n'était ni joffriste ni galliéniste, mais patriote, ce qui lui permettait de confondre dans le même sentiment de vénération ces deux grands artisans de la première victoire française. Du jour qu'on essaya de les opposer l'un à l'autre, il fut troublé ; il lut attentivement les réquisitoires des deux parties, et, ne pouvant arriver à se faire une opinion, il décida de considérer les faits du plus impartialement et du plus objectivement qu'il lui serait possible. Or, voici comme ils lui apparurent.

Le 2 septembre était, on le sait, la date primitive à laquelle Joffre devait engager la bataille prévue par son instruction générale du 25 août. Le 1er septembre, il faisait connaître à ses lieutenants que la date était remise ; le 2, ceux-ci recevaient communication de la note 3463, puis de l'ordre numéro 11. Le premier de ces documents conte-

(1) La bataille de la Marne a déjà donné lieu à de nombreuses controverses. Elle a été racontée à des points de vue divers. L'historique n'en est peut-être pas encore complet. Nous sommes donc heureux de verser au dossier l'étude de M. Charles Le Goffic (N. D. L. R.).

nait un exposé succinct des raisons qui avaient déterminé Joffre à continuer la retraite : une note personnelle publiée par M. Hanotaux et adressée par le généralissime au ministre de la Guerre à la date du 3 septembre les reprenait, les développait, et c'est à cette note surtout qu'il convient de recourir pour entrer dans la pensée du futur vainqueur de la Marne.

La principale et la meilleure des raisons invoquées par l'auteur pour expliquer sa détermination était « le rapide recul de l'armée anglaise effectué trop tôt et trop vite », recul qui « avait empêché l'entrée en jeu de l'armée Maunoury dans de bonnes conditions et compromis le flanc gauche de l'armée Lanrezac ». Tout accrochage décisif devenait ainsi très dangereux. Joffre préférait donc prendre encore du champ jusqu'au moment où, « en liaison avec les Anglais et avec la garnison de Paris » et « en utilisant sur certaines parties du front les organisations défensives préparées », il pourrait « assurer la supériorité numérique dans la zone choisie pour le principal effort ».

Ce n'est un mystère aujourd'hui pour personne — et ce n'en était pas un dès cette époque pour le ministre et pour les lieutenants de Joffre — que cette zone se trouvait derrière la Seine, sur une ligne jalonnée approximativement par Pont-sur-Yonne, Nogent-sur-Seine, Arcis-sur-Aube, Brienne-le-Château et Joinville. De n'importe lequel de ces points au plateau de Langres il y a une belle marge. Et, plutôt que de prêter à Joffre des intentions qu'aucun texte n'appuie, il serait plus équitable et plus raisonnable de se demander si une bataille livrée sur la Seine était pour cela même une bataille où le camp retranché de Paris et la 6e armée (Maunoury) n'avaient aucun rôle à jouer. Rien ne permet de le penser et c'est abuser un peu de notre crédulité de donner comme preuve de l'opinion contraire que Joffre avait transporté son quartier général à Châtillon-sur-Seine (1). Aussi bien, la conclusion de la note publiée par M. Hanotaux précise-t-elle que l'offensive nouvelle se fera « en liaison avec les Anglais et avec la garnison de Paris ». Pour la garnison de Paris qui brûlait d'entrer en action, le difficile était plutôt d'assoupir que d'attiser ses ardeurs ; mais pour les Anglais qui, tout en se repliant, ne cessaient de regarder vers le

(1) Général DE MAUD'HUY, *Gaulois* du 17 juillet 1914.

Détroit, c'était, comme disent les plaisants, une autre paire de manches, et leur concours semblait beaucoup plus incertain.

On peut parler net aujourd'hui, même à nos alliés, qui ont fini par se rendre à la nécessité du commandement unique, combattu jusqu'au dernier moment, dans leur presse, par des hommes comme le colonel Repington. En 1914, l'éventualité d'une pareille subordination des troupes britanniques à un commandement français n'était même pas envisagée, tant elle répugnait à l'esprit de la race. S'il arrivait que notre presse en discutât, on lui répondait qu'elle n'y entendait goutte, que la supériorité de nos ennemis venait beaucoup moins de la centralisation de tous les pouvoirs aux mains du grand quartier allemand que de leur forte discipline et de leur conception scientifique de la guerre.

« Un généralissime améliorerait-il cet état de choses? demandait le colonel Repington. Ses ordres seront bien reçus pour autant qu'ils seront agréables à ceux à qui ils seront donnés ; mais qu'arriverait-il si les ordres donnés étaient désapprouvés par le chef d'état-major et le cabinet de guerre britannique? Rapidement il y aurait des frictions. Une armée peut être battue sous les ordres de ses propres chefs, alors qu'elle ne supporterait pas la défaite sous les ordres d'un général étranger. »

Notre échec de Charleroi, dû pourtant en partie à l'intervention tardive des troupes anglaises (1), n'avait pas été pour affaiblir cette manière de voir. Tout de suite le maréchal French avait fait montre d'une indépendance d'esprit qui, sans le caractère conciliant de Joffre, sa patience à toute épreuve, eût entraîné les plus graves conséquences. Décimée à Mons et au Cateau, enveloppée dans la retraite de Lanrezac, l'armée anglaise gardait rancune au commandement français de cet échec initial qui avait failli ouvrir la campagne par un désastre : sans examiner si les quatre

(1) On sait qu'avisé, le 16 août 1914, à 2 h. 25 de l'après-midi, par le général Joffre, que le général Lanrezac avait « reçu mission d'opérer contre le groupe allemand du Nord, de concert avec les deux armées anglaise et belge », le maréchal French répondait à Lanrezac le 17 qu'il était au regret mais qu'il ne pourrait pas mettre son armée en marche avant le 24 et il refusait en même temps de joindre son corps de cavalerie à celui du général Sordet, sous prétexte que, n'ayant que deux corps d'armée au lieu de trois, il voulait garder sa cavalerie comme réserve.

ou cinq jours perdus par elle à garnir ses cantines et à polir ses buffleteries n'avaient pas été utilisés par l'ennemi pour renforcer ses troupes de couverture, elle reprochait à notre état-major de ne s'être pas mieux renseigné sur la densité des effectifs contre lesquels on la jetait. Le résultat de ce déplorable malentendu ne tardait pas à se faire sentir, le 29 août, devant Saint-Quentin, où la 5e armée devait attaquer à 5 heures du matin en liaison avec le 1er corps anglais du général Douglas Haig. A la requête de ce dernier, l'attaque est reportée à 9 heures ; Lanrezac modifie ses dispositions en conséquence, quand, dans la nuit, nouveau message téléphonique de Haig, mandant que le 1er corps ne pourra participer à l'offensive sur Saint-Quentin, comme il était convenu, le maréchal French ayant subitement décidé que le 29 août serait jour de repos général pour l'armée anglaise.

Est-ce à cette occasion que fut prononcé le mot de « félonie », auquel le vainqueur de Guise attribua sa disgrâce, qui eut peut-être des causes plus profondes et notamment sa complète divergence de vues, affirmée au cours de maints conseils, avec le généralissime et son état-major, — d'où la boutade un peu vive du grand chef à l'issue d'un de ces conseils où sa patience avait été plus particulièrement mise à l'épreuve : « Il n'y a qu'à le fusiller ou à lui céder la place »? Lanrezac, quoi qu'il en soit, dut abandonner son commandement, sans qu'il parût que cette satisfaction eût désarmé complètement les préventions de nos alliés, à qui Joffre pourtant s'était hâté d'en faire part (1). Il arrivait couramment, pendant la retraite et avant que la Marne n'eût lavé l'échec de Charleroi, que des officiers anglais, tout en rendant justice à l'héroïsme de nos troupes, fissent en public des gorges chaudes de leurs chefs, dont l'infériorité sur les chefs allemands venait de s'attester à Morhange et à Charleroi. Ç'avait été déjà, de la part du gouvernement britannique, un assez joli défi à l'opinion d'avoir expédié sur le continent la presque totalité de cette *Expeditionary Force* que la Grande-Bretagne devait réserver jalousement à la défense

(1) « ...J'ai l'honneur de vous confirmer la nouvelle que je vous avais annoncée hier de la nomination du général Franchet d'Espérey au commandement de la 5e armée. Je suis certain qu'il résultera de votre collaboration au combat les meilleurs résultats. » (Lettre du général commandant en chef au feld-maréchal sir John French, commandant en chef des forces britanniques, 4 septembre 1914.)

de ses colonies : l'accord conclu en 1904 entre la France et l'Angleterre ne comportait rien de semblable. Un membre de la Chambre des lords, qui se dissimulait sous le pseudonyme de *an Islander*, prenait soin de nous en aviser à la veille même de la guerre dans sa rude brochure *The naval and military Situation of the British Isles* (1913) :

« Ce serait peut-être une mauvaise diplomatie, disait-il, mais ce serait une politique droite et honnête, si le premier ministre de ce pays expliquait, en termes sans équivoque, que notre *Expeditionary Force* est une réserve constituée dans le but d'appuyer, d'augmenter nos effectifs dispersés le long des frontières de l'empire et qu'elle n'est ni organisée, ni équipée, pour servir sur les champs de bataille européens. »

Il convient d'ajouter que cette *Expeditionary Force* se composait en tout et pour tout de six divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, plus les réserves. Et il convient surtout d'observer que si, contre toute attente, quatre de ces divisions et la division de cavalerie avaient passé avec le maréchal French sur le continent, le souci d'améliorer notre situation personnelle y était parfaitement étranger : ces troupes n'avaient franchi le Détroit que pour défendre la neutralité belge et sauver Anvers, dont l'Angleterre, suivant le mot célèbre, ne pouvait pas plus permettre au kaiser de braquer le canon sur « son cœur » qu'elle ne l'avait permis à Napoléon. Refoulée de Belgique, coupée de l'armée belge, la petite armée anglaise avait perdu son unique objectif et plus elle s'éloignait du littoral, moins elle comprenait le sens de sa coopération avec l'armée française. Il faudra bien du temps à l'opinion britannique et aux gouvernants anglais eux-mêmes pour discerner que l'Angleterre n'a pas de meilleur boulevard sur le continent que la France et que, ce boulevard une fois forcé, l'Angleterre est à la merci des événements. Nous n'avons point la correspondance complète du maréchal avec son gouvernement, mais ce qui en a été livré au public et ce qui en transparaît dans ses *Mémoires* suffit amplement à notre édification : on y peut suivre heure par heure au cours de la retraite l'inquiétude grandissante, les fluctuations, le désarroi d'une âme profondément loyale et dont le patriotisme scrupuleux est travaillé d'aspirations contradictoires : s'il consent à lier son repli au nôtre, c'est à condition de se tenir à notre aile gauche

qui est la plus rapprochée du Détroit. Et, ce repli, il entend le limiter dans l'espace et dans le temps. On n'a que trop reculé déjà à son gré et quand Joffre, le 1er septembre, décide de reculer encore, il perd tout à fait confiance ; il se demande jusqu'où le mènera cette retraite qu'il a plus que tout autre contribué à précipiter par le décousu de ses mouvements et l'abandon irraisonné des positions les plus essentielles. Intervenant dans les projets du général en chef au lendemain même du jour où il vient de les désorganiser par le lâchage du massif de Lassigny, il le presse d'examiner si l'on ne pourrait pas distraire deux ou trois corps d'armée pour assurer ses communications avec la mer, moyennant quoi il ne répugnerait plus à nous prêter son concours pour l'offensive en préparation, qui serait prise sur la Marne au lieu de l'être sur la Seine (1). C'était aussi, on le sait, mais d'un tout autre point de vue, l'idée de Galliéni. Pour les raisons exposées dans ses ordre et notes du 1er-3 septembre et dont la principale — que les convenances lui interdisaient d'invoquer près du maréchal (2) — est tirée justement du « rapide recul de l'armée anglaise effectué trop tôt et trop vite », Joffre décline la suggestion : French ne peut que s'incliner, mais une indépendance de plus en plus grande et comme un détachement de tout ce qui n'intéresse pas directement le salut de ses troupes s'observent dès lors dans sa marche qui s'accélère au point d'ouvrir entre d'Espérey et lui un vide où va se jeter tout de suite Klück. Les instructions de ce dernier (3) lui prescrivaient de suivre en échelon la 2e armée dont il devait se borner à couvrir le flanc droit, mais l'occasion était trop tentante que lui offrait le maréchal

(1) Ceci était écrit avant les révélations d'un si haut intérêt publiées dans *le Matin* du 5 septembre 1920 par M. Raymond Poincaré et qui ne font d'ailleurs que confirmer, en les précisant, les observations qu'on a lues plus haut.

(2) Joffre se borne simplement à répondre aux propositions du maréchal dont l'a saisi le ministre de la Guerre : « J'ai l'honneur de vous adresser mes remerciements pour les propositions que vous avez bien voulu soumettre au gouvernement de la République, relatives à la coopération de l'armée anglaise et qui m'ont été communiquées. En raison des événements qui se sont passés depuis deux jours, je ne crois pas possible d'envisager actuellement une manœuvre d'ensemble sur la Marne avec la totalité de nos forces... » (2 septembre 1914. La lettre est citée par Galliéni dans ses *Documents*.)

(3) A remarquer pourtant que ces instructions sont du 3 septembre et que Klück peut invoquer à sa décharge qu'elles arrivaient bien tard, d'autant qu'elles étaient en contradiction avec les ordres du 30 qui lui prescrivaient d'infléchir sa marche vers le sud, sans tenir compte de l'armée nouvelle qui venait de se

de rabattre d'Espérey sur Bülow et de gagner à peu de frais une nouvelle bataille de Cannes, et Klück passa outre.

Sans Galliéni, a-t-on dit, le coup réussissait. Ce n'est pas sûr. Mais il est certain que Galliéni l'a fait échouer et Joffre n'a pas plus songé à le contester qu'à contester la part brillante prise par ses autres lieutenants à la victoire : car Galliéni — on l'oublie trop — n'est qu'un lieutenant de Joffre, sous les ordres duquel il est placé depuis le 2 septembre, avec le camp retranché et l'armée de Paris ; il est un des éléments dont dispose et sur qui compte et n'a jamais, quoi qu'on dise, cessé de compter le généralissime pour son offensive prochaine. Et cet élément sans doute va se révéler tout à coup singulièrement rétif, personnel et volontaire et, comme Klück chez l'ennemi, comme French chez nos alliés, Galliéni aussi entendra n'en faire qu'à sa tête. Il fera si bien, encore un coup, que la manœuvre de Klück échouera, mais *peut-être eût-elle échoué davantage et d'un échec fût devenue un désastre*, si Galliéni n'était pas allé si vite de l'avant et n'avait pas substitué ses directives à celles de son supérieur.

Voilà tout le débat. Ou, du moins, c'est ainsi qu'il conviendrait de le poser. Et j'entends bien qu'il n'est point de ceux qu'on tranche catégoriquement dans un sens ou dans l'autre. Nous sommes ici en plein royaume d'hypothèse et il est toujours facile de reconstruire les batailles dans les nues ou sur le papier : il est plus difficile d'assurer que les événements se seraient ajustés à nos calculs, pour aussi rigoureux fussent-ils. Si quelque chose, par exemple, semblait mathématiquement infaillible, c'est l'effroyable gâchis où aurait dû nous jeter la dualité de conception qui se manifesta au cours de ces confuses et tragiques journées de la première semaine de septembre 1914 et ne prit fin que le 8, par la lettre, aussi ferme que courtoise, dans laquelle Joffre priait Galliéni de trouver bon que, désormais, il envoyât directement ses instructions à Maunoury et qu'il communiquât seul avec le gouvernement. Jusque-là, il n'y a qu'un généralissime de droit, mais il y a en fait, depuis le 3, deux généraux en chef à l'aile gauche des armées françaises et dont l'un, celui qui justement n'est pas investi officiellement de la fonction, met perpétuellement le second en présence

révéler sur son flanc et dont il n'eût pas fait si bon marché, contrairement à ce qu'on avait cru jusqu'ici, si le grand quartier général ne l'avait inexactement renseigné sur la force et le moral de cette armée.

du fait accompli. Sans l'admirable sagesse d'un Joffre, sans son esprit conciliant, sans cette souplesse de caractère qu'on n'a pas assez remarquée chez cet homme d'apparence si massive, que se fût-il passé, et ne frémit-on point à la pensée que Galliéni aurait pu trouver devant lui un autre Galliéni?

Par bonheur, jamais tempéraments de chefs ne furent plus différents. Et Galliéni, d'ailleurs, comme French, a ses excuses. Rappelé à l'activité le 1er août, confirmé dans ses fonctions de successeur éventuel du général commandant en chef, fonctions qui lui avaient été assignées par une lettre de service de M. Millerand, ministre de la Guerre, en date de décembre 1912, il peut accuser l'injustice de l'âge qui l'a placé sous les ordres de son ancien subordonné de Madagascar, sans lui conférer, jusqu'à sa nomination de gouverneur du camp retranché de Paris, aucune espèce de pouvoir effectif. Quand il prend la direction de ce camp en remplacement du général Michel, qui avait bien pu prévoir la manœuvre allemande par la Belgique, mais qui n'avait rien su faire, pendant près d'un mois, pour mettre Paris à l'abri des effets de cette manœuvre, il ne trouve ni canons dans les forts, ni équipements dans les magasins, ni matériel dans les arsenaux, ni instruction chez les soldats. Tout est à créer et l'ennemi est à nos portes. Mais nos armées sont intactes : elles couvrent Paris. Leur repli va s'arrêter d'un moment à l'autre ; la bataille générale se livrera sous ses murs et la garnison de Paris, qu'il a mise debout en quelques heures, à laquelle il a insufflé sa grande âme, est assurée d'y participer. Ce dernier espoir est enlevé à Galliéni le 1er septembre. Ou du moins il s'en persuade — et cette fois il s'insurge. Il n'accepte pas cet abandon de Paris, abandon qu'il croit décidé dans l'esprit de Joffre, malgré les assurances multipliées de celui-ci. Maunoury, dès le 31 août, a signalé au grand quartier général, qui en a avisé le ministre de la Guerre, qui n'a pu manquer d'en avertir Galliéni, « que la Ire armée allemande délaisse la direction de Paris ». Ce renseignement capital a été fourni à l'état-major de la 6e armée par le capitaine Lepic, descendant du fameux Lepic d'Eylau, qui, vers Saint-Maur, embusqué derrière des bottes de paille, a pu voir « défiler pendant plusieurs heures une colonne allemande qui, laissant la route d'Estrées, a pris celle de Compiègne » (1).

(1) J. Héthay, *le Rôle de la cavalerie française à l'aile gauche de la première*

Chose curieuse, Galliéni n'y prête aucune attention ; du moins ses *Mémoires* sont-ils muets sur cette communication, contredite d'ailleurs par les renseignements de ses propres avions qui lui indiquent l'ennemi comme « poursuivant sa marche vers Paris ». Le 3 seulement, « à 18 h. 30 », précise-t-il en rentrant à son quartier général, il apprend par l'aviateur Brindejonc des Moulinais (1) que la Ire armée allemande s'infléchit bien décidément vers le sud-est, à l'exception d'un corps qui semble vouloir rester en flanc-garde devant l'armée Maunoury et qui est entré en contact avec elle à Luzarches. Est-ce possible et la fortune jusqu'au bout va-t-elle lui demeurer contraire? Après Joffre, qui « sacrifie » Paris, la Ire armée allemande va-t-elle se dérober à son étreinte et suivre Joffre dans son interminable repli? Devra-t-il, par la force des choses, assister les bras croisés aux péripéties du grand choc dont il escomptait l'imminence et pour lequel il ceignait déjà ses reins, forgeait l'arme qui eût peut-être trouvé le défaut de la cuirasse allemande? Si ce ne sont pas là les sentiments publics de Galliéni, si ses *Mémoires* n'en contiennent pas l'aveu formel, est-il si téméraire de les lui prêter et de croire qu'ils n'ont pas été étrangers à la décision qui se fait jour dans cette âme volontaire de s'opposer à l'inéluctable et de violenter le destin? Pour justifier la détermination qu'il va prendre de lui-même et qui bouleverse les plans de Joffre, qui remet tout en cause, il invoquera, de très bonne foi d'ailleurs, l'intérêt supérieur du pays, la stratégie dilatoire du généralissime, ce dangereux esprit de temporisation qui le ferait reculer au besoin jusqu'à Rivesaltes, surtout l'impossibilité pour nos troupes de gagner les lignes de la Seine avant l'ennemi, qui se montre pourtant — sauf Klück, et encore ! — si peu pressant depuis le 1er septembre : on voudrait des faits et on ne trouve là que des impressions personnelles, discutables comme toutes

bataille de la Marne. C'est le 30, on le sait aujourd'hui, que le grand quartier général allemand avait donné ordre aux armées de s'infléchir vers le sud. La concordance de dates (30-31) est donc parfaite.

(1) « Le 3 septembre 1914, Brindejonc vint de lui-même, sans consulter ses chefs, trouver Galliéni à son quartier général. Galliéni était absent. Brindejonc l'attendit de longues heures. Il put lui signaler qu'il avait observé de son avion que les Allemands se dirigeaient vers le sud-est. Galliéni lui dit de repartir aussitôt et de vérifier si l'armée allemande continuait son mouvement ; il le pria de venir lui donner à *lui-même*, le 4 au matin, les renseignements qu'il aurait pu avoir sur la marche de l'ennemi. » (Communication du docteur Baratoux.)

les impressions. Si la Marne avait été un échec, on aurait vu ce qu'elles eussent pesé devant un conseil de guerre.

Quoi qu'il en soit, Galliéni a pris son parti, dont l'exécution n'est plus subordonnée qu'à la confirmation ou à l'infirmation du renseignement qu'il vient de recevoir : tous les avions du camp retranché repartent séance tenante à la découverte ; entre temps, Galliéni interroge un réfugié de la Somme qui a vécu avec les Allemands dans la région de Saint-Just-en-Chaussée et qui ne se montre pas moins formel que Brindejonc ; une reconnaissance en auto poussée par l'interprète Fréchet jusqu'à Penchard lui rapporte de nouvelles précisions sur le fléchissement de Klück. Les avions rentrent, et toutes leurs déclarations concordent. Il ne reste plus qu'à en tirer les conséquences : une occasion exceptionnelle se présente de surprendre l'ennemi en flagrant délit de manœuvre, de l'attaquer en plein flanc ; il importe peu que cette attaque prématurée jette bas tout l'échafaudage des plans de Joffre, et même il est à désirer qu'il en soit ainsi et que Joffre s'en voie contraint à suspendre sa retraite et à livrer la bataille qu'il diffère scandaleusement. Soucieux cependant de ne rien laisser au hasard, d'opérer en pleine certitude, Galliéni multiplie les investigations, dépêche à l'aube du 4 dans toutes les directions de nouvelles reconnaissances aériennes. French, lui aussi, s'est aperçu du glissement de l'armée ennemie et il téléphone à Galliéni, à 10 h. 25 du matin : « Le VIe corps de réserve allemand paraît rester à l'ouest. Mais les autres corps de la Ire armée semblent avoir tourné vers le sud-est et avoir atteint hier soir la Marne entre Château-Thierry et Lizy-sur-Ourcq. » Mais déjà, dès 9 heures, Galliéni, pour créer le fait, forcer la main de Joffre, dont il pressent la résistance, a prévenu Maunoury qu' « en raison du mouvement des armées allemandes », il avait décidé de porter son armée « en avant dans leur flanc, c'est-à-dire dans la direction de l'est en liaison avec les armées anglaises ». La direction sera donnée à Maunoury dès que Galliéni connaîtra celle de ces armées : en attendant, qu'il tienne ses troupes en alerte et pousse « immédiatement des reconnaissances de cavalerie dans tout le secteur entre la route de Chantilly et la Marne » ; à cet effet, la cavalerie disponible du camp retranché est mise tout entière sous ses ordres, en même temps que la 45e division, etc., etc.

Toutes ces dispositions, encore une fois, Galliéni les a

prises de son propre mouvement, sans consulter son chef, *malgré son chef* (1). C'est quand elles sont en voie d'exécution qu'il les soumet à l'homologation de Joffre, dont elles contredisent les ordres de repliement du 2 septembre (2), et qu'il court à Melun essayer d'arracher à French une adhésion que le maréchal ne pouvait hiérarchiquement lui accorder. Le hasard d'ailleurs veut que French soit absent, et son chef d'état-major ne se sent pas l'autorité nécessaire pour s'affranchir des directives de Joffre acceptées par le maréchal et impliquant la continuation de la retraite. Galliéni retourne à Paris sans avoir rien pu obtenir et il n'est pas plus heureux près de French lui-même quand celui-ci, dans la soirée, l'appelle au téléphone. A toutes les instances de Galliéni pour lui arracher un ordre d'offensive ou simplement d'arrêt de ses troupes, le maréchal répond : « *No.* » Ses troupes sont épuisées ; elles ont besoin de se refaire en lieu sûr ; la retraite continuera donc comme il est convenu avec Joffre. Et le fait est qu'elle se précipite. Galliéni, de toute évidence, n'a aucune prise sur son interlocuteur : il ne sait pas le manier comme Joffre. Sera-t-il plus heureux avec ce dernier, qu'il peut aborder à la française, *ex abrupto?* Voici les deux hommes à l'appareil. Joffre est au courant du changement de front de Klück et il reconnaît sans difficulté qu'il y a là un fait nouveau qu'il est peut-être tentant d'exploiter. De quelle manière? C'est la question. Elle est suceptible de deux solutions : celle que propose Galliéni, la plus simple, et celle, plus subtile, que préconise le général Berthelot et qui consisterait à laisser Klück « foncer dans la masse ». Joffre ne cache pas que c'est cette solution qui a ses préférences, parce qu'elle lui permettrait de gagner du temps : l'immense ligne brisée dont il règle le mouvement et qui continue sa délicate manœuvre pivotante pour obtenir une liaison complète des armées, ce qui n'arrivera que quand les renforts appelés de Nancy et d'Épinal seront en place, French d'aplomb sur ses jambes, Maunoury en mesure

(1) « Je pensais donc, dès ce moment, à prendre l'offensive contre l'aile droite ennemie, malgré les risques que pouvait présenter cette opération, *malgré les directives du général en chef* prescrivant aux armées de se replier au sud de la Seine et de l'Yonne. » (*Mémoires*, p. 99.)

(2) « *La décision bien prise et les ordres étant donnés*, mon chef d'état-major téléphonait au grand quartier général pour le mettre au courant des dispositions réalisées. » (*Mémoires*, p. 114.)

d'agir vers Meaux, cette ligne est loin encore de présenter le dispositif qu'il souhaite. En outre, le moral des troupes n'est pas aussi bon que le laissent croire les communiqués : des divisions, comme la 52e du groupement Foch, sont « momentanément inutilisables » (1) ; certains corps d'armée même, comme le 18e, à la tête duquel vient d'être appelé Maud'huy, sont ou paraissent être (car, d'après Maud'huy, le 18e corps, harassé de retraite, était cependant fort capable d'attaquer) en pleine décomposition. Enfin, l'adhésion anglaise reste fort hypothétique, et Galliéni a pu s'en rendre compte par lui-même : cependant et tout compte fait, si cette adhésion peut être obtenue, Joffre veut bien ne pas s'opposer à la continuation du mouvement offensif esquissé par la 6e armée, mais à condition que ce mouvement se fasse par la rive gauche de la Marne. Galliéni proteste (2) : c'est la déformation de sa pensée, son écroulement plutôt, qu'une opération conduite de cette façon et le coup qu'il médite de porter aux communications de l'ennemi n'est plus possible, si on prend par la rive gauche de la Marne au lieu de prendre par la droite.

Là était en effet la grande pensée de Galliéni, telle du moins qu'il l'a exposée dans ses *Mémoires*, en exprimant le regret de n'avoir pu lui donner le vaste développement qu'elle aurait prise, si Maunoury n'avait été soustrait le 8 à son commandement direct : avec deux corps d'armée qu'il eût jetés le même jour vers le nord, dans la direction de la Ferté-Milon, il serait tombé « en plein dans les lignes de communication de l'ennemi, sur ses derrières », et l'eût forcé de reculer jusqu'à la Meuse, sinon par delà. Beau rêve, dont on ne voit malheureusement pas comment Galliéni eût fait pour le réaliser et soutenir en même temps Maunoury qui, avec « toutes les ressources » dont disposait le camp retranché de Paris, pouvait à peine tenir debout le soir du 9 et se fût effondré, le 10, sous une attaque sérieuse de Klück !

Il reste qu'en demandant à porter la 6e armée sur la rive

(1) Expression du général Dubois, commandant le 9e corps.

(2) Remarquons pourtant que lui-même avait soumis les deux propositions à Joffre, comme il résulte du télégramme chiffré en date du 4 septembre, 14 heures, et publié aux Documents : « Des deux propositions que vous m'avez faites relativement à l'emploi troupes général Maunoury, je considère comme la plus avantageuse celle qui consiste à porter la 6e armée sur la rive gauche de la Marne, au sud de Lagny.... *Signé* : JOFFRE. »

droite de la Marne, Galliéni avait raison contre Joffre, si tant est que Joffre ait parlé d'une attaque de la rive gauche autrement que pour le cas où il aurait continué lui-même son repli vers la Seine. Dès lors qu'il renonçait à ce repli, l'attaque sur la rive droite s'imposait. Klück, averti du danger par le démasquage trop rapide de l'armée Maunoury, était désormais sur ses gardes, et le grand quartier général allemand, ouvrant les yeux à son tour, allait lui ordonner de resserrer au plus vite ses lignes : le poisson s'évadait de la nasse avant d'y avoir entré tout le corps, comme l'espérait Joffre. C'était une nouvelle bataille qu'il fallait improviser de toute pièce et jouer de surcroît sans l'atout anglais qui nous avait glissé des mains : French a si bien reculé et, quand il refait front sur les instances de Joffre, plus habile à le manier que Galliéni, il le fait avec une si désespérante lenteur, un tel luxe de précautions, qu'il n'accrochera les Allemands qu'à la fin de la bataille et quand elle est à peu près gagnée. Mais comment ne pas regretter cette abstention de l'armée anglaise en songeant à tout ce qu'aurait pu donner une coopération immédiate et pleinement effectuée de 50 à 60 000 hommes de troupes régulières et bien entraînées? Joffre voit bien que c'est par où boite le plan qu'on lui propose et que tous ses efforts pour le redresser sur ce point — et il n'en négligera aucun — risquent de rester inopérants. Pourquoi donc ne résiste-t-il pas à Galliéni? Pourquoi ne s'en tient-il pas à son projet initial d'une retraite sur la Seine? Il ne l'a pas dit, mais on le devine assez et l'on conçoit aussi qu'entre une bataille longuement combinée, mais compromise par l'initiative de Galliéni, et une bataille nouvelle où cette initiative pouvait porter certains fruits, il ait opté finalement, quoique à contre-cœur, pour la bataille qui n'avait pas son agrément. Et il est possible en outre que des considérations d'un autre genre aient agi sur lui, qu'il n'ait pas été sans se laisser impressionner par l'atmosphère de sourde hostilité qui l'enveloppait depuis le début de la retraite : visiblement il n'a plus la confiance des parlementaires, dont certains parmi les influents et qui sont de l'entourage immédiat de Galliéni intriguent dans la coulisse, ramassent des signatures et parlent de le mettre en accusation. Il est l'homme de Morhange et de Charleroi ; il est le passé, avec toutes ses déceptions, et Galliéni l'avenir, l'inconnu, avec tous ses espoirs et le prestige de la nouveauté, si puissant

sur l'âme mobile des Français. A un autre qu'à Galliéni, il est probable que Joffre eût résisté. Et il est probable aussi qu'un autre que Galliéni n'eût pas osé lui rompre en visière ouvertement. C'est l'honneur de Joffre, quoi qu'il en soit, de ne s'être pas obstiné, d'avoir fait passer l'intérêt général avant son amour-propre de chef, de s'être rendu en personne près du maréchal French pour tâcher de pallier dans la mesure du possible les fâcheux effets d'une abstention complète de l'armée anglaise et, cette précaution prise, de s'en être retourné à la petite salle d'école de Bar-sur-Aube où l'attendaient ses adjoints, les vrais et sûrs confidents de sa pensée, le général Belin, le général Berthelot, le colonel Pont, le colonel Gamelin, etc., dont il voulait recueillir une dernière fois les avis. La discussion fut longue, car les avis différaient. Berthelot, notamment, tenait pour la continuation du repli. Mais la majorité flottait, séduite par l'occasion offerte ou troublée dans sa confiance en l'ancien plan par l'intempestive immixtion de Galliéni. On sait le reste et comment Joffre termina la discussion par le mot fameux qu'a rapporté M. Hanotaux :

— Eh bien, messieurs, on se battra sur la Marne !

La pensée de Galliéni devenait dès ce moment la sienne. Il l'épousait, mais en lui imposant sa forme propre (1) et en l'adaptant à la situation générale, dont Galliéni, qui ne voyait que son coin de bataille, ne semblait pas tenir assez de compte. Et ce n'est sans doute pas le seul mariage de raison qui ait donné des fruits heureux. S'il est vrai que Joffre ait dit un jour : « J'aurais dû gagner Charleroi et perdre la Marne », il faut convenir qu'il a tout fait — et Galliéni aussi d'ailleurs, mais sans l'esprit de sacrifice de Joffre et donc avec moins de mérite chrétien — pour que cette dernière éventualité ne se réalisât pas.

CHARLES LE GOFFIC.

(1) Voir les instructions n° 5 et suivantes et qui sont trop connues pour être rapportées ici.

La Trahison de Constantin

Le drame étrange de Tatoï, qui a fait à nouveau surgir sur la tombe prématurément ouverte du roi Alexandre la question compliquée de la dynastie grecque, rappelle l'attention sur un chapitre encore mystérieux de l'histoire de la guerre. Ce passé tout récent doit être dégagé des commentaires qui l'ont obscurci, et non point dans le seul dessein de rouvrir le débat sur une des pages les plus douloureuses de cette histoire, mais parce qu'il prend soudain une actualité saisissante et qu'à l'éclaircir, nous gagnerons de mieux connaître des faits dont il n'est plus qu'un tragique prologue.

C'est à l'heure même où la Grèce démesurément agrandie, mais toujours divisée par ses querelles intestines, s'apprête à une consultation dont les partisans de l'ex-roi Constantin entendent tirer profit, que le trône devient libre et dans des conditions qui ne laissent pas de rappeler singulièrement la dramatique destinée de ce roi Georges, que le jeune roi moribond ne cessa d'invoquer pendant sa lamentable agonie. Et tandis qu'il achevait de mourir dans la solitude du château de Tatoï, Constantin, Sophie, et leurs fidèles, les Streit, les Dousmanis, escomptant leur délivrance, ourdissaient à Lucerne des intrigues qui trouvèrent des échos dans les maisons royales de Londres et de Rome. Dans le même temps, Gounaris, dépêché par le souverain déchu, utilisait en Grèce

une pseudo-agitation ouvrière et socialiste, habilement entretenue par l'Italie, pour mieux combattre la « tyrannie veniseliste » et son « abominable oppression », et cela dans le but de transformer les élections prochaines en une sorte de plébiscite sur la question dynastique. C'est ainsi que ressurgissent tout à coup les mêmes hommes dont nous eûmes à déjouer les desseins parmi les difficultés de la guerre et qui maintenant utilisent les difficultés de la paix pour renverser un état de choses qu'ils n'ont jamais reconnu comme définitif.

D'aucuns s'étonneront sans doute que les incroyables succès de la politique de M. Venizelos n'aient point suffi à désarmer ses adversaires et à rendre leurs prétentions impossibles. N'est-ce pas à lui que la Grèce doit cet empire par où elle touche aux portes de Constantinople et qui l'a faite maîtresse de Smyrne? Et peut-il y avoir nationalisme plus exigeant que celui qui obtint de telles satisfactions. Mais la fortune même de M. Venizelos devait contraindre ses adversaires à une surenchère impérialiste sans bornes. Et ils l'accusent d'avoir « trahi » la Grèce, de l'avoir vendue aux étrangers, de l'avoir dépouillée de Constantinople que le roi Constantin aurait réclamée pour prix de son intervention. La passion xénophobe et nationaliste a été si violemment excitée par les « royalistes » que M. Venizelos fait figure de « traître » pour tous ceux — et ils sont nombreux en Grèce — que des intérêts très divers attachent à l'ancien monarque.

Celui-ci se garde de tels excès : il n'entend pas contester les avantages recueillis par M. Venizelos. Il se contente de faire remarquer aux puissances — et notamment à celle qui n'a servi les vues de l'hellénisme que dans la mesure où elles favorisaient son installation dans la Méditerranée orientale — que M. Venizelos n'est pas immortel, que lui mort « c'est l'anarchie, la révolution, le désastre », et que seule une monarchie peut assurer la continuité d'une politique grecque dont elles ne sauraient se désintéresser. Et c'est pour conclure : « J'affirme que si, demain, il y avait des élections *libres*, j'entends ouvertes, sans menaces, sans promesses, des élections sincères, je serais à une majorité écrasante, appelé à reprendre la succession de mon père. »

Ainsi Constantin n'accepte pas sa déchéance : il escompte une amnistie et ne désespère pas de gagner sa cause, par un raisonnement dont le réalisme trouve déjà du crédit auprès

de ceux qui n'ont jamais ouvertement contre-signé son abdication. Au plus vif des intrigues constantiniennes, alors même qu'elles menaçaient directement notre sécurité militaire en Orient, l'Angleterre n'a cessé, en effet, de soutenir la dynastie régnante : et son opposition ne laissa pas de gêner singulièrement une action dont elle entend désormais nous laisser la responsabilité. Elle rappelle opportunément aujourd'hui que c'est la France et la France seule qui détrôna Constantin et que la mission dont fut chargé M. Jonnart n'avait point reçu son aveu. Et Constantin n'a pas oublié que jusqu'à la dernière heure, l'attaché militaire anglais à Athènes, le général Philipps, fit tout pour le sauver ; ces divergences l'ont trop servi pendant la guerre pour qu'il ne les utilise pas encore. Le fait est que nous nous trouvons devant une situation identique à celle que nous connûmes en 1916 ; mais elle se trouve aggravée, si l'on considère la place que tient désormais la Grèce dans l'équilibre européen. Comme aux jours critiques de l'installation du gouvernement provisoire à Salonique, M. Lloyd George met impérieusement en garde M. Venizelos contre toute tentative d'instaurer la république en Grèce. Et pour la première fois depuis 1917, nous voyons le roi d'Angleterre, à propos des fiançailles du duc de Sparte, s'adresser à son *cousin* Constantin — et cela en des termes de particulière affection. Nous ne méconnaissons pas l'intérêt que la Grande-Bretagne, qui n'a favorisé l'agrandissement de la Grèce que pour en faire l'instrument de ses visées balkaniques, peut avoir à restaurer une dynastie propice à ses desseins. Il est politique qu'elle cherche à se prémunir contre les hasards de l'aventure venizeliste, qu'elle entende stabiliser le régime intérieur d'un pays déchiré par les factions, — et cela avant que les populations grecques d'Asie Mineure ne soient définitivement rattachées au royaume. Mais l'on s'étonne qu'elle réponde aux avances de Constantin de Glucksbourg qui ne l'assure de son loyalisme que pour se faire absoudre et reconquérir son trône. Quel crédit peut-elle donner à celui qui n'a cessé jusques hier d'être l'agent de l'Allemagne et dont la villa de Lucerne fut le quartier général de la propagande ennemie? Que vaut la parole de l'auteur responsable des massacres de décembre 1916? L'Angleterre aurait-elle oublié les détails de cette sanglante aventure ou cela ne compte-t-il plus désormais? Il nous semble à tout le moins opportun de les rappeler, de jeter là-dessus la lumière

de faits incontestables, et d'ouvrir le dossier d'un ennemi qui ne désespère pas de nous jouer une fois encore. La chose paraîtra d'autant plus nécessaire que pour les besoins de sa propre cause, l'un des acteurs de ce drame, l'amiral Dartige du Fournet, a publié naguère un plaidoyer qui ne tend à rien de moins qu'à faire amnistier le souverain déchu(1). Il importe de dissiper le trouble qu'un pareil témoignage a pu causer. Pour y répondre, et dans le seul dessein de fixer d'une manière irrécusable le rôle de Constantin, il nous suffira de faire consciencieusement le récit des événements. Nous en avons été nous-mêmes les témoins, tant à Athènes qu'à Salonique. Maints documents officiels, publiés ou non, nous permettent de contrôler et de corriger nos propres souvenirs.

Nous nous croyons le droit de dire que rien ne demeure obscur dans une telle histoire et nous ne chercherons qu'à établir scrupuleusement la vérité. Les circonstances actuelles nous en font un devoir. Peut-être le récit de cette pénible expérience inspirera-t-il des réflexions susceptibles d'éclairer notre conduite. Il nous semble contenir, en outre, un enseignement dont le sens dépasse infiniment ce qui ne touche qu'à la Grèce. La France, pour longtemps encore, se trouve en divers points du monde dans une situation qui n'est pas sans analogie avec celle dont elle eut alors à surmonter les embarras. Soit en Europe, soit en Asie Mineure, nos troupes occupent, avec celles d'autres puissances alliées, des territoires étrangers, amis, neutres, ennemis, incertains. Nous y avons des diplomates et des missions militaires, des représentants officiels, officieux, mêlés par la force des choses aux affaires des pays où ils sont établis. Puissent-ils méditer sur ce qui s'est passé en Grèce, de 1915 à 1917, et en tirer une leçon profitable. Les événements que nous allons rapporter montrent avec évidence quel usage il faut faire de la force pour vaincre une hostilité sourde ou avouée. On y voit combien il est dangereux de se montrer faible ou irrésolu et que les gestes d'autorité sont maladroits et irritants qu'on n'accomplit pas jusqu'au bout. Rien de pire, en pareille occurrence, qu'une menace non suivie d'effet, qu'une exigence qui n'entraîne pas de sanction, qu'une volonté intermittente qui réclame et ne s'impose point. Les demi-mesures blessent sans dompter : elles créent le ressentiment et non

(1) Dartige du Fournet, *Souvenirs d'un amiral.*

la soumission. On y verra aussi les dangers de la confusion des pouvoirs, de l'irresponsabilité des agents d'exécution, des tractations officieuses et des conflits d'attribution. Bref, c'est toute une moralité politique qui se dégage des faits dont nous ne voulons être que les chroniqueurs impartiaux.

*
* *

Si l'on envisage en son ensemble l'aventure d'Orient, il est impossible que la tragédie du 1er décembre n'absorbe pas d'abord tout le regard. C'est le centre du tableau, la péripétie qui éclaire tout. Et cette impression n'est point fausse. Raconter ce douloureux épisode, c'est saisir au vif l'histoire des intrigues allemandes en Grèce pendant la guerre ; c'est faire aussi le récit de nos illusions, de nos fautes, de nos déboires.

Car ce ne fut point là un incident isolé, une catastrophe soudaine que rien ne pouvait laisser prévoir, mais le dénouement logique, par beaucoup pressenti, annoncé même par les plus clairvoyants, d'un drame dont tous les actes s'enchaînent avec une rigueur parfaite. Et dès l'abord, situons les personnages, définissons la position de leurs rôles, tels qu'ils apparaissent au début de la guerre.

Les grandes nations de l'Entente, France, Angleterre, Russie, conjointement protectrices de la Constitution et de l'indépendance helléniques, se flattent — à juste titre, semble-t-il, — de pouvoir compter sur la bienveillante amitié grecque. La Grèce n'est-elle point l'alliée de la Serbie pour qui nous sommes entrés en guerre? Tout autorise à supposer que, le cas échéant, Athènes ne refusera pas de nous aider à venir au secours de Belgrade.

Cette assurance est d'autant plus ferme que la Grèce est gouvernée par M. Venizelos, maître incontesté de la majorité parlementaire, dont les sympathies à l'endroit de l'Entente sont si fortement établies que ses adversaires le nomment « l'Anglo-Français ».

Mais il y a le roi Constantin. Celui-là a l'âme allemande. Malgré les résistances de son père, ami personnel et confident d'Édouard VII, il a tenu à épouser une sœur du kaiser. Il entretient avec Berlin d'étroites et cordiales relations. Il souhaite la victoire de nos ennemis, et, chose plus grave, il y croit. Les chefs de son état-major, les Dousmanis, les

Metaxas, élèves des écoles militaires allemandes, l'enfoncent dans cette opinion qui est aussi la leur. Par intérêt comme par sentiment, Constantin est, dès le début, l'allié moral de l'Allemagne. En outre, il hait fermement son premier ministre, trop populaire à son gré et dont le haut renom l'offusque. S'il était libre, il entraînerait sans tarder son peuple, avec armes et bagages, dans le camp des empires centraux.

Guillaume II l'en a prié dès les premiers jours de la guerre. Théotokis, ministre de Grèce à Berlin, transmet cet appel par télégramme le 4 août 1914 :

Sa Majesté (Guillaume II) prie Votre Majesté, en faisant appel au camarade, au maréchal allemand... de vouloir bien ordonner la mobilisation de son armée, de se placer à côté de l'empereur et de marcher ensemble, la main dans la main... Enfin, Sa Majesté m'a dit que ce qu'elle vous demande aujourd'hui, c'est de mettre à exécution tout ce que Votre Majesté et Elle avaient tant de fois discuté...

Ce n'est rien de moins qu'une alliance militaire que Guillaume attend de son beau-frère. Or, la chose est impossible, non pas seulement à cause de l'excès du risque, mais parce que l'opinion publique et Venizelos ne le permettraient pas. Mais dans l'esprit du roi, ce n'est que partie remise : et il n'attend que l'occasion de se déclarer.

Après quelques mois d'hostilités, la guerre s'étend et touche à l'Orient. L'Allemagne réussit à lancer contre nous la Turquie, de qui la Russie est l'ennemie héréditaire. Pour faire face à cette complication, nous montons — bien maladroitement — l'expédition des Dardanelles. Le concours grec peut nous être précieux. Venizelos ne demande qu'à nous l'accorder. La chose semble faite. Le roi congédie son ministre et dissout la Chambre (6 mars 1915). Constitutionnellement souveraine, c'est la nation qui va juger et départager ses deux chefs, le germanophile et l'ententiste. En dépit d'une pression officielle effrénée, les élections du 13 juin renvoient à la Chambre 184 venizelistes contre 130 constantiniens. La Grèce, explicitement consultée, s'est prononcée en notre faveur. Venizelos reprend le pouvoir.

Une seconde fois, nos affaires se gâtent en Orient. Un nouvel ennemi nous attaque : la Bulgarie. Bulgares et Grecs se haïssent. La Grèce, au surplus, est liée à la Serbie par un traité d'alliance qui l'oblige à intervenir en cas d'agression

bulgare. Venizelos est prêt à faire honneur à la signature de la Grèce. Le roi croyant nous embarrasser exige que nous envoyions 150 000 hommes en Macédoine pour suppléer à l'insuffisance des effectifs serbes. Nous les promettons. Alors il se dédit. Le 4 octobre, la Chambre hellénique, par 147 voix contre 100, approuve le premier ministre, mais, le lendemain, Constantin le congédie pour la seconde fois et le 3 novembre, violant délibérément la Constitution qu'il avait jurée « sur la Sainte-Trinité consubstantielle et indivisible », il dissout à nouveau la Chambre.

Depuis un mois, nos troupes campent en Macédoine. Nous sommes engagés en Serbie dans des combats inégaux. Le beau-frère de Guillaume II a réussi à empêcher son pays de venir à notre aide. Mais il veut davantage et son vrai dessein, c'est de coopérer à notre défaite, qu'il croit toujours inéluctable, et de répondre aux appels qui lui viennent de Berlin.

Dans les premiers jours de novembre, Dousmanis et Metaxas lui proposent un plan d'intervention contre notre corps expéditionnaire. L'armée grecque, mobilisée par Venizelos pour marcher à nos côtés, bloque nos arrières, gêne systématiquement nos mouvements. Mais les sentiments du peuple grec, qu'une savante propagande s'efforce d'éloigner de nous, ne sont pas assez sûrs. Il ne s'agit encore que du maintien de la neutralité. Il faut gagner du temps, en multipliant sournoisement les embûches sur notre chemin.

Le problème est bien posé. Nous occupons, comme base militaire, certains territoires grecs. Le roi, lui, n'a qu'un but, servir l'Allemagne, et par tous les moyens, y compris, éventuellement, par les armes. Ceux qui nous représentent en Grèce n'ont plus là-dessus le moindre doute, mais à Paris et à Londres, nos gouvernements refusent de croire à leurs avis et escomptent toujours un impossible revirement du monarque en notre faveur. Le ministre de France à Athènes, M. Guillemin, le général Sarrail à Salonique, s'efforcent en vain de démontrer que le parti de Constantin est irrévocablement pris, qu'il ne nous aidera jamais, qu'il ne cessera d'entraver notre action et qu'il médite même de se joindre à nos ennemis. Mais il faudra treize mois de trahison, il faudra le dénouement tragique du 1er décembre pour nous obliger à voir clair. Encore le châtiment indispensable se fera-t-il attendre plus de six mois.

*
* *

L'hostilité de Constantin ne se manifesta d'abord que par des vexations et par des menaces équivoques, mais elle était déjà si évidente qu'on dut songer tout de suite, bien qu'à regret, à la vaincre, en faisant montre de notre force.

Une flotte commandée par le vice-amiral Le Bris fut concentrée à Malte le 21 novembre 1915 avec mission d'accomplir une démonstration contre Athènes. Elle fut arrêtée à Milo. Ainsi, dès l'origine, nous montrâmes notre indécision et nous ne sûmes menacer que pour différer ensuite une exécution qui seule eût été efficace. De jour en jour, le plan secret d'Athènes devenait plus visible et le contact se resserrait entre le gouvernement grec et Berlin.

La Serbie écrasée, nous avions dû replier sur Salonique la petite armée engagée le long du Vardar. Les Allemands projetaient de nous poursuivre jusqu'à la mer, avec le concours de leurs alliés les Bulgares, et de nous contraindre à rembarquer. Il leur était malaisé de le faire sans la complicité des Grecs. Mais déjà ils la tenaient pour moralement certaine.

Un vieux banquier richissime, servile et retors, Scouloudis, avait pris le pouvoir, qui n'était rien qu'un instrument entre les mains du roi. Il a comparu en 1918 devant la haute cour hellénique. Nous trouvons dans le long mémoire justificatif qu'il remit au juge d'instruction Misios, et dans son interrogatoire, d'intéressantes précisions sur la liaison qui s'établit alors entre les Grecs et les Allemands. C'est le 29 novembre 1915 que le général von Falkenhayn, chef d'état-major allemand, entama officiellement les négociations par un télégramme adressé à son attaché militaire en Grèce. L'Allemagne ne réclamait pas l'intervention de l'armée grecque, mais une neutralité complaisante et l'autorisation d'envahir la Macédoine. Le 22 décembre 1915, le conseil des ministres réuni au complet rédigea une réponse officielle, transmise sous la signature du roi, « pour assurer davantage le secret ».

La Grèce acceptait en principe, mais elle marquait quelque répugnance à permettre aux armées bulgares de camper sur son sol, deux ans à peine après la seconde guerre balkanique. Elle réclamait à ce sujet quelques garanties.

En outre, elle demandait une compensation. Lisons le

document tel que le cite M. Scouloudis lui-même. Nous y verrons comment l'alliée de la Serbie comprenait la fidélité :

Le gouvernement a déclaré maintes fois que l'entrée des Bulgares en Grèce offenserait profondément le sentiment national et exciterait l'opinion publique, par crainte surtout de les voir prolonger leur séjour après la fin de l'expédition. Afin que le gouvernement puisse affronter les éventualités très sérieuses qu'une telle excitation pourrait provoquer, il y a nécessité inévitable que nous tranquillisions l'opinion publique en présentant une promesse garantissant l'évacuation du territoire grec dès la fin de la campagne. Le gage absolument indispensable à ce sujet serait *l'occupation de Monastir par l'armée hellénique* jusqu'à la paix. Cette occupation devrait avoir lieu avant l'incursion des Bulgares sur le territoire grec.

Monastir ! le morceau semble gros aux Allemands. Par ailleurs (on est à la fin de 1915) l'état-major de Berlin prépare l'assaut contre Verdun et les grands chefs militaires allemands hésitent à s'engager plus avant en Macédoine.

Toutefois Berlin insiste. On veut être sûr, à toutes fins utiles, que les troupes grecques concentrées près de la frontière livreront, à l'occasion, libre passage aux Bulgares. Le roi n'hésite pas à prendre cet engagement. C'est que, depuis le 14 décembre, il négocie à Berlin un emprunt clandestin de 40 millions. Le 15, Theotokis annonce l'adhésion de principe du ministre des Finances allemand. On discute pendant quelques jours. Constantin désire-t-il des drachmes ou des marks? Le 1er janvier 1916, on est d'accord sur une somme de 40 millions de marks ouverte en compte chez S. Bleischrœder.

En échange, le gouvernement grec, c'est-à-dire le roi, consent de son côté aux exigences allemandes. C'est ainsi, par exemple, que Constantin cherche à épargner à l'Allemagne un gros effort militaire en nous persuadant de renoncer nous-mêmes à notre expédition. Le 9 décembre 1915, deux officiers de l'état-major grec, parmi les plus notoirement germanophiles, le lieutenant-colonel Pallys et le commandant Staicos, étaient venus à Salonique offrir au général Sarrail, de la part du roi, de le garantir contre toute attaque des Germano-Bulgares s'il consentait à rembarquer de lui-même, avec toutes ses forces ; mais c'était pour le menacer aussitôt d'ouvrir toutes grandes les frontières aux envahisseurs s'il s'obstinait à demeurer.

Ce chantage n'ayant pas réussi, les Allemands envisagen derechef le recours à des moyens militaires. Constantin le rassure en leur proposant le 12 janvier 1916, par une dépêch à Theotokis :

1° D'éloigner les troupes de couverture des régions où sera im minente l'incursion des armées impériales, à condition d'en êtr averti à temps ;
2° De retirer les troupes de la zone où devront se développer le opérations.

Mais cela ne suffit pas à l'Allemagne. A l'heure où ell ramasse toutes ses forces pour les jeter contre Verdun, ell presse le roi d'Athènes de la seconder effectivement.

Le 20 janvier 1916, Theotokis télégraphie de Berlin le nouvelles demandes de Falkenhayn où l'on remarque l point suivant :

... 4° La Grèce s'engagera à ne pas admettre ou tolérer des débar quements de l'Entente ni au golfe de Cavalla, ni dans la baie d'Eica térini, et, le cas échéant, à *les repousser par la force.*

Si docile serviteur soit-il de l'intrigue constantinienne, l vieux Scouloudis manifeste de l'inquiétude. Pendant si semaines environ, il n'est plus tenu au courant de rien. C'es le roi lui-même, sans autres conseillers que les germano philes irresponsables de son entourage, parmi lesquels Strei est le plus influent, qui continue privément la conversation

Mais le moment venu de brusquer les choses, il faut bien redonner au marchandage un tour officiel.

Le 14 mars 1916, Falkenhayn fait annoncer au gouverne ment grec par l'attaché militaire que les troupes germano bulgares vont prochainement forcer le défilé de la Strouma et progresser sur une ligne Kale-Bazeri-Vetrina-Tsinkel Scouloudis répond simplement, le 22 : « Nous sommes dis posés à accepter une garantie sommaire. »

A la même date, un ordre du ministre de la Guerre (n° 633 prescrit l'éloignement par fractions de l'armée hellénique au fur et à mesure de l'envahissement germano-bulgare Le même ordre prévoit l'évacuation des forts de Rupel, d Phea-Petra et de Dovd-Tépé.

Pour apprécier la portée de cette mesure, il faut compare cet ordre 633 à l'ordre n° 34 du 19 janvier précédent con cernant, celui-là, l'Entente :

Dans un port où un débarquement d'Anglo-Français est imminent, un contingent d'armée, ou la garnison d'un ouvrage d'ordre technique, sera déployé sur le lieu du débarquement ou vers l'ouvrage technique et son commandant procédera aux déclarations prescrites et ne rétrogradera que lorsque sera fait usage de la violence par les Anglo-Français et même que lorsque, par force armée, ces derniers auraient ouvert, à travers ses lignes, un passage.

Des difficultés subsistent cependant, en ce qui touche au rôle éventuel des Bulgares. Le ministre de Grèce à Sofia, M. Naoum, a de fréquentes entrevues avec le ministre des Affaires étrangères et avec le roi Ferdinand. En même temps, le ministre de Bulgarie à Athènes, M. Passaroff, déploie une extrême activité. Il préconise une entente gréco-bulgare aux dépens des Serbes et on l'écoute complaisamment. L'Allemagne pousse de toutes ses forces à ce rapprochement. Elle préside d'avance au partage amical des dépouilles. La Grèce, par exemple, outre l'Albanie du sud et le Dodécanèse, recevra le district serbe Dojran-Gevgheli.

Le 10 mai 1916, tout est réglé et l'attaché militaire allemand prévient Scouloudis de l'imminente occupation des gorges de Rupel. Le 23 mai, le comte Mirbach, ministre d'Allemagne, renouvelle officiellement cette communication et le 27, à 10 h. 40 du matin, une forte colonne bulgare, commandée par des Allemands, se présente devant Rupel. La garnison grecque fait mine d'abord de résister, mais dans l'après-midi, un ordre du ministre de la Guerre, général Yannakitsas, lui enjoint de se retirer.

* * *

En ouvrant à nos ennemis le passage de la Strouma, Constantin nous portait un coup redoutable. Non seulement l'occupation de ce point stratégique nous menaçait d'une dangereuse offensive (ce qu'on vit au mois d'août suivant), mais elle rendait, d'un coup, irréalisables des plans que nous étions à la veille d'exécuter.

La complicité du roi et de l'Allemagne ne pouvait plus être mise en doute. Nous en eûmes bientôt des preuves écrites, comme ce télégramme du général grec, Bairas, commandant à Sérès, au ministre de la Guerre : « Devant la pré-

tention des Bulgares de pousser jusqu'à Demir-Kissar, j'ai dû prendre sur moi, dit-il, de leur représenter que cette occupation *dépassait toutes les clauses de l'accord intervenu entre la Grèce et les puissances centrales* ». Ce n'était pas le premier tort que nous causait Constantin, mais c'était sans doute le plus grave.

Pour nous, nous n'avions cessé de réagir, mais d'une manière locale, hésitante, inefficace. Nous avions arraché à la Grèce des concessions incertaines, lambeaux par lambeaux, faisant ainsi le jeu du roi à qui il convenait d'exciter peu à peu l'opinion publique, en nous représentant comme de véritables bourreaux du pays, renchérissant chaque jour sur leurs exigences.

En quelques mois, nous avions dû détruire le pont de Demir-Kissar, expulser de Salonique les consuls ennemis, prendre possession de la pointe de Kara-Bouroun, occuper tour à tour Florina, Corfou, Castelorizo, la baie de la Sude, la baie d'Argostoli, etc., etc... Chacun de ces gestes avait été, pour l'amour-propre national grec, une blessure nouvelle et avait diminué le nombre de nos amis.

Après l'aventure de Rupel, l'expérience était faite et le procès jugé. Le roi avait partie liée avec les Allemands et les servait de tout son pouvoir ; il n'attendait qu'une occasion favorable pour passer à une hostilité plus ouverte. Nous savions qu'il communiquait régulièrement par sans fil avec Berlin et Sofia. L'armée Sarrail était enserrée dans un réseau d'espionnage dont le centre se tenait à Athènes et que dirigeait le baron Schenck et l'agent allemand Hoffmann. Tous nos mouvements étaient entravés et nous devions nous attendre aux pires trahisons.

Le moment semblait venu de régler définitivement cette grave question. Nous commençâmes par le plus pressé en proclamant l'état de siège à Salonique et sur les territoires que nous occupions. Dès le 3 juin, cette mesure de sûreté était un fait accompli. Mais nous ne pouvions nous en tenir là. Il y avait un danger permanent pour nos armées à conserver sur leur arrière un ennemi d'autant plus dangereux qu'il gardait encore le masque de la neutralité. Il fut alors sérieusement question de détrôner le beau-frère de Guillaume II. « *Dès* 1916, écrit le général Sarrail, *j'étais partisan de mettre hors de cause le roi Constantin qui, officiellement, avait demandé au kaiser d'intervenir et lui promettait son concours,*

comme en témoignent les dépêches interceptées (1). » Nous avions le droit et aussi le pouvoir de nous mettre à l'abri d'un aussi grave péril. N'étions-nous pas, par cinq traités valables (6 juillet 1827, 3 février 1830, 7 mai 1832, 13 juillet 1863, 29 mars 1864), nous, France, Angleterre, Russie, à l'exclusion de toute autre puissance, les protectrices de cette Constitution hellénique manifestement violée par le roi le 3 novembre 1915?

Hélas ! nous n'étions guère d'accord. L'Angleterre n'avait accepté qu'à son corps défendant l'expédition de Salonique et se refusait à toute action offensive. Dans le moment même où ces difficultés surgissaient, le gouvernement britannique donnait au général commandant les troupes anglaises à Salonique des instructions pour opposer la force d'inertie à toute velléité d'action, en évitant toutefois d'entrer en conflit direct avec le général Sarrail, et ces vues coïncidaient avec celles d'une partie de l'état-major français. Mais l'Angleterre ne redoutait pas moins les complications intérieures : elle n'entendait point que la question de la dynastie grecque fût posée, et ne semblait guère disposée à soutenir l'action venizeliste. La Russie et l'Italie appuyaient le point de vue anglais pour les intérêts de leur propre politique. En France même, les avis étaient divisés. D'Athènes et de Salonique, tous ceux qui tenaient en main notre jeu et qui voyaient les choses de près, poussaient à une prompte solution. Mais à Paris, nos gouvernements subissaient des influences contraires et se perdaient en considérations subtiles qui entravaient toute résolution.

En juin 1916, on fut bien près de prendre la seule décision « décisive » : il ne s'agissait pas de détrôner le roi, mais d'exiger à tout le moins du gouvernement royal une série de garanties sérieuses et d'appuyer nos demandes d'une démonstration navale et militaire. Dès l'abord, l'Angleterre s'opposa à cette intervention et c'est ainsi que, le 12 juin, notre attaché naval télégraphiait au général Sarrail :

Situation se résume dans une dérobade lamentable des Alliés, due aux Anglais, qui entraîne échec du parti venizeliste. C'est la déconsidération jetée sur l'Entente et l'aggravation de la politique actuelle (2).

(1 et 2) Documents nédits

Mais le 15, la situation se modifie soudain par suite d'une évolution inattendue des gouvernements alliés et l'on crut pouvoir escompter une action énergique dont les résultats eussent été déterminants. La note des puissances devait être remise le 21 juin, et le 18, M. Guillemin, ministre de France à Athènes, télégraphiait à l'amiral Dartige du Fournet, commandant en chef les troupes navales à Salonique :

La menace permanente constituée par la présence réelle et continue des escadres réunies est indispensable :

1° Pour obtenir acquiescement du roi et du gouvernement hellénique à nos demandes;

2° Pour empêcher désordres graves et massacre possible des venizelistes ;

3° Pour protéger débarquement de troupes qui peut devenir nécessaire à un moment quelconque, mais ne doit pas être effectué sans instructions spéciales du ministre de France. *Il est impossible, d'autre part, dans la situation actuelle, de perdre trois jours pour permettre de poser des filets au Phalère.* Il est à prévoir d'ailleurs que, dans l'état présent des esprits, les Grecs pourraient s'y opposer par la force, si l'opération se faisait hors de la protection effective des cuirassés. En conséquence, mes collègues et moi proposons le plan suivant : Force navale au complet et si possible avec transports arriverait mercredi 21 à 11 heures du matin devant Phalère, et nous remettrions notre note à ce moment précis. Elle devrait croiser quelque temps en vue de Phalère, pendant qu'on poserait des filets à l'entrée du détroit de Salamine. Elle irait ensuite mouiller entre le Pirée et Saint-Georges, abritée par les terres et les filets. Les transports iraient à Salamine ou au Pirée...

Je sais que je puis compter sur votre concours et vous en remercie à l'avance. L'échec de nos demandes serait un désastre pour le prestige et les intérêts essentiels de la France et de ses Alliés. Le succès ne peut être obtenu que par la manifestation d'une force qui soit visiblement et à tout instant en mesure d'exécuter sa menace. Ce sont d'ailleurs les termes mêmes des instructions que j'ai reçues du gouvernement de la République. — GUILLEMIN (1).

A travers ce document, nous pouvons deviner les résistances que notre décision rencontre, dès l'abord, de la part de l'amiral Dartige du Fournet. Pressentant les désaccords

(1) Document inédit.

de notre diplomatie, le commandant en chef ne songe qu'à les aggraver en s'élevant contre le plan du ministre de France qu'il juge « tout à fait étranger à sa compétence » (1). L'amiral, en effet, est de ceux qui désavouent l'entreprise de Salonique. Il pense que l'armée d'Orient est « hors d'état de prendre l'offensive » et il la blâme de « tourner son activité contre la Grèce ». Notre situation en Orient lui semble « inextricable » et il ne cesse de déclarer à son entourage : « Que n'a-t-on ramené en France toute l'armée des Dardanelles ! Elle y ferait de bien meilleure besogne et l'armée navale bloquerait au besoin la Grèce, si les Allemands venaient jusque-là (2). » En attendant, il n'exécute qu'à regret les ordres qu'on lui donne, répond à M. Guillemin que les plans maritimes sont « le domaine exclusif du commandant en chef » et demande plusieurs jours de délai pour préparer un débarquement dont il s'efforce, par ailleurs, de démontrer les périls. Le 19 juin, le ministre de France avise l'amiral qu'il accepte que l'arrivée de l'escadre soit remise au jeudi matin, et le soir même il lui adresse le télégramme suivant qu'il communique à l'amiral Lacaze, ministre de la Marine, et au général Sarrail :

Je vous confirme notre intention de remettre la note à 9 heures jeudi matin 22, étant entendu que l'escadre sera en vue à ce moment précis. En même temps, nous ferons savoir au président du Conseil que les troupes resteront à bord des transports dans le port du Pirée jusqu'à 3 heures de l'après-midi, pourvu que, dans l'intervalle, il n'y ait ni désordre à Athènes, ni mouvements suspects de troupes grecques.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, je me réserve, d'accord avec mes collègues, de les faire débarquer et, au besoin, de les faire marcher sur Athènes. Nous pourrions également dans ces deux hypothèses ou pour toute autre nécessité grave, faire appel à l'artillerie de l'escadre, notamment pour arrêter les mouvements de troupes grecques si celles-ci se portaient vers le Pirée. Nous ajouterons dans notre communication à M. Scouloudis que si à 3 heures de l'après-midi nous n'avons pas reçu l'assentiment du gouvernement grec à nos demandes, les troupes débarqueront et occuperont le Pirée et Phalère d'où elles seront prêtes à marcher sur Athènes au premier signal.

(1) *Souvenirs d'un amira* , p. 92.
(2) *Op. cit.*, p. 94

Nous estimons, en effet, mes collègues et moi, que le gouvernement grec ne pouvant avoir aucune raison valable pour ne pas se décider entre 9 heures du matin et 3 heures du soir, il sera nécessaire à ce moment et par mesure de précaution de débarquer les troupes et de les rapprocher immédiatement d'Athènes.

Il serait bien utile que des hydravions pussent faire quelques vols au-dessus de la ville, sans aucune apparence hostile, pendant la période de délibération entre 9 heures et 3 heures, pour impressionner la population et se rendre compte en même temps des mouvements éventuels des troupes grecques.

Nous avons tout lieu d'espérer qu'en présence d'une manifestation aussi sérieuse de nos forces, le gouvernement grec ne tentera pas une résistance inutile et qu'il ne sera pas par suite nécessaire d'en venir à la mesure extrême et d'ailleurs très regrettable d'un bombardement. Mais je demande au gouvernement de la République l'autorisation de prendre à cet égard, d'accord avec mes collègues, les décisions nécessaires, au cas où les circonstances l'exigeraient, en épargnant les monuments historiques et autant que possible la population. — GUILLEMIN.

Toutes les éventualités sont prévues et la volonté d'en finir ressort nettement de ces documents inédits. A Salonique, 8 000 hommes sont embarqués ; l'amiral Moreau, commandant la troisième escadre, est chargé de convoyer et d'assurer leur transport jusqu'au Pirée. Les bateaux appareillent et ont déjà pris la mer depuis plusieurs heures, quand l'amiral Dartige leur adresse par sans fil l'ordre de rebrousser chemin, ordre, affirme-t-il dans ses *Souvenirs*, qu'il a reçu lui-même de Paris (1).

Toujours est-il que notre ministre à Athènes ne sait rien et télégraphie le 21 au commandant en chef :

Les ministres alliés considèrent la présence des troupes comme indispensable dans le plus bref délai possible. Roi et gouvernement sont prévenus que nos forces navales et militaires viennent seulement

(1) *Souvenirs*, p. 93. Le ministre de la Marine lui avait, en effet, télégraphié que la note qui devait être remise à la Grèce, le 21 juin, ne prendrait un caractère d'*ultimatum* que quarante-huit heures après sa réception. L'amiral interpréta ce télégramme comme un ordre d'arrêter la démonstration navale pendant quarante-huit heures ; tandis qu'on pouvait l'interpréter, et c'est ce que fit le général Sarrail, comme l'ordre de n'employer la force que lorque ce délai serait écoulé. Et pour pouvoir le faire, il importait que la force fût à pied d'œuvre. Rien n'empêchait donc le départ de la flotte.

appuyer nos demandes, sans intentions hostiles, et le débarquement pacifique des troupes a été annoncé pour demain matin.

D'accord avec mes collègues, je prends toutes les responsabilités et je vous prie de révoquer l'ordre que vous auriez donné, paraît-il, de renvoyer les troupes à Salonique. Il faut qu'elles soient ici demain pour éviter de très graves éventualités. Je communique le présent télégramme au président du Conseil (1) et au général Sarrail. — GUILLEMIN.

Il est trop tard : les suggestions réticentes de l'amiral Dartige du Fournet ont aisément convaincu notre gouvernement qui ne s'était décidé qu'à regret à faire montre de la force. La démonstration est ajournée. L'escadre alliée dissoute, les troupes débarquées. Le désappointement est général, l'avenir plein de menaces. Et nous retournant sur ce passé, nous ne nous souvenons pas sans amertume des paroles prophétiques qui furent ce jour-là prononcées devant nous : « Aujourd'hui il eût suffi de débarquer deux bataillons ; dans six mois, il faudra une division et *il y aura du sang versé.* »

Pour le moment, on se contente d'un succès diplomatique, ou de ce qu'on tient pour tel. Le 21 juin, à 9 heures du matin, les ministres des puissances protectrices remettent à M. Scouloudis un ultimatum qui exige la démobilisation réelle et totale de l'armée grecque (2), la dissolution immédiate de la Chambre, suivie de nouvelles élections, le remplacement de certains fonctionnaires de la police, dont la complicité avec l'organisation allemande en Grèce est de notoriété publique.

Dès l'abord, Constantin pense résister. Il quitte son château de Tatoï, part pour Athènes en automobile. Streit, son homme de confiance, se multiplie, voit secrètement le comte Mirbach, ministre d'Allemagne. Peut-on compter sur un secours militaire des armées de Mackensen? La foudroyante offensive depuis si longtemps annoncée au roi va-t-elle enfin chasser de Salonique les Anglo-Français (3)?

(1) M. Aristide Briand.

(2) Mobilisée par M. Venizelos, pour intervenir à nos côtés, au moment de l'entrée en guerre de la Bulgarie, l'armée grecque demeurait toujours sous les armes, constituant pour nous une grave menace.

(3) Dès le mois de janvier 1916, le baron Schenck, chef de l'espionnage allemand en Grèce, avait communiqué au roi le plan d'attaque générale contre Salo-

L'heure est-elle venue de rompre ouvertement avec l'Entente? Non, répond Mirbach, il faut encore patienter. Et Guillaume II télégraphie à propos à son beau-frère : « Avant tout, *conserve ton trône.* » Constantin se décide donc à céder. On rusera de son mieux afin de gagner du temps. L'honnête M. Zaïmis est chargé de former un cabinet qui doit nous inspirer confiance. On fait montre de conciliation et ne parle-t-on pas déjà de *néo-ententisme*? C'est la formule du jour.

*
* *

Mais M. Zaïmis n'était là que pour nous donner le change. Le gouvernement officiel n'avait d'autre rôle que de leurrer les puissances. Et l'on vit bientôt que les véritables dirigeants de la Grèce appartenaient à la cabale germanisante groupée autour du roi. C'est à eux qu'il appartenait d'éluder les engagements auxquels la Grèce venait solennellement de souscrire.

La démobilisation, d'ailleurs fragmentaire, fut artificieusement faussée. Les hommes, en quittant l'armée, étaient constitués en ligues de réservistes, — les *épistrates,* — très solidement encadrées. Les changements de personnes exigés dans la police furent illusoires. D'ailleurs, la véritable police, celle qui dépendait personnellement du roi, avait un caractère occulte et échappait pratiquement à notre contrôle. Par tous les moyens, on s'efforçait de tourner nos exigences : le « néo-ententisme » n'était qu'une façade destinée à parer au danger des prochaines élections réclamées par l'Entente, car le résultat du scrutin eût été tel qu'il fallait tout faire pour l'ajourner.

Dès cette époque, en effet, Constantin ne doutait plus de la prochaine intervention roumaine. La décision de la Roumanie, qui ne devint publique que le 28 août, fut connue à Athènes dès le 17. Voilà qui paraissait de nature à renverser soudain la position des belligérants : et l'impression fut particulièrement vive chez le peuple grec qui vivait toujours sur les souvenirs de 1913 et se rappelait l'encerclement de la Bulgarie et la marche des armées roumaines sur Sofia.

nique. 350 000 hommes devaient y prendre part et elle devait être déclenchée simultanément sur quatre points différents.

Le roi prit conseil des Allemands qui, tout de suite, lui donnèrent l'assurance que les Roumains seraient rapidement écrasés et qu'aussitôt après, de gros renforts mettraient Mackensen en état de nous rejeter définitivement hors de Grèce.

Constantin voulait bien croire à la réussite allemande, mais le péril était pressant. Il insista par des radios personnels à Guillaume II, émis de Tatoï, où était installée la télégraphie sans fil, pour que les Bulgares, quel que fût l'état de leurs forces, entreprissent sans retard une large action préventive sur nos deux ailes.

Par cette manœuvre, on diminuait les chances de succès des opérations militaires que nous allions bientôt déclencher ; on effaçait par un grand bruit de victoires bulgares l'impression que ne manquerait pas de produire sur l'opinion publique hellène le geste des Roumains. Et enfin, on se couvrait d'un bon prétexte, d'un précieux cas de force majeure pour ajourner les élections promises. Elles deviendraient, en effet, impraticables le jour où des armées étrangères, engagées dans de violents combats, occuperaient plus du quart du territoire national.

M. Zaïmis était soigneusement tenu dans l'ignorance d'un tel plan, et quand, le 20 août 1916, les Bulgares passant le Nestos s'avancèrent sur Cavalla, prirent Drama et Sérès, occupèrent, sur la Strouma, les forts grecs de Lise et de Starcista et descendirent jusqu'au lac Tachinos, enveloppant ainsi toute notre aile droite, tandis qu'à l'autre extrémité du front de Macédoine ils pénétraient dans Florina, Korytza et Kastoria et gagnaient le lac d'Ostrovo, le premier ministre grec fut sincèrement stupéfait. Il a déclaré (et l'on doit le croire) le 22 janvier 1919, devant le rapporteur du conseil de guerre : « Je n'avais aucun avis officiel ni connaissance quelconque au sujet de l'irruption des Bulgares sur notre territoire avant qu'elle commençât. »

Pour nous, nous ne pouvions pas douter de la nouvelle trahison de Constantin et, une fois encore, nous fîmes mine de nous fâcher. Nous songeâmes d'abord à un débarquement en Vieille-Grèce et des troupes furent concentrées à Salonique dans ce dessein. Les hommes demeurèrent huit jours en rade, étouffant dans les entreponts, mais les bateaux ne partirent pas. Les Alliés crurent suffisant de faire sentir leur mécontentement par une démonstration navale.

Une flotte alliée imposante, composée de soixante-neuf bâtiments, dont douze vaisseaux de haut bord, fut concentrée à Milo. L'amiral Dartige du Fournet prenait personnellement le commandement de cette armada qui mouilla à Keratsini, à l'entrée de la baie de Salamine, le 1er septembre à 4 heures et demie de l'après-midi.

Le 2 septembre, les ministres alliés remirent à M. Zaïmis une note exigeant toute une série de garanties et de satisfactions. Le président du Conseil accepta tout, mais quelques jours plus tard (le 11), il démissionnait, se rendant compte, sans doute, que Constantin ne l'employait qu'à masquer sous une fiction constitutionnelle les pires fourberies.

Depuis longtemps le roi se plaignait amèrement que les représentants militaire et civil de France, le général Sarrail et M. Guillemin, eussent l'esprit prévenu contre lui par de prétendues calomnies de M. Venizelos, qu'ils fussent ses ennemis personnels, systématiquement attachés à le blesser et à lui nuire. On crut bien faire, pour rendre un accord plus facile, de déclarer que, désormais, le gouvernement grec aurait affaire à un nouvel interlocuteur. C'est ainsi que l'amiral Dartige du Fournet, commandant en chef de l'armée navale, fut choisi pour conduire souverainement toutes les négociations.

Nous avons vu déjà que l'amiral Dartige ne partageait point les vues de ceux avec qui il allait désormais devoir collaborer. Et il prétend ne s'être rendu qu'à son corps défendant au poste qu'on lui désignait.

J'estimais, écrit-il dans ses *Souvenirs*, que le commandant en chef, placé à la tête d'une armée de plus de deux cents navires, chargé de diriger contre les sous-marins une guerre dont l'importance primait tout, tenu pour responsable de ce qui se passait en Méditerranée, avait trop à faire pour commander personnellement en Grèce. De plus, les relations que j'avais eues en décembre 1915 et en juin 1916 avec notre légation d'Athènes me faisaient prévoir une ère de conflits d'attribution inévitables. Le commandant en chef n'avait aucune autorité sur un ministre de France : il marchait même après lui, d'après les règlements en vigueur.

Néanmoins et bien qu'il en sentît la fausseté, il accepta cette situation et inaugura une politique personnelle en opposition absolue avec celle de nos représentants. « Une intervention armée en Grèce, quelles qu'en pussent être

les conséquences, était la pensée dominante de M. Guillemin », écrit-il dans sa justification (1). Sachant que le gouvernement français s'y était dérobé en décembre 1915 et en juin 1916, il s'engagea dans la voie des conciliations et des pourparlers, servant à son insu les plans mêmes de Constantin. Il eut, en outre, un allié secret dans la personne du ministre d'Angleterre, Sir Francis Elliott, dont « la mentalité, dit-il, était tout autre que celle de notre représentant ». « On le sentait absolument opposé à une politique de violence et de mainmise sur les services publics en Grèce, à toute action militaire ou occupation même temporaire, à toute arrestation ou expulsion arbitraire des sujets grecs. » Et l'amiral Dartige n'a pas assez de mots pour louer la courtoisie de celui en qui il allait trouver « un élément modérateur » (2). Tel est l'homme à qui la France confiait le soin d'exiger de la Grèce les garanties de sa bonne foi et de les imposer, par la force, le cas échéant. Voilà qui devait avoir les plus tragiques conséquences.

Pour expliquer l'erreur de l'amiral Dartige, il ne suffit pas de marquer l'opposition pscyhologique des personnages qui étaient alors chargés de nos affaires en Grèce. Il ne fut pas le seul, en effet, qui tenta de chercher les sympathies helléniques et qui préconisa la conciliation par concessions réciproques : et nous verrons que M. Bénazet fut la dupe de pareille illusion. Hélas ! les procédés de la douceur avaient été à maintes reprises employés depuis un an et on avait constaté leur inutilité. Bien plus, chaque fois qu'on en avait fait montre, nous avions été joués et notre faiblesse enhardissait nos ennemis. Nous passions notre temps à remettre des notes où nous faisions des concessions que nous tenions, en échange de promesses que les Grecs ne tenaient jamais. Lorsque l'amiral Dartige arriva à Salamine, l'opinion des Alliés était qu'il n'y avait plus désormais à se perdre en pourparlers. Le moment était venu d'employer la manière forte, la seule qui pût réussir. C'était l'avis de tous ceux qui étaient sur place, du ministre de France, du général Sarrail, de l'attaché militaire, de l'attaché naval. L'amiral Dartige, négligeant cette expérience qu'il qualifiait de « suspecte », ne tenant aucun compte des avis réitérés et des renseigne-

(1) *Souvenirs*, p. 110.
(2) *Id.*, p. 110.

ments qui lui furent prodigués, se laissa circonvenir par la ruse des Grecs les plus intéressés à le tromper. Il crut à leurs paroles, quand c'était sur leurs actes qu'il fallait les juger.

C'est dans cet état d'esprit qu'il entama les négociations qui avaient pour but de faire aboutir les mesures indispensables à notre sécurité : dissolution de la Chambre, expulsion des agents ennemis, suppression des ligues d'épistrates, contrôles des postes et télégraphes, de la police des chemins de fer, désarmement et séquestre de la flotte, envoi dans le Péloponèse des troupes rassemblées en Thessalie, expulsion des légations ennemies, cession du matériel de guerre, libre passage à travers la Grèce des troupes destinées à l'armée d'Orient, — mesures qui devaient être réalisées en trois mois.

Comme il est aisé de le comprendre, cette longue suite de garanties devait donner lieu à mille marchandages, à d'inextricables complications et ne pouvait s'obtenir, même partiellement, qu'au prix de multiples froissements. Nous retombions dans notre erreur accoutumée, qui était de prétendre régler la question grecque par le menu et non d'ensemble, au jour le jour et non en une fois.

Les incidents, loin de s'espacer, allaient se multiplier, l'hostilité contre nous s'aigrir. Le roi y trouverait maintes occasions d'avancer l'exécution de son plan. Il y avait longtemps déjà qu'il s'était donné pour but d'exciter l'opinion publique de son peuple jusqu'à lui faire accepter une intervention contre nous. L'état-major allemand lui affirmait que l'heure allait bientôt sonner où l'on aurait besoin de son concours militaire pour appuyer la décisive offensive, que, jurait-on, Mackensen allait déclencher. Mais il fallait jouer double jeu et, tout en préparant activement la guerre, ne parler que de paix.

On alla même, à la démission de M. Zaïmis, jusqu'à feindre un rapprochement. Le roi avait appelé au pouvoir M. Calogheropoulos qui proposait doucereusement de nous apporter enfin l'alliance grecque si nous aidions le gouvernement régulier à lutter contre la révolution venizeliste qui avait éclaté le 30 août à Salonique et qui gagnait rapidement une grande partie du pays. Le roi ne fit-il pas lui-même savoir aux puissances que son intervention aurait pour conditions (1) :

(1) Document inédit.

1° Qu'il prendrait personnellement le commandement des armées alliées ;
2° Que le général Sarrail serait éloigné ;
3° Qu'il ne serait pas obligé d'avoir un ministère Venizelos ;
4° Que l'intégrité territoriale lui serait garantie.

On n'ose songer quelle effroyable trahison cachaient de telles propositions ? Constantin dut se contenter de tourner nos exigences, de circonvenir l'amiral Dartige par les plus impudentes flatteries.

Il serait fastidieux de s'étendre sur les innombrables incidents qui marquèrent cette phase de la longue crise. Notons cependant que dès la fin du mois de septembre, la défaite de la Roumanie était consommée et que les menaces de l'Allemagne à l'endroit de notre armée d'Orient semblaient aux yeux du roi et de ses complices devoir bientôt s'accomplir. Voilà qui ne laissa point de tourner contre nous une grande partie de l'opinion grecque et de favoriser les desseins de nos ennemis.

Pour suivre l'évolution de la résistance, il nous suffira de feuilleter brièvement les notes que nous tenions alors au jour le jour et qui annoncent trop clairement la sanglante péripétie du 1er décembre :

5 *septembre*. — Le préfet de police d'Athènes, Zymbrakakis, un de nos amis, reçoit l'ordre de ne pas s'opposer, malgré les promesses officielles du gouvernement, aux manifestations d'épistrates, lesquels, en effet, troublent quotidiennement la rue, blessent à coups de couteau deux agents anglais, tirent sur nos automobiles, etc...

9 *septembre*. — Violentes manifestations injurieuses devant la légation de France.

13 *septembre*. — On signale l'enrôlement de nombreux réservistes (épistrates) dans la police spéciale du palais royal.

15 *septembre*. — Le poste de T. S. F. d'Athènes continue à communiquer avec Sofia et Constantinople à qui il adresse des radios officiels chiffrés.

21 *septembre*. — On incorpore et on arme rapidement des volontaires pour résister éventuellement à toute tentative de débarquement de l'Entente.

23 *septembre*. — On empêche par la force le départ d'officiers et de soldats venizelistes qui veulent gagner Salonique et combattre contre les Bulgares. On simule une émeute sur l'*Averoff* pour changer les commandants de tous les bateaux dont quelques-uns sont sus-

pects de vouloir favoriser le départ de la flotte avec Venizelos.

24 *septembre.* — Venizelos quitte Athènes pour la Crète et Salonique.

8 *octobre.* — On signale une importante concentration, lente et dissimulée, d'hommes, de matériel de guerre, de vivres et de charbon en Thessalie.

10 *octobre.* — Les Grecs installent des postes de télégraphie optique pour transiter les dépêches chiffrées interceptées par la censure française. Le roi se prépare à partir pour Larissa. On distribue des cartouches aux réservistes de la garnison.

11 *octobre.* — Nous séquestrons sans difficulté la flotte grecque, mais cinq jours plus tard, le 16, Constantin, en uniforme d'amiral, passe une revue de marins au Champ-de-Mars et les harangue en ces termes : « En ces jours, nos lèvres sont abreuvées de poison. De nouvelles blessures, *chaque jour*, ensanglantent notre âme à tous. Vous êtes venus le cœur meurtri et les yeux en larmes. »

14 *octobre.* — Incidents dans la rue, arrestations de venizelistes sous des prétextes futiles et mensongers, coups de fusil.

16 *octobre.* — Un détachement de cent cinquante marins français débarque et s'établit au théâtre municipal. La foule les environne, les menace et les injurie.

19 *octobre.* — Le roi dit à l'agitateur Merkouris de se tenir tranquille pendant quelques jours, le ministre d'Angleterre ayant promis que les marins français quitteraient Athènes si le calme se rétablissait. Pour échapper à notre contrôle, la police d'Athènes est placée directement sous les ordres du ministre de la Guerre et prend figure de troupe régulière.

C'est chaque jour que des preuves nouvelles nous parviennent de l'hostilité résolue de Constantin et du petit cercle secret qu'on a nommé « gouvernement occulte ».

Non seulement on nous signale des transports de matériel de guerre en Thessalie, mais à Athènes même les réservistes organisent une véritable armée qui doit remplacer les classes démobilisées et démobilisables. Et le 21 septembre, notre attaché naval télégraphiait à Paris :

Aujourd'hui, la situation est plus compliquée qu'il y a six mois et si nous voulons obtenir l'exécution stricte des mesures déjà exigées, sans courir le risque de graves incidents, j'estime que le corps de débarquement tout entier n'est plus suffisant et qu'il y faudrait 6 à 8 000 hommes (1).

(1) Document inédit.

Les dépêches qui arrivent de Paris montrent que notre gouvernement est dans une ignorance complète de la situation. A Athènes, l'amiral Dartige ne tient aucun compte des avertissements qu'on ne cesse de lui prodiguer. L'attaché naval, qui sent la gravité du péril, télégraphie le 20 octobre au ministre de la Marine :

Il faudrait arrêter pendant qu'il en est temps encore les chefs des réservistes et quelques hauts personnages ; mais il faut pour cela être au courant de la mentalité grecque et l'amiral n'y sera que dans deux mois. Nous faisons preuve actuellement d'une mansuétude qui est interprétée pour de la faiblesse et qui nous conduira à une réaction violente. Les patrouilles françaises avaient arrêté hier un chef important de réservistes. L'amiral l'a fait relâcher, ce qui a produit un effet déplorable (1).

Le 21, il insiste à nouveau dans une dépêche qui résume clairement les inquiétudes de la Légation de France et de ses collaborateurs :

L'amiral rejette *a priori* notre connaissance de la mentalité et des personnes grecques, ainsi que nos renseignements accumulés et vérifiés depuis dix mois. En faisant table rase de l'expérience du service des renseignements et du ministre de France, il retarde de deux mois la solution de la question grecque et il sera trop tard pour la liquider... Lorsqu'il s'apercevra qu'il a été joué, il n'aura plus les moyens de faire face à la situation. Je me permets de vous signaler par devoir et sans acrimonie cet état d'esprit, à cause des graves conséquences qu'il peut entraîner pour notre pays (2).

C'est alors que se produit un fait d'une extrême gravité et qui ne va pas laisser de compliquer une situation déjà si difficile. M. Bénazet, député français chargé d'une mission de contrôle à Salonique, s'arrête à Athènes et engage avec le roi Constantin les funestes négociations qui vont permettre au beau-frère de Guillaume II de machiner savamment le guet-apens du 1er décembre.

EDOUARD HELSEY et HENRI MASSIS.

(*A suivre.*)

(1-2) Documents inédits.

Comment vaincre la pensée allemande?

Un récent article de M. Maurice Legendre dans *les Lettres* a remis à l'ordre du jour la question de la langue allemande. Faut-il lui conserver la place qu'elle tient dans les programmes scolaires, dans l'enseignement des Universités? Faut-il au contraire cesser d'en considérer l'étude comme un moyen de culture générale et l'abandonner à un petit nombre de spécialistes qui, par des traductions, des comptes rendus critiques, tiendraient le public français au courant de toutes les manifestations de la pensée germanique qui méritent d'être connues ou que nous avons intérêt pratique à connaître? Ce problème a inspiré de très utiles considérations en sens divers à M. Raymond Poincaré, à Léon Daudet, à Maurice Barrès. Je voudrais, non trancher le débat, mais y apporter quelques éléments.

Tout d'abord, je signalerai la confusion que l'on me paraît commettre quand on explique par la place exorbitante accordée à l'étude de la langue et de la littérature allemandes dans nos collèges et nos Universités l'excès d'influence obtenu par la pensée germanique sur l'esprit français, le crédit abusif usurpé chez nous par les philosophes et les artistes d'outre-Rhin. La pénétration massive et décisive de la philosophie allemande en France a eu lieu à une époque où la connaissance de l'allemand était extrêmement rare dans les portions cultivées de notre pays et elle a eu

pour instruments ou auxiliaires principaux des hommes qui ne savaient pas ou qui savaient très mal l'allemand. C'est dans les vingt années écoulées entre 1830 et 1850 que le gros des philosophes allemands, Kant, Fichte, Schelling, Hegel, a trouvé chez nous des traducteurs très inégalement compétents. Mais ni ces traducteurs n'auraient entrepris leur travail, ni ils n'auraient surtout trouvé d'éditeurs pour le publier, sans l'espèce de prévention enthousiaste que l'enseignement de Victor Cousin avait suscitée dans le public en faveur des systèmes germaniques. Cousin, peu versé dans la langue et dépourvu de toute patience dans l'analyse des idées, n'avait des métaphysiciens qu'il prônait ainsi qu'une notion très superficielle et même inexacte; mais cela ne l'empêchait pas de fournir de leurs doctrines de belles images flottantes et nuageuses qui suffisaient à séduire les auditeurs de ses cours, imaginations déjà emportées à la dérive par le mouvement romantique. Le pathos idéologique et le faux éclat oratoire de ses exposés en suppléaient la valeur technique. Les traductions allaient par la suite faire leur œuvre dans quelques intelligences en position d'agir sur la pensée de leurs contemporains. Je note seulement que, sous la Restauration et sous le règne de Louis-Philippe, du moins jusqu'en 1840, il n'a même pas été besoin de traductions pour revêtir les philosophies germaniques d'un prestige et d'un attrait aussi mystérieux que démesurés. Les descriptions enflammées de Cousin, venant après les tableaux plus nuancés, mais bien attirants aussi, de Mme de Staël avaient produit ce résultat.

S'il y a eu pendant cette période un écrivain philosophique allemand un peu lu (je ne parle pas des poètes), ç'a tout au plus été Herder dans la traduction d'Edgar Quinet.

C'est la génération de 1850, la génération de Taine, de Renan, d'Edmond Scherer et de l'école protestante libérale de Strasbourg, qui a reçu de la source même, c'est-à-dire de la lecture des textes, soit originaux, soit traduits, cette influence philosophique allemande qu'elle allait à son tour répandre chez les Français. Mais voici sur ces importateurs de pensée germanique une observation qui me semble d'un certain poids dans la question que nous avons en vue. Ceux d'entre eux qui ont connu les philosophes allemands en traduction et qui ne les ont connus que d'une manière très partielle et relativement peu fréquentés, ont infiniment plus

fait pour en inspirer le goût et en faire accepter l'autorité en France que ceux-là qui savaient les lire dans leur langue et qui en possédaient une connaissance approfondie, complète ou du moins très étendue. Scherer et les théologiens strasbourgeois, tels que Reuss, Michel Nicolas, Colani, étaient assurément dans ce cas. Or, en dépit de tout ce que leurs travaux assez lourds et arides, mais sérieux, nourris et vigoureux, peuvent contenir de solide, de réfléchi, de plausible en faveur d'un kantisme et d'un hegelianisme d'ailleurs modérés, ils n'ont pas agi de sensible façon sur le mouvement des idées françaises. Bien au contraire, Taine et Renan ont éprouvé pour la métaphysique allemande une véritable ivresse d'esprit dont les expressions ont profondément touché leurs contemporains et sont très rapidement devenues célèbres. Et ce qui, dis-je, est à remarquer, c'est que ni l'un ni l'autre n'étaient bien forts, comme germanisants. Taine nous dit avoir lu Hegel « avec ivresse, pendant un an, en province », dans la morose et accablante traduction de Charles Bénard et je pense qu'il y met pas mal d'hyperbole. Quant à Renan, sa connaissance de l'allemand, qu'il commença d'apprendre à Saint-Sulpice, paraît avoir été médiocre. Ce qui est certain, c'est qu'il a très peu lu les philosophes ; à la manière dont il parle de Kant et de Hegel, on voit qu'il les a à peine feuilletés. Et, si l'on met à part son étude des ouvrages spéciaux de linguistique et d'exégèse, on peut affirmer que tout ce qu'il a connu de la pensée allemande dans ses généralités, il l'a tiré d'un unique morceau, morceau très fort d'ailleurs et qui tient une place capitale dans l'histoire philosophique du dix-neuvième siècle : je veux dire l'Introduction à la *Vie de Jésus* de David Strauss, traduite par Littré en 1835. C'est à cette source (on pourrait en fournir la preuve matérielle) qu'il a puisé tout le fond de ses notions sur les principales positions et les grosses lignes de développement de la pensée germanique. Il est vrai qu'avec son intelligence et sa subtilité merveilleuses, il suppléait à l'insuffisance documentaire de ses lectures et que dix pages bien lues lui fournissaient plus de substance, plus d'idées et d'aperçus qu'à d'autres cent ou dix fois cent pages. Mais cette concession confirme ma thèse. L'Allemagne que Renan a glorifiée a été plutôt une Allemagne imaginée ou, pour mieux dire, recomposée, reconstituée par lui, qu'une Allemagne connue par information

proprement dite et exploration attentive. Lui-même le reconnaît d'ailleurs dans un endroit de ses *Cahiers de jeunesse*. Les Allemands, dit-il à peu près, mais je n'ai guère eu besoin de les lire ; je les avais devinés d'avance. Oui, il les avait devinés et je crois même qu'il les avait embellis.

Un autre inoculateur, beaucoup moins notoire, mais beaucoup plus efficace, en raison du champ d'action sur lequel il opérait, de la pensée germanique dans les cerveaux français, ç'a été Jules Lachelier, qui enseigna la philosophie à l'École normale après 1870. Lachelier, lui, connaissait à fond son Kant ; mais incapable d'interpréter un texte allemand, il le connaissait d'après les traductions de Tissot et de Jules Barni sur lesquelles il s'était jeté « comme le ouistiti sur sa noix » et qu'il avait dévorées et digérées pour les restituer à ses élèves, mêlées avec de l'Aristote et du Descartes, et contresens inclus.

On pourrait multiplier les exemples de ce genre. Ils tendraient tous à prouver que si, dans le cours du dix-neuvième siècle, la philosophie allemande a joui chez nous d'un prestige qu'elle était loin de mériter et qui, n'étant pour une bonne part que le prestige du trouble et du chaotique, nous a fait du mal, un tel fait ne tient pas du tout à ce que l'étude de la langue allemande et de la littérature allemande était cultivée avec exagération dans nos lycées et nos Universités et y avait exercé une sorte d'invasion démesurée et parasitaire. Ce prestige s'est formé et s'est imposé en un temps où presque aucun homme cultivé en France ne lisait l'allemand. Il s'est donc imposé grâce aux seules traductions et plus encore grâce aux commentaires enthousiastes d'un petit nombre d'écrivains et de professeurs qui avaient lu ces traductions et avaient cru y trouver merveilles. Les adversaires les plus acharnés de l'étude de l'allemand, comme M. Maurice Legendre, ceux qui pensent avec lui que « la grandeur spirituelle de notre patrie » est intéressée à ce que l'esprit français soit définitivement purgé de tout atome d'influence germanique, ne vont pas jusqu'à demander que nous devenions absolument ignorants de ce qui se pense et s'écrit de l'autre côté du Rhin. Ils accordent qu'il faut une équipe de traducteurs, de rédacteurs de comptes rendus, de metteurs au point. Le passé montre que cette méthode ne donnerait pas nécessairement le résultat désiré puisqu'elle

a été longtemps mise en pratique et a précisément produit le résultat contraire et abominé.

J'irai plus loin et j'oserai soutenir que c'est aux très grands progrès faits chez nous par les études germaniques dans les vingt à trente dernières années que l'on doit cette baisse du prestige allemand qui a précédé la guerre et qui a été un des facteurs intellectuels et moraux de la victoire. L'Allemagne philosophique et pensante, dès qu'elle a été mieux connue et pénétrée, a perdu peu à peu la gloire incroyable que l'imagination de nos pères lui avait faite. Oh! je sais bien, notre Université était pleine de germanistes béatement perdus dans l'objet de leur étude habituelle et professionnelle et qui s'en délectaient pesamment, au point de ne savoir plus se ressaisir pour le dominer et le juger après nous y avoir introduits. Mais quelques-uns s'étaient montrés capables des deux opérations, la pénétration et le jugement. Les grands services rendus dans cet ordre par René Lote, Reynaud, Dupouy et d'autres, ont fixé, dès avant la guerre, aux germanistes de l'Université la saine direction à imprimer à leurs travaux et à leur critique. Ces écrivains ont donné avec autorité et mesure le signal d'une réaction anti-germanique de l'intelligence et du goût. Et je fais observer qu'ils étaient beaucoup plus sérieusement et intimement initiés à la langue et à la littérature allemandes que ceux-là qui avaient suscité la germanolâtrie en faveur aux temps de Louis-Philippe et du second Empire. Ne pourrait-on pas dire, en imitant et renversant le mot de Bacon à propos de l'athéisme, qu'un peu d'initiation à la pensée allemande en fait imaginer merveilles et que beaucoup d'initiation en désillusionne et en déprend au contraire l'esprit?

Je ne crois pas d'ailleurs qu'il faille inférer de là l'opportunité de renforcer l'étude de l'allemand au collège ni même de lui conserver l'importance scolaire qu'elle avait prise quelques années avant 1914. Je dis seulement que nous nous trouvons en présence de deux questions bien distinctes : une question de pédagogie qui ne doit être réglée que d'après des raisons pédagogiques, une question de critique générale qui plane fort au-dessus de la précédente. Au point de vue de la pédagogie, je crois qu'une étude prématurée et intensive de l'allemand est très préjudiciable au jeune âge à cause de la nature et de la contexture de cette langue, mais que la même étude, commencée en troisième et pratiquée dans un

esprit grammatical et littéraire, peut rendre de vrais services. Pour ce qui est de la question plus haute de la valeur des idées et de la culture germaniques et de ce que nous devons ou n'y devons pas emprunter, je ne pense pas qu'on la résolve d'une façon suffisante par une simple et sommaire déclaration de mépris comme celle que se permet M. Maurice Legendre, quand il exprime sans hésitation que la philosophie allemande est, d'un bout à l'autre, un « tissu d'ineptie ». M. Legendre a-t-il songé qu'il enveloppait dans ce même jugement d'ineptie tous ceux des nôtres qui ont fait grand cas de cette philosophie, tels Cousin, Pierre Leroux, Taine, Renan, Renouvier, Lachelier, Boutroux et d'autres. C'est extraordinairement s'avancer. Sans aller jusqu'à dire avec Hegel que « tout ce qui est réel est rationnel », je crois qu'il faut pousser un peu plus loin le respect intellectuel du fait.

Il est bien certain que les systèmes allemands, quand on prend la peine de les étudier d'un peu près, se révèlent d'une qualité véritablement très inférieure aux grandes spéculations de Platon, Aristote, saint Thomas, Descartes, Hume, qui avaient exercé jusque-là sur la pensée occidentale leurs règnes successifs. Mais c'est précisément à cette infériorité que tient le problème. Pour que des constructions intellectuelles aussi mal venues aient tellement frappé ou séduit des esprits éminents ou distingués de notre nation, il faut qu'il y ait eu de grandes raisons à cela. Ces raisons, je ne sais pas s'il plairait au collaborateur des *Lettres* de les regarder toutes en face. Il faut s'en rendre compte pourtant. La critique de l'influence germanique doit commencer par ce point. Précisément à cause de ce que cette influence paraît avoir eu de monstrueux, il est absolument nécessaire de savoir ce qui a bien pu lui frayer un aussi large chemin dans un pays de culture ancienne et si supérieure à la culture allemande.

Je n'ai pas la prétention de le dire. Il y faudrait un long travail. Je me bornerai, dans cet ordre, à proposer un aperçu, assez central, il est vrai, et qui concerne spécialement Kant et Hegel.

Je dis que l'avantage de ces deux philosophes a été de gagner une sorte de fausse avance sur la pensée française et généralement sur la pensée européenne en prenant position sur des problèmes modernes que les récentes acquisitions ou les récents développements de l'esprit humain impo-

saient, bon gré, mal gré, aux esprits et que nous nous trouvions, nous, Français, gênés d'aborder avec la même liberté qu'eux, soit par la vieillesse tutélaire et l'intransigeante autorité de nos traditions, soit par la subversive insolence de ce qui chez nous combattait ces traditions. Les positions qu'ils prirent à cet égard furent confuses, affreusement mal établies, indignes de faire autorité. Mais elles existaient et ces idéologues d'un pragmatisme grossier étaient les seuls qui fussent de quelque manière allés au-devant des contradictions dont de très nombreuses intelligences de leur époque, Renan, par exemple, sortant de Saint-Sulpice chrétien et voltairien à la fois, se sentaient tourmentées intérieurement. De là cette étrange disposition à leur faire crédit sans les connaître et sur un simple ouï-dire tendancieux au sujet de leurs doctrines.

Est-il vrai, oui ou non, que des milliers d'hommes modernes, depuis la fin du dix-huitième siècle, aient eu l'esprit et l'âme partagés entre un invincible attachement à l'esprit et à la morale du christianisme et une acceptation d'ensemble (facéties et injures mises à part) de la critique philosophique de Voltaire? Est-il vrai que des milliers d'hommes cultivés se soient sentis à la fois contraints d'admettre que l'esprit humain ne peut se passer de métaphysique, qu'il n'y a rien de plus naturel et de plus nécessaire que de faire de la métaphysique et que, cependant, il y a quelque chose d'irrésistiblement ruineux dans la critique de Hume et des empiristes contre la métaphysique? Hé bien! toutes ces doctrines, toutes ces inclinations « contradictoires », qui se partageaient l'Europe, christianisme et voltairianisme, métaphysique traditionnelle et empirisme destructeur, le docile Allemand Kant les a reçues à la fois avec une soumission égale et il a voulu les hospitaliser simultanément dans son système. La façon dont il s'y est pris pour les accorder m'apparaît, au point de vue gréco-latin, comme l'ouvrage d'une barbarie philosophique et d'une brutalité intellectuelle tout à fait inassimilables à notre pensée. Mais le problème de cette conciliation désirable n'en existe pas moins, indépendamment de la façon dont Kant s'y est attaqué, si on veut reconnaître que jusqu'ici aucune de ces causes en conflit n'est parvenue à annuler la force inhérente à la cause adverse et que, par suite, beaucoup d'âmes modernes sont singulièrement divisées contre elles-mêmes, ce qui n'est pas sans réper-

cussion sur l'état général de la société. Autant dire que, pour éliminer tous ces apports de kantisme qui obscurcissent et appesantissent encore la pensée française, laquelle si elle n'est vive, alerte et claire, n'est rien, et aussi pour réduire Kant à ses véritables proportions aux yeux de l'univers pensant, il ne suffira pas de qualifier Kant d'inepte et de lui régler son compte par une bousculade ; mais il sera désirable que des représentants de la pensée française, sensibles aux difficultés profondes et délicates sur lesquelles Kant a mis la main avec sa crudité et sa force germaniques, ne se bornent pas à les éluder timidement, mais les abordent à leur tour avec les disciplines plus pures et le meilleur génie de leur race et en élaborent des solutions plus harmonieuses et plus douces qui seront à la libre disposition de l'humanité.

La place me manque pour appliquer à Hegel et à sa philosophie de l'histoire, qui asseoit sur de puissants motifs de barbares conclusions, le même point de vue. Mais je pense m'être fait assez comprendre. La plus efficace « surveillance de la pensée allemande », ce sera encore le travail créateur et l'enthousiasme inventif de la pensée française. Cela vaudra mieux que de préparer sur les grands hommes boches des jugements *ad usum Delphini*, dont je suis loin d'ailleurs de contester l'utilité provisoire pour les gens qui veulent avoir des opinions sans s'imposer l'effort de penser. Il y a, je le reconnais, des wagnériens qui manquent de modération. Mais quand il sera sorti à nouveau de chez nous (et cela viendra) une musique capable d'enchanter le monde autant que celle de Wagner et qui, étant née sous des cieux plus clairs, sera plus belle, cette modération se produira d'elle-même et pour le meilleur des motifs. Quand il s'agit de sécurité militaire, de garanties économiques et de réparations, serrons la vis aux Boches. Dans l'ordre des idées et des lettres, jouons la partie largement et sans chétives précautions. C'est la seule manière de la gagner.

PIERRE LASSERRE.

λ

Lénine et l'Eglise russe

La « sainte Russie »... Il y avait dans cette prestigieuse épithète — et saturée aujourd'hui d'une indicible nostalgie — une profonde réalité historique. Que l'on feuillette les manuels : l'Église défia les conquérants tatares dont les princes de Moscou baisaient l'étrier ; elle triompha de l'émeute avec le patriarche Hermogène et Abraham Palitzine. Aux heures les plus tragiques de détresse nationale, l'Église russe faisait éclore le miracle, elle sauvait l'État à la dérive, elle le sauvait parce qu'elle était, en Russie, la base, le principe, l'âme même de l'État.

Avec l'orthodoxie, le prince Vladimir importa de Byzance l'idée d'un État sanctifié par sa parfaite communion avec l'Église. Le célèbre baptême collectif dans le Dniepr n'a pas été seulement un baptême religieux. En même temps que des idoles qu'il précipitait dans l'eau, le peuple se défaisait de l'anarchie perpétuelle où, jusqu'alors, la souveraineté des princes disputait l'hégémonie aux tumultes des masses indisciplinées. Sous la bénédiction de la croix, les contraires fusionnaient ; l'État, né à peine, chaotique et fruste, tiraillé par les soubresauts d'une croissance irrégulière, devenait une société fondée sur des bases divines et régie par un prince, émissaire de Dieu. La Russie naturalisait la Trinité byzantine : Dieu, le tsar, le peuple. Chaînon intermédiaire entre le ciel et la terre, le tsar, l'oint du Seigneur, icone vivante

des basiliques, avait l'Église pour esprit et le peuple pour corps. Et, dans sa pureté primitive, cette synthèse n'avait rien d'une théocratie distante et hautaine : elle n'avait rien non plus d'aristocratique. L'Église russe n'a connu ni les splendeurs du pouvoir temporel, ni les ivresses héroïques de la chevalerie ; elle a toujours été une Église éminemment populaire ; ses ministres, mariés, pères de famille, d'une culture en général des plus médiocres, étaient intimement liés aux habitants des campagnes. L'Église ne s'isolait pas dans le mystère d'une magnifique latinité, elle parlait au peuple la langue qu'il comprenait, elle employait les « mots de tous les jours » ; l'Église tsariste était une Église plébéienne. Et cette nature démocratique de l'Église s'adaptait à la structure politique de la Russie elle-même où les différenciations sociales sont dues exclusivement aux influences de l'Occident. La vieille Russie était étrangère à ces cloisonnements en classes qui, parmi les masures paysannes, faisaient surgir des tours féodales. Au point de vue géographique comme au point de vue social, la Russie était une immense plaine homogène. Et de cette monotonie terrienne seules émergeaient les coupoles d'or des églises et, à l'ombre des croix, le Kremlin. Décapitez les coupoles, rasez le Kremlin, et l'antique plaine barbare, échappée à son cadre historique, reprendra de nouveau son aspect désolé...

Multipliés par l'Église (1), les clochetons lambrissés des monastères marquaient des foyers de culture et des centres de colonisation. Missionnaires du Christ, les moines étaient au même titre les agents zélés, les plus perspicaces de l'État. Avec le catéchisme de Byzance, ils enseignaient l'évangile politique de Moscou aux peuplades nomades qu'ils fixaient autour des couvents ; ils fournissaient un moule, une armature, une discipline à des tribus bariolées, errantes à travers des espaces en friche ; ils russifiaient la Russie. Orthodoxie et Moscou : ces deux notions sont inséparables, enclavées l'une à l'autre par des liens organiques, par une circulation de sang commune. Incapable la plupart du temps de se hausser à l'idée abstraite et supérieure de patrie, étranger à la conception géographique de son pays, le peuple russe a toujours suppléé par la foi à son manque

(1) Le professeur Kouznetzof, dans sa brochure sur *l'Eglise et l'Etat* (Moscou, 1918), donne les chiffres suivants : 550 couvents d'hommes, 475 de femmes.

de sens politique ou de conscience patriotique. Tous les grands connaisseurs de la psychologie nationale sont d'accord pour affirmer qu'en dehors du sentiment religieux, rien ne pouvait maîtriser la matière ethnographique, anarchiste d'instinct, étendue sur la sixième partie du monde. « Si l'on enlève l'orthodoxie au peuple russe, écrivait Aksakof, il n'aura plus qualité pour exercer une influence sur le monde. » Et Dostoïevsky : « La Russie peut atteindre la plénitude de son développement historique seulement si elle sert l'orthodoxie. » Car l'Église russe est avant tout, et malgré ses origines byzantines, une Église profondément, essentiellement nationale : elle est hostile au cosmopolitisme, réfractaire à l'universalité ; son prosélytisme se confond avec les conquêtes de l'État. Les guerres menées par la vieille Russie ont toujours revêtu le caractère de guerres sacrées, la défense de la croix à sept branches contre des mécréants et des schismatiques. Les victoires polonaises signifiaient l'intrusion du papisme ; les victoires turques, la domination du Croissant ; les unes comme les autres étaient synonymes de dénationalisation, et l'État comme l'Église étaient également menacés. Et c'est ainsi que, dans la débâcle des armées régulières, les sanctuaires les plus vénérés ont barré de leurs murailles surmontées d'icones les routes de l'invasion, Moscou doit son salut à la laure de Saint-Serge et, lorsque des moujiks, sac au dos et les pieds ensanglantés, cheminaient pendant des mois pour s'agenouiller devant les reliques du moine-guerrier, ils accomplissaient surtout un pèlerinage patriotique.

Sans Église, pas de patriotisme ; sans Église, pas de morale. Les tribunaux, les gendarmes, tout l'appareil coercitif de l'État, auraient été frappés d'impuissance si le moujik ne savait entrevoir le péché dans le crime et n'avait beaucoup plus la crainte du Seigneur que la peur du juge. De là, en pleins bas-fonds de la pénalité, ces remords extatiques, ces crises de repentir, l'éternelle aspiration à ériger en cilice de saint la camisole de forçat, toutes les véhémences mystiques rendues familières par les romanciers russes. Le moujik n'avait nul besoin de lire *les Frères Karamazov* pour déclarer que tout serait permis si Dieu n'existait pas. L'État lui-même n'était respecté qu'en tant qu'il respectait l'Église. A rompre avec l'Église, l'État souscrit ainsi à sa propre déchéance ; la révolution dégénère en émeute ; tout devient

permis au moujik. Et, lorsque le bolchevisme, religion d'une plèbe en délire, catéchisme des esclaves révoltés, voudra ressusciter l'État russe du chaos révolutionnaire, il sera obligé de recourir à l'emploi le plus despotique de la force brutale pour remplacer la collaboration séculaire de l'Église. L'État aura pour seule base un appareil coercitif usurpé, base fragile, si étendus que soient les pouvoirs de la *Ve-Tche-Ka* (1). Le peuple le moins légiste de l'Europe s'abstiendra de méconnaître le mal dans les définitions pénales, comme il refusera d'identifier le bien avec le respect des décrets soviétistes. Le règne bolchevik sera la revanche du bagnard. Lénine lui-même l'avoue implicitement quand il écrit : « Ce serait folie de croire que les hommes sont devenus meilleurs parce que la révolution prolétarienne a éclaté. » Mais la vérité, c'est qu'ils ont rétrogradé à l'état de carnassiers dont l'Église seule pliait les instincts à la lettre du Code. Et cette place occupée, dans la psychologie russe, par la conscience religieuse, finit par imposer à l'État bolchevik lui-même la nécessité de suivre les traditions de Byzance, de s'attribuer une nature sacrée. Sur la tête de Lénine, le bonnet phrygien a une irrésistible tendance à se transformer en mitre de patriarche.

Des articles où les doctrinaires essayent d'ébaucher la métaphysique des soviets se dégage timidement, d'abord, et puis avec une netteté toujours plus dogmatique, la formidable ambition de succéder au christianisme. Le bolchevisme témoigne d'une certaine indulgence envers les « communes » des premiers croyants, où il se plaît à reconnaître un embryon de ses communes rouges. Il est prêt à découvrir des linéaments soviétistes dans les applications primitives de l'Évangile, professé par les pauvres, les humbles et les persécutés ; mais, bien avant de devenir l' « Église des exploiteurs », le christianisme aux yeux de Moscou s'affirme déjà contre-révolutionnaire, coupable de préférer le ciel à la terre, de négliger l'essentiel : l'organisation prolétarienne de la production. Or, le ciel, — suivant le vers de Heine, cité par Goref avec une complaisance marquée (2), — les bolcheviks l' « abandonnent aux anges et aux moineaux » ; c'est sur la terre qu'ils réalisent leur « royaume des

(1) Commission extraordinaire pan-russe.
(2) *Pravda*, janvier 1920.

cieux », le paradis écarlate de la plèbe repue sur les ossements des riches. Le bolchevisme éteint les étoiles de l'au-delà pour limiter les aspirations humaines à la production, et surtout à une consommation mieux répartie des richesses : il est, théoriquement, la religion des machines trépidantes, des terres plantureuses, des panses remplies, le matérialisme d'Engels et de Marx vulgarisé à outrance, ravalé au bonheur d'une digestion abondante. A la béatitude séraphique de la vie future ils opposent les satisfactions présentes de la commune où le minimum de travail est récompensé par un maximum de rémunération. Le poète Louka Panfilof a même composé un *Credo* bolchevik :

Je crois en notre sainte commune,
Le royaume lumineux des hommes,
Je crois dans la terre... (1).

Voici le grand mot lâché : le péché originel est d'ordre économique et la production est perfectible. Optimistes et finalistes à souhait, les bolcheviks ont tous les enthousiasmes et les superstitions prime-sautières des cultes naissants.

Mais, en même temps, ils ont toutes les intolérances, toutes les haines d'une secte qui prétend au monopole de la vérité. Entre le titre de communiste et la qualité de chrétien, l'incompatibilité est absolue. La presse bolchevique, avec la *Pravda* en tête, proclame en toutes lettres l'inconvenance d'appartenir officiellement au parti communiste et de se « livrer à des manipulations qui ont trait à la religion et à la magie ». Malgré quelque flottement dans la pratique, les sections bolcheviques ont pour règle d'exclure de leurs rangs les membres inculpés d'avoir « fait des salamalecs devant des ministres du culte ». Par salamalecs, il convient d'entendre tous les sacrements, sans en excepter le mariage, car tous signifient l' « inadmissible intervention du *barine* (2) céleste dans les affaires communistes ». « Le parti bolchevik, écrit Goref, a pour mission de libérer l'humanité des superstitions, héritage du régime capitaliste, et l'accomplissement des rites par des membres du parti dis-

(1) *Derevenskaia Kommuna* (Commune villageoise) du 17 mars 1920.
(2) Monsieur, patron.

créditerait gravement le communisme aux yeux des masses prolétariennes. » Sous le régime des soviets, il est impossible de rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu, car le César bolchevik se confond avec Dieu. Il faut choisir entre l'enseignement de l'Église et celui de Smolny.

***

« La politique du parti communiste, aux termes mêmes de son programme exposé le 1er mars 1919 dans la *Commune du Nord*, ne se borne pas à séparer l'État de l'Église... mesure promise depuis longtemps par la démocratie bourgeoise, mais jamais réalisée à cause des liens nombreux qui enchaînent la propagande religieuse aux intérêts du capitalisme. Soucieux de détruire tous les liens entre les classes d'exploitants et l'agitation ecclésiastique, ainsi que d'extirper les préjugés religieux des masses ouvrières, le *parti communiste russe entreprend une campagne antireligieuse grandiose.* »

Dans ces conditions, que peuvent être les relations entre l'Église et l'État, sinon une guerre de religion?

Pour vivre, le bolchevisme s'attelle à la tâche cyclopéenne de déchristianiser le peuple, en qui Dostoïevsky saluait le « porteur de Dieu ».

Signalons, comme premier coup de pioche, le décret du 2 février 1918, signé de Mme Kolontaï, l'arbitre d'alors en matière ecclésiastique. Le décret raye du budget de l'État les versements prévus pour l'entretien des édifices sacrés et suspend, à partir du 1er mars, toutes les allocations dont bénéficiait le clergé. Le 15 février paraît, hâtivement bâclé, comme toujours, le décret définitif sur la séparation de l'Église et de l'État, oukase du diable, dicté par la plus implacable des haines. « L'Église, l'âme de l'État russe, dira le professeur Kouznetzof, obtient moins de droits en Russie qu'un club de cyclistes. » Défense de posséder, de recevoir, d'acquérir, d'hériter, d'ester en justice : l'Église n'est plus une personne juridique ; c'est la mort civile, et c'est même la mort physique puisque, aux sociétés religieuses autorisées pour la célébration du culte, les soviets interdisent des cotisations obligatoires (art. III). L'Église est vouée à la famine sans phrases : tous les biens productifs de revenus sont proclamés la « propriété du peuple », et,

pour qu'un « local cultuel » échappe à la nationalisation, il faut une décision formelle du *tzik* à Moscou et d'un *ispolkom* (2) en province. Le décret barre à l'Église jusqu'aux portes des âmes par la prohibition d'enseigner dans les écoles ; il la jette en marge de la famille par la laïcisation des actes d'état civil ; il ébranle le sacrement du mariage par l'autorisation donnée aux notaires de prononcer le divorce par mutuel consentement.

Tels sont les textes : écluses ouvertes à la consommation des pires vengeances. Dieu est classé parmi les contre-révolutionnaires, et l'Église proclamée une institution bourgeoise. La guerre civile s'enrichit d'un nouveau front : on bombarde le ciel, on se bat contre Dieu.

*
* *

La propagande d'abord. Dans la presse bolchevique — et il n'y en a pas d'autre — le pope est dénoncé aux rancunes populaires à l'égal du propriétaire et du patron. Chaque jour la *Rosta* — l'agence télégraphique officielle — s'ingénie à découvrir des complots antisoviétistes dans les églises et, dans les caves des couvents, de prodigieuses réserves alimentaires accaparées par les « prédicateurs de carêmes ». Entre le général aux épaulettes hérissées et le marchand, bedaine au vent, les caricatures dressent invariablement la silhouette d'un pope au nez boursouflé d'ivrogne. Il est le héros classique de toutes les histoires graveleuses délayées par les différentes *Pravda* et *Gazettes rouges*. Avec une parfaite connaissance de la mentalité paysanne, la propagande a déclenché son offensive, au premier chef, contre le pope, beaucoup moins populaire dans les campagnes que ne sont respectées ses fonctions sacerdotales. Mais le véritable objectif visé reste l'Église : c'est la foi qu'il s'agit de discréditer aux yeux des fidèles. En face de la chapelle Iverskaïa, à la porte du Kremlin, où repose une miraculeuse icone de la Vierge, — celle qui sauvait Moscou de la peste et de l'invasion, — sur la façade de la municipalité, s'étale, depuis janvier 1918, un immense écriteau sang de bœuf : « La reli-

(1) Comité exécutif central.
(2) *Ispolnitelny komitet* (comité exécutif).

gion est l'opium du peuple. » Tout un programme : il faut dégriser le peuple, l'arracher aux vapeurs pernicieuses où s'oblitère la raison communiste. Une laïcisation tracassière mobilise contre l'Église les ressources inquisitoriales du régime : les icones sont déclarées ennemies du peuple ; on les chasse des écoles, on les chasse des gares (1), on les poursuit jusque dans les intérieurs privés par un impôt spécial établi dans certains gouvernements sur les images divines. L'icone le plus lourdement grevée est celle du prince Alexandre Nevsky : prince et saint, c'est trop à la fois ; la taxe est de 200 roubles... Pour l'image du Christ, l'impôt est abaissé à 50 roubles sous prétexte que le Christ n'était pas étranger aux convictions... bolcheviques. Les hôpitaux sont débaptisés (2) : celui de Marie-Madeleine, à Petrograd, porte aujourd'hui le nom de Vera Sloutzkine, une *tovaristch* (3) sioniste. La prière dans les classes est remplacée par l'*Internationale*. Des circulaires secrètes recommandent aux maîtres des cours d'athéisme raisonné. A Rybinsk, au couvent de Sainte-Sophie, désaffecté à l'usage d'une école communiste, le camarade Smekalof forçait les enfants d'abjurer leur foi par des gestes empruntés à la magie noire. Et, pour prouver au peuple d'une manière palpable l'inanité de ses croyances, les autorités ont éventré jusqu'au sarcophage de saint Serge, où le cinématographe, à la place des reliques impérissables, enregistra « une grande quantité de mites mortes, des ossements désagrégés et des détritus de coton (4) ».

Bourgeois en soutane, capitaliste de sacristie, le prêtre est assujetti à toutes les corvées du service civil. Des prélats de soixante ans chargent des wagons, déblayent les voies ferrées, assainissent les fosses d'ordures, creusent des tranchées fratricides. Contre-révolutionnaire de par ses croyances et sa profession, le prêtre n'échappe pas davantage à la terreur rouge. Les cellules du bastion Troubetzkoy sont remplies d'ecclésiastiques décharnés par la famine. Le père Ladyguine, particulièrement estimé à Petrograd, a été muré pendant des mois à la forteresse, squelette vivant auquel, plus tard, les remords du peuple ajouteront une

(1) Décret du 19 novembre 1918.
(2) Décret du 31 janvier 1919.
(3) Camarade.
(4) Journaux bolcheviks du 10 avril 1919.

auréole de martyr. Bien des fois, Trotzky exigea l'incarcération du patriarche Tikhon, tenu aux arrêts domiciliaires, mais, devant ce suprême défi à l'Église, le *tzik* a toujours hésité de donner satisfaction au fils du rabbin Bronstein.

L'époque des catacombes ressuscite en plein vingtième siècle : par centaines, popes et moines sont jetés aux bêtes — des bêtes devenues des hommes rouges. Dans la seule région de Kouban, pendant l'occupation bolchevique, la liste mortuaire ne comprend pas moins de quarante-trois prêtres. En 1918, quatorze archevêques ont péri, la plupart au milieu de paillasseries sanglantes, dans une frénésie de sadisme exaspéré. Hermogène, évêque de Tobolsk, est noyé après deux mois de bagne. Andronique, archevêque de Perm, est promené à travers la ville, les yeux crevés, le visage lacéré à coups de couteau, avant d'être mis à mort. Le corps du prêtre Raspoutine, massacré à Pinéga, est abandonné en pâture aux chiens. Sur celui de l'archevêque d'Ekaterinbourg, Grégoire, les Chinois s'acharnent avec plus de férocité encore que des chiens affamés, tailladent, dépècent, hachent en morceaux le cadavre et mêlent à la terre, sous leurs bottes, une épouvantable bouillie humaine. Dans la région du Don surtout, le crime a revêtu les formes monstrueuses des représailles qui suivraient la victoire de Satan... Au prêtre Dmitrievsky, les bourreaux amputent le nez, une oreille après l'autre, le tiennent lié à genoux pendant la torture, enfin lui tranchent la tête. Le père Valinovsky expire sous les verges. Le curé de Plastonosvakaïa agonise lentement, la gorge déchirée à coups de griffes. Celui de Polaiko, attaché au poteau d'exécution, assiste au viol de sa femme. Et voici la croix profanée qui redevient le gibet infamant de jadis : le prêtre Potoulovsky est crucifié (1) ; trois autres prêtres, dans le gouvernement de Kherson, connaissent la passion du Sauveur. Le père Nikitzky, âgé de soixante ans, est forcé de prononcer la prière qui précède la communion, d'ouvrir la bouche et, en guise du sacrement, une balle lui fracasse les mâchoires.

La révolution se lance à la curée du Christ. On torture Dieu dans la chair des prêtres. Et, comme Dieu échappe à la baïonnette, on cherche à l'atteindre à travers les évangiles

(1) Enquête de la commission instituée par le général Denikine.

brûlés sur les places publiques. On l'expulse des églises à la manière d'un bourgeois chassé de sa maison. Dieu est jeté à la rue pour faire place au garage de Trotzky, dans le couvent de Tchoudof, et surtout aux *tantzoulki*, bals publics, dans les enceintes sévères du couvent Pokrovski, de la laure de Saint-Alexandre Nevsky, où la pègre bolchevique se trémousse aux nasillements des gramophones. Plus d'une fois les soldats de Denikine ont découvert des basiliques déchues à l'état d'écuries, les chevaux caparaçonnés de chasubles avec des croix balançant sous la queue. Et trop souvent, au Saint des Saints, derrière l'iconostase, un délire scatologique a rempli d'excréments les vases sacrés, empâté d'ordures les moindres objets du culte avec une patience de maniaque, transformé l'abside en égout.

Sur les débris des autels souillés, les démons de la révolution célèbrent leurs messes noires. Des pelotons s'alignent devant les icones et fusillent le Christ, la Vierge, les saints en effigie. A leur place, on encadre les serviteurs de Belzebuth : Trotzky, au profil de bouc noir, le facies mongole de Lénine, la tête crépelée et simiesque de Zinovief, le masque rabbinique de Sverdlof. S'il reste une icone intacte, on troue la bouche du saint ou de l'apôtre pour enfoncer une cigarette dans la broussaille peinte de la barbe blanche. A l'église de Lioutchnaïa, saint Nicolas fumait ainsi, absurde, comme égaré sous la mitre d'or oscellée de gemmes. Et, dans le tabernacle empuanti, parmi les déjections humaines et les caricatures de Dieu, le sabbat commence. Des prêtres enjuponnés comme des femmes, mais la croix toujours sur la poitrine, tournoient, hallucinantes femmes à barbe, dans un cercle de possédés qui piquent de la baïonnette et claquent du fouet. Des filles affublées de vêtements sacerdotaux lèvent la jambe, se prodiguent en obscénités... Les clairons rugissent, les mains battent la mesure pour scander les entrechats et rythmer les blasphèmes : c'est le bal de l'Antéchrist. C'est comme une haleine d'enfer qui incendie les cerveaux, les pousse à réclamer de diaboliques carnavals. A la chapelle de Migoulinskaïa des communistes célèbrent le mariage d'un prêtre et d'une jument ; côte à côte avec la fiancée à la crinière enrubannée du voile nuptial, le prêtre est placé devant l'Évangile ; un officiant burlesque présente des icones et des croix aux naseaux du cheval ; et, à la fin, le prêtre est mis en pièces par ses garçons d'honneur.

*
* *

Pour ceux qui ont vécu sur le cliché d'un moujik d'églogue, ce satanisme ne laissera pas de paraître une énigme à tout jamais indéchiffrable. Les persécutions religieuses du bolchevisme sont insuffisantes pour expliquer les émeutes du peuple contre la Croix. Il est également défendu de rejeter la responsabilité entière de toutes ces convulsions sur la prédominance dans les milieux soviétistes d'éléments juifs, lettons, finnois. Le peuple a toléré ces intrus. Il a vendu son âme au diable en échange de la terre. Il a renouvelé le pacte de Faust avec l'enfer et, tout au bonheur de digérer et de posséder, il s'est enfoncé dans la terre et a oublié le ciel. Dans la joie de la glèbe retrouvée, le serf d'hier a laissé faire le patron hébreu. Il a soumis sa foi aux volontés du nouveau maître comme il pliait l'échine devant le *barine* d'autrefois. Mais le peuple russe est incapable d'indifférence en matière religieuse. Il ignore le milieu entre l'adoration et la haine, l'ange et la bête : sa psychologie oscille étrangement entre les pôles extrêmes du bagnard et du saint, le bien et le mal pratiqués en sectaire oriental, en mystique de l'extase ou du crime. Le peuple russe ne saura professer l'athéisme qu'à coups de baïonnette tournée contre les icones, comme jadis les exaltations de sa foi sombraient dans les pogroms. Il couvrira ses sanctuaires de crachats si Dieu n'existe pas et découpera volontiers, pour honorer l'Église, une croix sanglante sur le ventre des femmes juives qui abritent des germes impies. Toujours et partout, qu'il s'agisse de servir le Christ ou Lucifer, apparaît l'iconoclaste byzantin, le convulsionnaire grimaçant de folie bachique. L'apocalypse russe relève de la pathologie mentale.

A Medvedka, bourgade au bord de la Viatka, un détachement rouge, pour se distraire, fait danser ses prisonniers, une dizaine de vieux prélats, blancs comme neige. Une foule énorme accourt, fascinée par l'attrait d'un spectacle aussi inédit. Pas une protestation. Paysans, paysannes se tiennent les côtes, les rires se mêlent aux blasphèmes. Un soleil torride éclaire cette scène où s'évoquent les déchéances de l'invasion mongole. Les prêtres défaillent, exténués de fatigue et de chaleur. Une nouvelle fantaisie tente alors

les bourreaux. Les popes ont soif, les popes doivent se rafraîchir, et, lardés par les baïonnettes, les vieillards, après avoir esquissé un signe de croix, se précipitent dans l'eau. On en voit quelques-uns se débattre contre le courant, d'autres disparaissent... Et la foule, secouée d'un rire convulsif, trépigne comme au cirque devant un numéro à sensation, et, peu à peu, voilà les rires qui s'étranglent, qui deviennent des spasmes ; effondrée dans une crise d'hystérie, la foule sanglote, à genoux, et implore la miséricorde divine...

Toute l'âme du peuple est là, dans cette névrose religieuse, une âme obscure disputée par Dieu et par le démon, et qui, d'une bouche encore pleine de malédictions, peut faire jaillir le plus pur des *Hosannas*.

Que le cantique des Pâques s'élève dans les vieilles cathédrales, et le brouillard rouge, où tâtonne et titube une grande nation, se dissipera. Pas un maléfice ne résistera à la fête lumineuse de la résurrection du Christ sur la terre moujik. La démonisation de l'âme russe devient la condition primordiale de l'existence même du bolchevisme. Et, dans ce sens, de pauvres paysans touchent à une vérité profonde lorsqu'ils scrutent le ciel pour essayer d'y découvrir les signes promis qui doivent coïncider avec la venue de l'Antéchrist.

SERGE DE CHESSIN.

La Sphère et la Croix

CHAPITRE XIV

Un musée d'âmes.

L'homme au chapeau de soie avait revendiqué son titre à la couronne d'un ton arrogant mais un peu gêné. Il ajouta :

— Doutez-vous de ma parole?

— Je n'en doute pas le moins du monde, répondit MacIan.

— Alors, pourquoi, dit le gros homme en tremblant de tout son corps, pourquoi gardez-vous votre chapeau devant le roi?

— Pourquoi me découvrirais-je, répliqua fièrement MacIan, devant un usurpateur?

Turnbull pirouetta sur ses talons :

— Vraiment, dit-il, je pensais que vous, du moins, vous étiez un loyal sujet.

— Je suis le seul sujet loyal, répondit le Gaël. Depuis près de trente ans j'ai parcouru ces îles et n'en ai pas trouvé un autre.

— Vous êtes toujours difficile à suivre, remarqua gaiement Turnbull, et quelquefois à ce point que cela vaut à peine qu'on vous suive.

— Je suis seul loyal, insista MacIan, car je suis seul en rébellion. Je suis prêt à tout instant à rétablir les Stuarts. Je suis prêt à tout instant à défier l'engeance hanovrienne... et je la défie en ce moment même puisque je suis face à face avec le maître actuel de l'énorme Empire britannique !

Et croisant les bras, rejetant en arrière son visage maigre, il regarda d'un air de défi l'homme à la redingote et à l'épaule convulsive.

— Quel droit avez-vous, avortons allemands, cria-t-il, de vous mêler d'une querelle entre gentilshommes écossais, anglais et irlandais? Qui vous a institués, vous dont les pères n'arrivaient pas à bredouiller l'anglais à Whitehall, qui vous a faits juges entre la république de Sidney et la monarchie de Montrose? Qu'est-ce que les chefs avaient à faire avec l'Angleterre pour qu'ils aient l'odieuse offrande du sang de Derwentwater et du cœur de Jimmy Dawson? Où sont les morts de Culloden? Où est le sang de Lochiel?

Et MacIan tendit vers son adversaire son doigt osseux et pointu comme s'il désignait la poche où le sang de ce Cameron était probablement gardé. Édouard VII se recula de quelques pas, tout à fait déconcerté.

— Quel bien nous avez-vous jamais fait? continua MacIan d'une voix de plus en plus âpre, faisant reculer l'autre vers les plates-bandes. Quel bien avez-vous jamais fait, Allemands mangeurs de saucisses? Des cours ridicules à l'étiquette barbare pour étrangler la liberté de l'aristocratie! Des gaz de métaphysique du Nord pour gonfler les évêques de la Haute Église comme des ballons. De mauvaises peintures et de mauvaises mœurs et le panthéisme et le mémorial du prince Albert. Retournez au Hanovre, tas de farceurs! Allez au...

Mais avant la fin de cette tirade, l'arrogance du monarque avait entièrement disparu; il avait tourné les talons et remontait à grands pas le sentier. MacIan courut derrière lui, sans interrompre son discours qu'il ponctuait de grands gestes. Les deux autres étaient restés au centre de la pelouse... Turnbull en proie à de véritables convulsions de rire, le lunatique à des convulsions de dégoût. Presque au même moment, un troisième personnage arrivait dans le jardin.

Celui qui s'avançait ainsi marchait un peu courbé et cependant portait en avant sa barbe longue et fourchue. Cette barbe blonde, soigneusement taillée, était, en vérité, ce qu'il y avait en lui de plus expressif. Quand il croisait ses mains sous les pans de sa redingote, on eût dit qu'il vous désignait avec sa barbe comme avec un doigt. Cette barbe faisait presque tous ses gestes; elle était plus importante que son binocle étincelant derrière lequel il regardait ou que le doux bêlement qu'était sa voix quand il vous parlait. Son visage amaigri était rouge, de même que son cou dont les muscles saillaient comme

des cordes ; il portait toujours son lorgnon d'or légèrement de travers sur son nez aquilin et il montrait à demeure deux dents luisantes sous sa moustache, dans un sourire perpétuel qui eût mérité le nom de ricanement. Mais, sauf le binocle de travers, sa toilette était de tout point correcte et, malgré son sourire, il avait l'air perpétuellement déprimé.

— Ne pensez-vous pas, dit le nouveau venu avec une sorte de courtoisie méprisante, que ce que nous avons tous de mieux à faire, c'est d'aller déjeuner? C'est une telle faute de retarder son déjeuner. Cela met de méchante humeur.

— C'est tout à fait exact, répondit sérieusement Turnbull.

— Il semble presque qu'il y ait eu une petite querelle ici, dit l'homme à barbe de bouc.

— C'est une histoire un peu longue, fit Turnbull en souriant. On pourrait dire qu'à l'origine c'est une phase de la querelle entre la science et la religion.

Le nouveau venu eut un léger sursaut et Turnbull répondit à la question qui se lisait sur son visage :

— Oh ! oui, dit-il, c'est moi qui suis la science.

— Je vous félicite cordialement, répondit l'autre. Je suis le docteur Quayle.

Les yeux de Turnbull ne se détournèrent pas, mais il comprit que l'homme au panama avait perdu toute son aisance de grand propriétaire et s'était esquivé dans une allée voisine, où il se tenait, debout, le visage contracté par la peur et la haine.

. . . .

MacIan était assis, quelque peu découragé, sur un tronc d'arbre, sa grosse tête brune enfouie dans ses larges mains, quand Turnbull arriva près de lui en mâchonnant une cigarette. Il ne leva pas les yeux, mais son camarade et adversaire se mit à lui parler comme pour se décharger d'un poids qui l'oppressait.

— Hé bien ! j'espère, dit-il, que vous l'aimez, maintenant, votre précieuse religion. J'espère que vous aimez la société de ce pauvre diable que vos satanés tracts, vos hymnes et vos prêtres ont rendu fou. Il y a ici cinq hommes, on me l'a dit, qui auraient pu être des pères de famille et chacun d'eux croit qu'il est Dieu le Père. Oh ! vous pouvez parler de la laideur de la science ; il n'y a personne ici qui se croie le Protoplasme.

— On préfère naturellement un plus beau rôle, dit MacIan d'un

air las. Le Protoplasme ne vaut pas la peine qu'on devienne fou à son sujet.

— Du moins, s'écria Turnbull sauvagement, c'est votre Jésus-Christ qui a déchaîné cette folie, l'idée d'être Dieu.

MacIan eut un instant son regard de combat, puis ses lèvres serrées s'ouvrirent dans un sourire ambigu et il dit, tout à fait calme :

— Non, l'idée est plus ancienne ; c'est Satan qui a dit le premier qu'il était Dieu.

— Alors, demanda Turnbull, tout en cueillant une fleur, quelle est la différence entre le Christ et Satan?

— Elle est tout à fait simple, répondit le highlander. Le Christ est descendu aux enfers ; Satan y est tombé.

— Cela fait-il beaucoup de différence? demanda le libre penseur.

— Cela fait toute la différence, dit l'autre. L'un d'eux a voulu monter et est descendu, l'autre a voulu descendre et est monté. Un Dieu peut être humble, un démon ne peut être qu'humilié.

— Pourquoi voulez-vous toujours humilier l'homme, dit Turnbull en fronçant les sourcils, cela me paraît manquer de générosité.

— Pourquoi donc avez-vous voulu humilier un dieu quand vous l'avez trouvé dans ce jardin? demanda MacIan.

— C'était un cas d'extrême impudence, dit Turnbull.

— Même en acceptant les surhumaines prétentions de cet homme, je pense qu'il était très modeste, dit MacIan. C'est nous qui sommes des orgueilleux, nous qui savons que nous ne sommes que des hommes. Le premier venu est plus monstrueux que ce pauvre diable, car il se traite comme le Dieu tout-puissant quand il sait qu'il ne l'est pas. Il voudrait que l'univers tournât autour de lui, bien qu'il sache qu'il n'en est pas le centre.

— Eh bien ! dit Turnbull en s'asseyant sur l'herbe, voilà en tout cas une digression. Ce que je tiens à préciser, c'est que votre foi conduit aux asiles d'aliénés et non pas ma science.

— Vraiment ! s'écria MacIan d'un ton dédaigneux ; il y a ici un petit nombre d'hommes qui sont des fous mystiques, mais je parie qu'il y en a beaucoup plus qui sont ce que j'appelle des fous scientifiques.

— Croyez-vous réellement ce que vous avancez? demanda l'autre.

— Il y en a des quantités, je l'affirmerais, répondit MacIan. Ce sont des types qui ont lu des livres de médecine ou dont les pères ou

les oncles avaient quelque tare héréditaire dans le cerveau... si bien que l'air qu'ils respirent véhicule la folie.

— Tout de même, dit malicieusement Turnbull, je parie que vous n'avez pas trouvé un aliéné de cette sorte.

— Je tiens le pari, s'écria Evan qui s'animait. Je me suis promené dans le jardin toute la matinée en causant avec un pauvre diable. Celui-là, c'est uniquement votre damnée science qui l'a réduit à l'état misérable où il se trouve. Parler de quelqu'un qui se croit Dieu... ma foi, cela ressemble à un vieux conte bon pour le coin du feu, comparé aux choses que croit cet homme. Il croit qu'il y a un Dieu mais que, lui, est meilleur que Dieu. Il dit que Dieu aura peur de le regarder en face. Il dit qu'on progresse toujours au delà du meilleur. Il a passé son bras sous le mien et m'a murmuré dans l'oreille comme s'il me révélait l'Apocalypse : « Ne croyez jamais à un Dieu que vous ne pouvez pas perfectionner. »

— Qu'a-t-il voulu dire? fit l'athée dont toute la logique fut mise en éveil. Il est évident que l'on ne peut croire à un Dieu que l'on pourrait perfectionner.

— C'est ainsi qu'il parle, dit MacIan d'un ton presque indifférent, mais il dit des choses encore plus baroques. Il prétend que c'est au médecin de décider quelle femme un homme doit épouser et il dit encore que les enfants ne doivent pas être élevés par leurs parents parce qu'une partialité physique déforme dans ce cas le jugement de l'éducateur.

— Mon cher, dit en riant Turnbull, vous êtes certainement tombé sur un bien mauvais cas et, incidemment, vous avez fait la preuve du vôtre. Je suppose que des hommes perdent la tête par la science comme par l'amour et d'autres bonnes choses.

— Et il dit, continua MacIan monotone, qu'il ne voit pas pourquoi on supposerait qu'un triangle est une figure à trois côtés. Il dit que sur un plan supérieur...

Turnbull bondit sur ses pieds comme touché par une décharge électrique.

— Je n'aurais jamais cru, s'écria-t-il, que vous aviez assez d'humour pour raconter un mensonge. Vous allez un peu trop loin, mon vieux, dans la plaisanterie. Même dans une maison de fous, on ne peut trouver un homme qui, ayant réfléchi à cette question, pense qu'un triangle n'a pas trois côtés. Si cet homme existe, il ouvre une ère nouvelle à la psychologie humaine. Mais il n'existe pas.

— Je vais aller le chercher, dit MacIan très calme. J'ai laissé le pauvre diable flânant auprès de la corbeille de capucines.

MacIan disparut et revint au bout de peu d'instants, suivi à quelque distance par sa découverte, un homme d'apparence chétive avec un sourire fixe et une tête qui tournait de côté et d'autre. Il avait une barbe de chèvre assez longue pour être agitée par le vent. Turnbull sursauta, la parole coupée net par une irrésistible envie de rire.

— Mais, triple buse ! vint-il gronder à l'oreille de MacIan. Ce n'est pas du tout un malade. C'est un des médecins.

Evan se retourna vers cette tête oblique d'où pointait une longue barbe et répéta, comme un homme qui cherche à comprendre : « Un des médecins? »

— Oh ! vous savez ce que je veux dire, fit Turnbull perdant patience. Les autorités médicales de l'établissement.

Evan restait figé sur place, regardant avec curiosité l'homme barbu.

— Les médecins fous, dit d'un ton bref Turnbull.

— C'est cela, dit MacIan.

Après un silence plutôt gêné, Turnbull prit MacIan par l'épaule et l'entraîna.

— De grâce, lui dit-il, ménagez ce type-là. Il peut être aussi fou que dix chapeliers, si vous voulez, mais il nous tient entre le pouce et l'index. Nous sommes à l'heure qu'il a fixée pour s'entretenir avec nous de notre exeat.

— Mais qu'est-ce que cela peut faire? demanda MacIan. Il ne peut nous garder dans l'asile. Nous ne sommes pas fous !

— Espèce d'âne ! dit cordialement Turnbull, c'est évident, nous ne sommes pas fous. Bien entendu, si nous sommes soumis à un examen médical, si on se livre à une enquête sérieuse, on trouvera que nous ne sommes pas fous. Mais ne voyez-vous pas qu'une enquête signifie toute une correspondance, des lettres, des télégrammes et qu'au premier mot révélant qui nous sommes, nous serons extraits de la maison de fous où nous pouvons fumer pour être jetés dans une prison où nous ne le pourrons plus. Non, si nous menons bien notre affaire, on nous mettra tout simplement à la porte comme des fêtards égarés mais inoffensifs. S'il y a une demi-heure d'enquête, nous sommes frits.

MacIan, les sourcils froncés, regarda le gazon de la pelouse sans parler, pendant quelques secondes, puis il prononça d'une voix faible, presque enfantine :

— Je suis affreusement stupide, monsieur Turnbull, il vous faut beaucoup de patience avec moi.

Turnbull reprit MacIan par l'épaule une seconde fois, mais d'un geste tout autre :

— Venez, dit-il, avec la voix un peu rauque d'un homme qui cache son émotion, venez et tâchons d'avoir du tact tous les deux.

Le médecin projetait déjà sa barbe pointue sur un angle plus aigu que d'habitude, avec un sourire qui exprimait l'attente.

— J'espère que je ne vous dérange pas, messieurs, dit-il, faisant une légère allusion railleuse à laur hâtive consultation, mais je crois que vous vouliez me voir à onze heures et demie.

— Je suis absolument désolé, docteur, dit Turnbull, avec une amabilité forcée, je n'ai jamais eu l'intention de vous faire attendre, mais le ridicule accident qui nous a conduits dans votre jardin pourrait avoir pour nos amis des conséquences plutôt fâcheuses et celui qui est ici avec moi attirait justement mon attention sur quelques-uns de ces ennuis.

— C'est cela ! justement ! dit très vite le médecin. Si vous voulez me soumettre vos difficultés, je puis vous accorder quelques instants dans mon cabinet.

Il les conduisit rapidement dans une pièce de dimensions réduites mais d'aspect imposant qui paraissait construite et meublée entièrement de bois rouge verni. Il y avait là un bureau couvert de papiers soigneusement empilés et plusieurs chaises, elles aussi en bois rouge, mais de formes différentes. Le long du mur courait un vaste casier qui aurait pu être une bibliothèque mais qui contenait, au lieu de livres, des boîtes oblongues faites de la même matière que tout le mobilier. Les deux hommes ne purent se faire la moindre idée de ce que contenaient ces boîtes.

Le docteur, impatient mais courtois, alla s'asseoir sur son perchoir professionnel. MacIan resta debout et Turnbull alla se jeter avec satisfaction dans un fauteuil en bois.

— C'est une affaire tout à fait absurde, docteur, dit-il, et j'ai honte de parler de telles balivernes à un homme aussi occupé que vous. Le fait est, tout simplement, que mon compagnon et moi, nous avons organisé, avec une bande d'étourdis, un jeu à travers cette partie de la campagne... une sorte de chasse au lièvre, avec une meute, un jeu de cache-cache. Peut-être en avez-vous entendu parler? Nous sommes, tous les deux, les lièvres, et voyant votre mur si élevé qui

nous tentait, nous l'avons escaladé et, naturellement, nous sommes un peu saisis de ce que nous avons découvert de ce côté.

— En effet, dit doucement le médecin, je comprends que vous ayez été saisis.

Turnbull s'attendait à ce qu'il lui demandât où se trouvait le quartier général de ce nouveau sport si divertissant et quels étaient les enthousiastes, mâles et femelles, qui l'avaient élevé à une telle perfection. En réalité, il était en train de composer, à part lui, tous les détails de personnes et de lieux pour être prêt à répondre, mais le médecin ne posa aucune question. Alors Turnbull, avec un léger malaise, risqua :

— Vous acceptez, je l'espère, mon affirmation. Il ne s'agit que d'un accident et nous ne sommes pas des intrus malintentionnés.

— Oui, dit le docteur souriant, j'accepte tout ce que vous me dites.

— Dans ce cas, dit Turnbull qui se leva d'un air joyeux, nous n'abuserons pas davantage de vos instants précieux. Je suppose que quelqu'un pourra nous faire sortir.

— Non, dit le médecin, souriant toujours du même sourire tranquille, personne ne vous fera sortir.

— Pouvons-nous sortir nous-mêmes alors? demanda Turnbull un peu surpris.

— Évidemment non, dit le savant qui rayonnait, pensez au danger que cela offrirait dans une maison comme celle-ci.

— Alors, comment diable allons-nous pouvoir nous en aller? s'écria Turnbull qui commençait à perdre toute contenance.

— C'est une question de temps, une question de réceptivité, de traitement, dit le médecin d'un ton détaché. Je ne considère pas votre cas à tous les deux comme incurable.

Et l'homme du monde se tut, mais, comme toujours lorsque la situation devient intolérable, ce fut l'homme qui n'était pas du monde qui prononça le mot décisif.

MacIan fit un pas, se pencha sur la table et dit :

— Nous ne pouvons pas rester ici, nous ne sommes pas fous.

— Nous n'employons pas ce mot brutal, dit le docteur qui regardait en souriant ses bottines.

— Mais *vous ne pouvez pas* nous croire fous, tonna MacIan. Vous ne nous avez encore jamais vus. Vous ne savez rien de nous. Vous ne nous avez même pas examinés.

Le docteur redressa la tête, sa barbe en avant.

— Oh ! si, dit-il, nous vous avons examinés très sérieusement.

— Mais vous ne pouvez pas enfermer un homme sur de simples impressions, sans documents, sans certificats d'aucune sorte.

Le médecin se leva d'un air nonchalant.

— C'est juste, dit-il, il est certain que vous devez voir les documents.

Il alla vers la fausse bibliothèque et en tira une des boîtes rouges, l'ouvrit avec une curieuse petite clef suspendue à sa chaîne de montre et mit à jour un cahier recouvert d'une écriture serrée mais très lisible. Les trois premiers mots étaient tracés en si grands caractères qu'ils attiraient le regard même à distance. On lisait : MacIan, Evan Stuart.

Evan pencha son visage d'aigle irrité sur cet écrit ; il n'aurait pu jurer cependant qu'il le déchiffrait bien exactement. Il crut lire ce début : « Influences congénitales prédisposant à la folie. Grand-père croyait au retour des Stuarts. Mère portait un os de sainte Eulalie qu'elle faisait toucher aux enfants malades. Folie religieuse accentuée dès le jeune âge... »

Evan recula. Il voulut parler, mais la voix lui manquait. Enfin il éclata :

— Oh ! s'écria-t-il, si tous ceux que j'ai rencontrés dans ce monde avaient été aussi bien portants que ma mère !

Puis il comprima ses tempes avec la paume de ses mains comme s'il voulait les broyer. Et quand il releva la tête, son visage apparut tout à coup frais et jeune comme s'il venait de le plonger et de le purifier dans une eau sainte.

— Très bien, s'écria-t-il, je boirai ce calice. Je paierai la rançon d'avoir goûté Dieu sur cette terre monstrueuse qui ne peut jouir ni de l'homme ni de la bête. Je mourrai heureux dans votre maison de fous, uniquement parce que je sais ce que je sais. C'est entendu... MacIan est un mystique, MacIan est un dément. Mais cet honnête boutiquier, cet honnête journaliste que j'ai entraîné dans mes escapades inhumaines, vous ne pouvez pas le garder. Il va être mis en liberté ; grâce à Dieu, il ne figure sur aucune de vos ignobles paperasses. Son ancêtre, j'en suis certain, n'est pas mort à Culloden. Sa mère, je le jure, ne portait pas de reliques. Que mon ami franchisse votre porte et quant à moi..

Le médecin s'était déjà levé, se dirigeant vers le casier et, après

un instant d'hésitation de ses yeux de myope, en retira un autre parallélogramme de bois rouge. Quand il l'eut ouvert, un des trois hommes, avec cette sûreté dans le regard que donne le sentiment d'être en jeu soi-même, vit ces mots écrits en grosses lettres : « Turnbull, James. »

Jusqu'à cet instant précis, Turnbull avait un peu dédaigneusement renoncé à jouer un rôle dans cette affaire, mais il était trop honnête et trop sincère pour ne pas bouger en voyant son nom. Celui-ci précédait les lignes suivantes : « Cas unique d'eleuthéromanie. Parenté, comme il arrive souvent pour des cas semblables, prosaïque et saine. Les signes d'éleuthéromanie se sont néanmoins manifestés de bonne heure, l'entraînant à s'attacher à l'individualiste Bradlaugh. Tout récemment, crise violente d'anarchie pure... »

Turnbull referma si violemment la boîte qu'il faillit la briser et avec un rire féroce :

— Venez, MacIan ! avant de songer à sortir de la maison de fous, je veux d'abord fuir ce cabinet. Vous aviez raison, MacIan, quand vous parliez des... des médecins fous.

Ils finirent, après avoir un peu erré, par se trouver dans le jardin frais et vert et là, rompant le lourd silence, Turnbull prononça :

— Il y a une chose qui n'a pas cessé de m'intriguer depuis que nous sommes ici. Je la comprends maintenant.

— Que voulez-vous dire? demanda MacIan.

— Personne, ni volontairement ni par ruse, répondit Turnbull, ne peut sortir de ce jardin, et cependant nous y sommes entrés en escaladant le mur. Tout s'explique assez facilement. Ce mur sans défense était un piège pour deux lunatiques fameux. On nous a très bien vus nous y prendre et on verra très bien que nous n'en sortons pas.

Evan fixa le mur d'un air grave une assez longue minute, puis il hocha la tête sans dire un mot.

. . . .

CHAPITRE XVII

L'idiot.

... Evan MacIan se tenait à quelques pas de Turnbull dans un silence absolu. Celui-ci n'eut pas le courage de lui demander si aucun fait surprenant ne l'avait amené là. MacIan semblait n'avoir aucune

question à poser ; peut-être n'en avait-il pas besoin. Les deux hommes s'avancèrent lentement l'un vers l'autre et lurent une expression pareille sur leurs visages. C'est alors que pour la première fois depuis leur rencontre, ils se serrèrent la main.

Comme si ce geste avait été un signal inconscient, on vit bondir d'une porte le docteur Quayle qui traversa la pelouse en courant.

— Ah ! vous voilà ! s'exclama-t-il avec un ricanement d'aise. Voulez-vous rentrer, je vous prie? J'ai à vous parler à tous les deux.

Ils le suivirent dans le cabinet de bois verni où l'on gardait leur condamnation écrite. Le docteur Quayle s'assit dans un fauteuil tournant et pivota pour leur faire face. Son sourire stéréotypé avait tout à coup disparu.

— Je vous parlerai très simplement, messieurs, dit-il d'un ton brusque ; vous savez que nous traitons le mieux possible tous ceux qui sont ici. Vos deux cas ont été l'objet d'une attention toute spéciale et le directeur lui-même a décidé que vous deviez être soumis à un traitement particulier... dans des conditions un peu plus simples.

— Vous voulez dire plus mauvaises, s'écria Turnbull.

Le médecin ne répondit rien et MacIan prononça : « Je m'y attendais. » Ses yeux commençaient à lancer des éclairs.

Le docteur Quayle, regardant son bureau et jouant avec une clé, articula :

— Oui, dans certains cas qui donnent de l'inquiétude..., il vaut souvent mieux...

— De l'inquiétude, dit Turnbull farouche, quelle imprudence ! Que voulez-vous dire? Vous emprisonnez dans une maison d'aliénés deux hommes d'une santé parfaite parce qu'il vous a plu d'inventer un mot technique qui n'en finit plus. Ils prennent les choses de bonne humeur, vont et viennent en causant dans votre jardin, comme des moines dont ils se seraient découvert la vocation, sont courtois même avec vous, se conduisent non seulement d'une façon plus normale qu'aucun de vos malades, mais plus sainement encore que la moitié des hommes normaux en général, et vous avez le front de dire qu'ils donnent de l'inquiétude !

— Le chef de l'asile en a décidé ainsi, dit le docteur Quayle sans lever les yeux.

MacIan fit une de ses enjambées immenses et vint se dresser devant le médecin.

— Si le chef a pris cette décision, qu'il l'annonce lui-même, dit-il.

Je ne l'accepte pas de vous. Je vous tiens pour un être inférieur et un dégénéré. Nous voulons voir le chef de l'asile.

— Voir le chef de l'asile? répéta le docyeur Quayle. Certainement non.

Le montagnard lui mit la main sur l'épaule avec un intérêt paternel.

— Vous ne semblez pas apprécier à leur juste valeur les avantages particuliers que me confère ma position de fou. Je vous tuerais de ma main gauche avant qu'un rat comme vous ait pu pousser un cri. Et je ne serais pas pendu pour cela.

— Je suis certainement d'accord avec M. MacIan, dit Turnbull d'un ton réservé et tout à fait courtois. Ce que vous avez de mieux à faire, c'est de nous conduire devant le directeur.

Le docteur Quayle se leva brusquement, en proie à un commencement de crise nerveuse, mais gardant encore sa présence d'esprit, il eut un léger rire et dit, très vite :

— Oh ! certainement, vous pouvez voir le directeur si vous y tenez.

Presque en courant il sortit de la pièce, suivi par les deux hommes qui ne le lâchaient pas d'une semelle, et vint frapper à une porte. Une voix dit : « Entrez », MacIan poussa un violent soupir mais Turnbull, d'un geste impétueux, ouvrit la porte.

Ils entrèrent dans une pièce propre et bien rangée dont les murs étaient recouverts par les casiers d'une bibliothèque. A l'une des extrémités de la pièce s'étalait un bureau massif de bois verni. Une lampe placée sur le bureau éclairait en plein un homme à la taille svelte, l'air bien élevé, vêtu de l'habituelle redingote noire des médecins et dont la tête blanchie par l'âge se penchait sur des piles de notes soigneusement rangées. Ce gentleman leva un instant les yeux quand ils entrèrent et la lumière fit étinceler les verres de son lorgnon, éclairant un long visage, soigneusement rasé, un visage qui aurait pu passer pour celui d'un aristocrate, mais qu'une certaine fierté léonine et un menton largement fendu faisaient ressembler à un masque de comédien. Ce masque ne se montra ainsi que la durée d'un éclair. L'homme se pencha de nouveau sur ses notes et, sans relever la tête :

— Je vous ai dit, docteur Quayle, que ces gens doivent être conduits aux cellules B et C.

Turnbull et MacIan se regardèrent et se dirent dans ce regard plus de choses que leurs paroles n'auraient pu en formuler. Ils échangèrent

entre autres pensées celle qu'un appel quelconque à cet homme était chose inutile et tous deux sortirent de la pièce derrière le docteur Quayle.

A peine étaient-ils dans le corridor que quatre gaillards robustes surgis de quatre côtés les garrottèrent et les entraînèrent à travers les galeries. Ils auraient pu très probablement bousculer leurs assaillants s'ils en avaient eu l'envie, mais, sans pouvoir en donner le motif, ils se sentirent plutôt portés à rire. Un mélange d'ironie insensée et de curiosité enfantine leur faisait désirer voir quel tour allait prendre leur stupide aventure. Ils furent entraînés dans d'innombrables galeries revêtues de carreaux de faïence, ne différant l'une de l'autre que par leur longueur et leur direction. Ces galeries étaient si nombreuses et si monotones que s'évader en les suivant eût été plus difficile que de s'échapper du labyrinthe d'Hampton Court. Seul, le fait que les fenêtres de plus en plus rares s'assombrissaient à mesure qu'ils avançaient, montrait qu'ils s'enfonçaient dans le cœur même ou les entrailles d'un énorme édifice. Après un peu de temps, les corridors vernissés ne furent plus éclairés que par des lampes électriques.

Enfin, quand ils eurent parcouru près d'un mille dans ces tunnels blancs et polis, ils arrivèrent, avec saisissement, à l'absurde terminaison d'un cul-de-sac. Ce voyage long et pénible se terminait brusquement par un mur blanc et nu. Mais dans ce mur se voyaient deux portes de fer peintes en blanc où se lisaient en noir, sur l'une un B, sur l'autre un C.

— C'est ici que vous allez, monsieur, dit très respectueusement l'un des gardiens, et vous, là.

Mais avant que les portes ne se fussent refermées sur leurs victimes, MacIan put jeter à Turnbull ces mots prononcés d'une voix basse et étrange : « Je me demande qui est A. »

Turnbull, presque inconsciemment, eut une courte lutte avec les gardiens avant de se laisser jeter dans la cellule. C'est pourquoi, entré le dernier, il garda cinq minutes au moins l'excitation hilarante de ces aventures après que la porte se fut refermée.

Mais quand le silence profond l'enveloppa et que rien, pendant plus de deux heures, ne survint, il eut l'impression que c'était la fin de sa vie. Il était caché, scellé dans cette crevasse de pierre jusqu'à ce que sa chair se détachât de ses os. Il était mort. Le monde avait vaincu.

Sa cellule avait la forme d'un rectangle étroit et allongé. La lar-

geur de ce rectangle aurait tout juste permis d'étendre les bras au prisonnier qui se serait servi des haltères rouillées suspendues au mur de gauche. Quant à sa longueur, un homme pouvait, en parcourant sa cellule d'un bout à l'autre, faire la trente-cinquième partie d'un mille. D'après le même principe d'hygiène méthodique, une rangée de petits trous percés l'un près de l'autre servaient, par un système de tuyaux, soi-disant à renouveler l'air. Car ces grands organisateurs scientifiques exigeaient qu'un homme fût bien portant même s'il était malheureux. Ils lui procuraient une promenade assez longue pour lui donner de l'exercice et des trous suffisants pour lui fournir de l'oxygène. L'intérêt qu'ils pouvaient montrer pour la nature humaine s'arrêtait là. Il semblait que la pensée ne leur était jamais venue que l'exercice n'est un bienfait que s'il se pratique en liberté. Ils n'avaient jamais admis cette suggestion que l'air n'est pur que s'il est libre. Ils l'administraient en secret, mais à dose suffisante, comme une médecine. Ils suggéraient la marche comme si l'homme pouvait ne pas avoir le désir de marcher. Mais, surtout, les autorités de l'asile insistaient sur son extraordinaire propreté. Chaque matin, alors que Turnbull était encore à moitié endormi sur sa couchette de fer scellée au mur, quatre vannes de métal s'ouvraient au-dessus de lui aux quatre coins de la cellule et la nettoyaient à fond. L'âme solitaire de Turnbull s'insurgeait contre cette écœurante solennité quotidienne.

« Je suis enterré vivant, s'écriait-il d'une voix amère, ils m'ont enseveli sous des montagnes. Je resterai ici jusqu'à ce que je pourrisse. Qu'est-ce que cela peut faire à ces démons que je sois propre ou sale? »

Chaque matin et chaque soir, un petit guichet de fer s'ouvrait dans le mur et une main brune et velue lui tendait une assiette de lentilles très cuites et un grand bol de cacao. Il n'était pas sous-alimenté pas plus qu'il n'était privé d'exercice ou asphyxié. Il avait un grand espace pour marcher, beaucoup d'air, une nourriture abondante. La seule objection était qu'il n'avait aucun but pour sa marche, aucune raison de manger avec quelque plaisir pas plus que de respirer.

La forme même de sa cellule l'exaspérait. C'était un long et étroit parallélogramme avec un mur plat à une extrémité et qui aurait dû se terminer de même à l'autre mais qui finissait alors en angle, comme la proue d'un navire. Après trois jours de silence et de cacao,

cet angle commença à rendre furieux Turnbull. Cela l'affolait de penser que deux lignes se rencontraient et ne pointaient vers rien. Après cinq jours, il regarda cet angle d'un œil indifférent et vint y appuyer sa tête. Après vingt-cinq jours, il faillit s'y briser le crâne. Puis il redevint calme et stupide, et se mit à la regarder dans l'état d'esprit d'un Robinson Crusoë.

Obéissant à une sorte d'instinct, il se mit à examiner avec une attention particulière la rangée de trous d'où l'air entrait dans sa dernière demeure d'homme vivant. Il découvrit bientôt que ces ventilateurs étaient les orifices de longs tuyaux de plomb conduisant vers lui, sans doute, l'air de quelque plage éloignée. Un soir qu'il s'absorbait dans cet examen acharné, il remarqua une sorte de lueur apparaissant dans l'une de ces bouches muettes et noires. Il y enfonça un doigt aussi loin qu'il le put et sentit dans le tube une sorte de déchirure qu'il agrandit comme il put et aussitôt aperçut un peu de lumière. Une chose semblait certaine, c'est que ce tuyau aboutissait à une autre cellule.

Ce qui caractérise toutes les choses que l'on appelle aujourd'hui « pratiques », résultat de la mécanique et du calcul, c'est que si elles se dérangent en un point, ce dérangement devient total. Il n'y existe aucune possibilité de réparer comme dans les organismes plus simples et vivants. Un fort canon peut vaincre un puissant éléphant, mais un éléphant blessé est plus fort qu'un canon brisé. C'est ainsi que la monarchie prussienne du dix-huitième siècle ou celle de nos jours peut faire une armée puissante, simplement en tenant ses soldats par la peur. Mais elle n'y parvient qu'en restant soumise à cette menace permanente que ceux-ci peuvent un jour avoir peur de leurs ennemis plus que de leurs officiers. C'est ainsi que le fonctionnement normal des égouts assure dans nos villes la salubrité générale, mais que la moindre fuite entraîne une concentration des poisons, l'explosion violente de germes morbides. C'est ainsi que tout ce merveilleux machinisme qui est en ce monde la chose la mieux faite pour épargner le labeur humain est aussi la plus inapte à s'opposer à une intervention humaine. Il peut être plus facile d'obtenir du chocolat pour rien d'un boutiquier que d'une machine automatique. Mais si vous réussissez à prendre à celle-ci son chocolat, elle sera certainement incapable de courir après vous.

Turnbull ne fut pas long à découvrir cette vérité par rapport à la colossale et froide machine qu'était cet établissement. Il avait été

la proie d'émotions multiples depuis l'instant où il s'était vu jeter brutalement dans cette cellule secrète qui devait être sa chambre intime jusqu'à la mort. Une grande crise d'orgueil et de lyrisme l'avait agité tout d'abord, puis s'était calmée, le laissant en proie à la plus glaciale indifférence. Puis il avait connu une période de curiosité purement scientifique, examinant tous les carreaux de sa cellule pour aboutir à cette conclusion réjouissante qu'ils étaient tous de même forme et de même dimension, mais ce qui le rendit tout à fait perplexe, ce fut l'angle qui terminait sa cellule et cette cheville de fer fichée dans le mur et dont il ne s'expliquait pas l'utilité. Puis il eut une période de folie pure qu'un honnête homme s'abstiendrait de décrire et sur laquelle ne sauraient insister que ces méprisables romanciers lancés comme une meute par le chasseur infernal pour traquer la nature humaine et l'avilir. Cette période, elle aussi, passa, laissant derrière elle un dégoût fiévreux pour la plupart des objets qui l'entouraient. Longtemps après qu'il fut revenu à la santé et à cette sorte de gaieté désespérée qu'un homme pourrait avoir sur une île déserte, il prit en aversion les carreaux réguliers des murs et du sol et le triangle qui terminait son corridor. Par-dessus tout, il ressentait une haine, profonde comme l'enfer auquel il ne croyait pas, pour l'inutile cheville plantée dans la muraille. Mais au milieu de tous ces changements d'humeur, qu'il fût bien portant ou presque en délire, révolté ou stoïque, il n'eut jamais le moindre doute sur ce point : que pour cette machine impitoyable qui le tenait prisonnier, il n'existait pas davantage qu'il n'avait existé depuis son enfance pour le désespérant cosmos de sa philosophie. Il connaissait toutes les ressources cruelles et inépuisables de notre civilisation scientifique. Il ne comptait pas plus pour sa délivrance sur un certificat médical que sur le système solaire. Plus d'une fois, triste Robinson, il évoqua l'image de MacIan comme celle d'un camarade de classe un peu taquin qui serait mort depuis longtemps. Il eut l'idée de laisser dans la cellule, quand il mourrait, un mémoire précis de ses opinions et quand il eut commencé à écrire sur des morceaux d'enveloppes qu'il trouva dans sa poche, il fut surpris de découvrir à quel point ces opinions avaient changé. Puis il se souvint de la tour de Beauchamps et voulut confier aux murs de sa prison son étincelant scepticisme, mais ces carreaux vernis refusaient toute inscription, écrite ou gravée. Alors, pendant un instant, se dressa et s'abattit sur lui comme une haute vague toute l'horreur de l'emprisonnement scien-

tifique, qui s'arrange pour refuser à l'homme non seulement la liberté, mais tout ce qui pourrait, par hasard, en adoucir la privation. Dans les donjons sordides du passé, les hommes pouvaient graver leurs prières ou leurs plaintes sur le roc. Ici les murs blancs et vernis ne toléraient même pas une signature. Les prisonniers de jadis pouvaient se faire un compagnon d'une souris ou d'un insecte sortant d'un trou. Ici les murs imperçables étaient lavés chaque matin par une vanne automatique. Il n'y avait aucune corruption naturelle, aucune pourriture pitoyable par laquelle aurait pu entrer une chose vivante. Alors, James Turnbull finit par voir la grande haine invincible de la société dans laquelle il vivait et la haine d'une autre chose encore qui ne pouvait être — du moins il se le répétait sans cesse — le cosmos auquel il croyait. Mais jamais une seule fois il n'avait douté que les cinq côtés de sa cellule étaient désormais pour lui le mur du monde et ce fut avec un véritable choc de surprise qu'il découvrit la faible lueur filtrant par l'ouverture pratiquée dans le tuyau de ventilation. Il avait oublié comment la réalisation parfaite d'un mécanisme demandait une liaison parfaite de tous les organes et combien il était par conséquent facile qu'ici ou là quelque pièce vînt à se fausser.

Turnbull se remit au travail et réussit à agrandir la fissure. La clarté qu'il apercevait était très faible et semblait provenir d'une ouverture ou d'une fenêtre située plus haut. Comme il essayait, appliquant son œil le plus près possible du trou, de deviner d'où pouvait filtrer cette lueur douteuse, il fut étonné de voir un autre doigt humain, long et maigre, qui descendait vers le tuyau brisé et le tirait en haut. L'ouverture éclairée s'obscurcit brusquement et fut obstruée probablement par un visage ou par une bouche, car un son humain se fit entendre dans le tuyau sans que l'on pût distinguer des mots.

— Qu'est-ce que c'est que cela? demanda Turnbull tremblant d'excitation, mais énergiquement résolu à aller jusqu'au bout de sa chance.

Il y eut encore quelques sons indistincts, puis une voix se fit entendre avec un fort accent d'Argyleshire :

— Dites donc, Turnbull, nous ne pourrions pas nous battre à travers ce tuyau, hein?

Une émotion inexprimable s'empara de Turnbull et il resta, sans pouvoir parler, un temps assez long pour que ce silence devînt pénible. Puis il dit avec sa gaieté d'autrefois :

— Je vote pour que nous parlions un peu, d'abord ; je n'ai pas du tout envie de tuer le premier homme que je rencontre depuis dix millions d'années.

— Je sais ce que vous voulez dire, répondit l'autre. Quelle chose horrible ! Pendant tout un mois d'agonie, j'ai été seul avec Dieu.

Turnbull tressaillit et fut sur le point de dire : « Seul avec Dieu ! Alors vous ne savez pas ce qu'est la solitude. »

Mais il finit par répondre, avec son air de défi accoutumé :

— Seul avec Dieu ? Vous avez dû trouver la société de Sa Majesté plutôt monotone.

— Non, dit MacIan dont la voix trembla, elle était beaucoup trop impressionnante.

Après un très long silence, la voix de MacIan reprit :

— Qu'est-ce que vous haïssez le plus dans votre cellule?

— Vous me croiriez fou si je vous le disais, répondit amèrement Turnbull.

— Alors, dit l'autre voix, c'est probablement la même chose que moi.

— Je suis sûr que non, dit Turnbull, car cela n'a ni rime ni raison. Peut-être n'ai-je plus ma tête, mais je déteste ce clou de fer qui est dans le mur à gauche plus encore que la désolation même de ma cellule ou que l'infâme cacao. En avez-vous un dans votre cellule?

— Je ne l'ai plus, répondit MacIan avec sérénité, je l'ai arraché.

Son compagnon ne put que répéter les mots qu'il venait de prononcer.

— Je l'ai arraché l'autre jour dans un moment de folie, continua la voix tranquille du montagnard. Il avait l'air si parfaitement inutile.

— Vous devez être effroyablement fort, dit Turnbull.

— On l'est quand on est fou, fut l'insouciante réponse, et d'ailleurs il branlait un peu. Même maintenant, depuis que je l'ai arraché, je ne puis arriver à découvrir à quoi il pouvait servir. Mais j'ai trouvé quelque chose de bien plus étonnant.

— Que voulez-vous dire? demanda Turnbull.

— J'ai trouvé où est A.

Trois semaines après, MacIan avait réussi à établir des communications qui lui permirent de se faire tout à fait comprendre. En même temps, les deux prisonniers découvrirent et démontrèrent toute la

faiblesse provenant de la nature même du machinisme moderne dont nous avons déjà parlé. Le fait qu'ils étaient isolés de tous leurs compagnons avait ce résultat de les mettre à l'abri de tout espionnage et, n'ayant pas de geôliers à corrompre, ils n'en avaient pas non plus à duper. C'était une machinerie compliquée qui leur apportait leur cacao et nettoyait leur cellule ; cette machinerie était aussi maladroite qu'elle était sans pitié. De patients efforts, réalisés jour après jour, grâce à une constante suggestion mutuelle, leur permirent de pratiquer dans le mur une brèche irrégulière, assez grande pour laisser passer un homme de petite taille, à l'endroit même qu'occupaient auparavant les ouvertures de ventilation. Turnbull put enfin pénétrer dans la cellule de MacIan et son premier coup d'œil fut pour découvrir que le clou de fer avait été, en effet, arraché, laissant un trou béant. Par ailleurs la cellule de MacIan était strictement pareille à celle de son compagnon. Le trou était pratiqué dans le petit mur oblique à l'extrémité la plus proche de la geôle de Turnbull. Celui-ci le regardait avec une attention voisine de l'angoisse.

— Qu'y a-t-il là? demanda-t-il.

— Une autre cellule.

— Mais où est la porte? Celles de nos cellules sont à l'autre bout.

— Il n'y a pas de porte, dit Evan.

Dans le pénible silence qui suivit ces paroles, une impression de cauchemar envahit malgré lui Turnbull. L'idée de cette pièce sans issue lui glaçait le sang, mais il gardait néanmoins une sorte de curiosité vague, celle qui nous hante devant une chose horrible que l'on devine à moitié.

— James Turnbull, dit MacIan d'une voix basse et tremblante; ces gens nous haïssent plus que Néron ne haïssait les Chrétiens et nous craignent plus qu'aucun homme n'a pu craindre Néron. Ils ont rempli l'Angleterre d'une sorte de frénésie et lancé tout le monde à nos trousses pour nous capturer et se débarrasser de nous... pour nous tuer. Et ils nous ont tués, car vous et moi nous n'avons fait en réalité qu'un trou dans nos cercueils. Mais bien que cette haine qu'ils éprouvent pour nous soit plus grande que celle qu'ils eurent pour Bonaparte et plus évidente et plus efficace que celle qu'ils auraient eue pour Jacques l'Éventreur, ce n'est pas nous que les gens d'ici haïssent le plus.

Turnbull continuait à ressentir une impatience douloureuse qui lui faisait courir des frissons glacés dans le dos. Jamais il ne s'était

senti si près de la superstition et du surnaturel, et cela lui semblait insupportable.

— Il existe un autre homme plus redoutable et plus digne de haine, continua MacIan à voix basse, et ils l'ont enterré plus profondément. Dieu seul sait comment ils s'y sont pris, car il n'est entré là ni par une porte ni par une fenêtre et on ne l'a pas fait descendre par une ouverture au plafond puisqu'il n'y en a pas. Je m'imagine que ces crampons de fer ont fait partie de je ne sais quel infernal machinisme qui a servi à l'enfermer. Il est là. J'ai essayé de l'apercevoir à travers le trou, mais je ne puis y arriver car son visage est tourné de l'autre côté et il ne bouge pas.

Turnbull, n'y tenant plus, se rua vers l'ouverture et regarda. Ce qu'il vit était une cellule de tous points semblable aux leurs, sinon qu'elle n'avait pas d'issue et que sur l'un des murs était peinte une grande lettre A comme le B et le C de leurs geôles l'étaient en dehors, sur les portes.

Sur le sol pavé de ces mêmes carreaux dont la géométrie monotone avait affolé l'œil et le cerveau de Turnbull, une forme humaine était assise, mais d'une taille qui paraissait extraordinairement petite, même dans cette pose. On eût dit un enfant, n'eût été l'énorme tête couverte d'une chevelure presque blanche. Cette forme était drapée misérablement dans ce qui ressemblait aux restes d'un peignoir de flanelle brune ; un bol vide était devant elle à terre et la créature avait incliné sa grosse tête grise sur un angle, révélant une attention et une recherche qui, au milieu de cette pénombre et de ce mystère, avaient je ne sais quoi de comique. Après six secondes de silence, Turnbull n'y tint plus et appela le petit être... Celui-ci se redressa, vif comme un animal et, se retournant, offrit le spectacle de deux yeux de hibou et d'une immense barbe grise et blanche assez semblable au plumage de cet oiseau. Cette barbe extraordinaire le couvrait littéralement jusqu'aux pieds et peut-être était-ce un bien, car des morceaux de son vêtement paraissaient tomber chaque fois qu'il bougeait. On parle vulgairement d'un visage parcheminé mais le visage de ce vieillard était comme un parchemin surchargé d'hiéroglyphes. Les lignes en étaient si profondes et si compliquées qu'on aurait pu lui découvrir cinq ou six physionomies outre la réelle, comme on en découvre dans les images d'un papier de tenture au dessin compliqué. Et cependant, tandis que son visage avait l'air d'une écriture plus vieille que les dieux, ses yeux étaient clairs, bleus

et étonnaient comme ceux d'un petit enfant. On eût dit qu'on venait à peine de les placer dans sa tête.

Tout dépendait si évidemment du fait de savoir si ce monstre enseveli parlait, que Turnbull ne se demanda même pas s'il avait quelque chose à lui dire. Il parla, dit n'importe quoi, peut-être des mots à peine formulés et ne signifiant rien. Et puis, il attendit cette voix menue qui avait été enfermée sous toutes les montagnes de l'univers. Enfin l'être parla ; il parla en anglais avec un accent étranger qui n'était ni latin ni tudesque. Il étendit tout à coup un index très long et très sale et cria d'une voix disant l'émoi d'une découverte, comme une voix d'enfant : « C'est un trou. »

Il savoura sa découverte pendant quelques secondes, en suçant son doigt, puis s'écria, avec un rire un peu rauque : « Et il y a une tête qui passe. »

L'énergie qu'il y avait dans ce rire fit mal à Turnbull. Il s'était habitué à supporter ces fous tristes et marmottants qui se traînaient dans les beaux jardins de l'asile. Mais il y avait quelque chose de nouveau et de subversif dans la combinaison d'une décision aussi joyeuse et d'un corps sans pensée.

— Pourquoi vous a-t-on mis dans un tel endroit? demanda-t-il enfin d'un ton gêné.

— Un bon endroit. Oui, dit le vieillard, hochant la tête à plusieurs reprises et rayonnant comme un propriétaire que l'on félicite. Belle forme. Longue et étroite, avec une pointe, comme ceci... et il dessina dans l'air avec ses mains, l'air heureux, un plan de sa geôle.

— Mais ce n'est pas ce qu'il y a de mieux, ajouta-t-il comme en confidence. Les carrés sont très bien, j'ai un beau congé qui dure et je puis les compter. Mais ce n'est pas le meilleur.

— Qu'est-ce? demanda Turnbull au comble de la détresse.

— Le clou est ce qu'il y a de meilleur, dit le vieillard ouvrant ses yeux bleus qui flambèrent.

Les mots qui jaillirent des lèvres de Turnbull lui furent dictés uniquement par la pitié :

— Pouvons-nous faire quelque chose pour vous? dit-il.

— Je suis très heureux, dit l'autre lentement comme s'il épelait. Vous êtes bons. Puis-je vous être de quelque secours?

— Non, je ne crois pas que vous puissiez rien pour nous, monsieur, dit Turnbull avec une émotion brusque. Je suis heureux de vous voir satisfait.

L'étrange vieillard ouvrit ses grands yeux bleus et fixa Turnbull d'un air extraordinairement sévère :

— Vous êtes tout à fait sûr, dit-il, que je ne puis vous aider?

— Tout à fait sûr, je vous remercie, répondit Turnbull d'un ton bref.

Puis il se retourna vers MacIan qui se tenait tout près de lui et vit sur ce visage dont toutes les expressions lui étaient familières qu'Evan avait entendu tout l'étrange dialogue.

— Maudites soient ces bêtes cruelles, s'écria Turnbull. Ils lui ont fait perdre l'esprit en l'enterrant vivant.

— Êtes-vous sûr qu'il soit fou? dit lentement Evan.

— Non, pas fou, mais idiot.

— Il a eu l'idée qu'il pouvait nous aider, dit MacIan, avec tristesse, et il marcha vers l'autre bout de sa cellule.

— Oui, ce fut un peu pathétique, approuva Turnbull, un pauvre être comme lui nous offrir son secours et en outre... Hallo ! Hallo ! que se passe-t-il?

— Que le Tout-Puissant nous guide tous ! dit MacIan.

Il était debout, morne et silencieux, à l'autre extrémité de la pièce et regardait, sans bouger, la porte qui depuis trente jours les avait scellés dans la nuit. Turnbull suivit son regard, et poussa lui aussi un cri de stupeur. La porte de fer était entre-bâillée d'environ un pouce et demi,

— Il a dit..., commença Evan, d'une voix tremblante..., il a offert...

— Venez, venez, fou ! tonna Turnbull avec une énergie furieuse. Je comprends tout maintenant, et c'est une chance inouïe. Vous avez arraché la poignée de fer qui servait à clore sa cellule ; vous avez dérangé le mécanisme et fait s'ouvrir les portes.

Saisissant MacIan par les épaules, il le poussa dans le corridor et le fit courir avec lui jusqu'à ce qu'ils aient aperçu un peu de jour filtrant à travers une fenêtre à demi aveuglée.

« Tout de même, dit Evan, comme s'il répondait à quelqu'un, il nous a demandé s'il pouvait nous venir en aide. »

Ce désert de corridors sans fenêtres était construit au cœur même de cette forteresse de la peur, si bien que les fugitifs crurent marcher un temps infini avant d'apercevoir le moindre reflet du monde extérieur. Ils n'avaient du reste aucune notion de l'heure, et quand, après avoir tourné un angle, ils virent le tunnel vide du corridor

se terminer brusquement sur un carré lumineux de jardin, l'herbe comme enflammée par le soleil couchant et dorée plutôt que verte, cette subite ouverture sur la terre leur fit l'effet d'une brèche dans le mur du paradis. Ce n'est qu'une fois ou deux dans la vie qu'il est permis à un homme de voir ainsi l'univers du dehors et de sentir l'existence elle-même comme une adorable aventure pas encore commencée... Quand ils découvrirent cette échappée lumineuse hors de ce labyrinthe infernal, ils eurent tous les deux en même temps la sensation d'être des enfants qui vont naître et auxquels Dieu demande s'ils veulent vivre sur la terre. Ils étaient devant une des sept portes de l'Eden.

Turnbull fut le premier à bondir dans le jardin, d'un bond léger, pareil à celui d'un homme qui aurait eu des ailes. MacIan, qui le suivit un instant après, ne goûtait pas une joie aussi expansive mais uniquement le plaisir plus craintif et mêlé d'un frisson mystérieux de revoir les couleurs claires des fleurs innocentes et les arbres majestueux et saints. Ils s'élancèrent tous deux dans ce frais et lumineux décor et se trouvèrent tout à coup face à face avec le gentleman en noir au menton fendu qui les regardait en souriant et dont le menton paraissait s'allonger à mesure que s'élargissait son sourire.

G. K. Chesterton.

(La fin au prochain numéro.)

(Traduit par Ch. Grolleau, avec l'autorisation des éditeurs Wells Gardner, Darton and Co.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LA FRANCE DOIT RÉAGIR EN ORIENT

L'ASSASSINAT des ministres syriens, un discours retentissant du « prince d'Israël », sir Herbert Samuel, la tentative de suicide du prince héritier de Turquie, trop francophile pour vivre dans une Constantinople britannisée, nous avertissent, avec une singulière insistance, du travail que l'Angleterre et les amis de l'Angleterre poursuivent, avec un flegme qui n'aura d'égal que notre constance, dans le dessein de nous éliminer de la région qui va de la mer Noire à la mer Rouge, de la Crète à la Perse, de Salonique au Caucase.

Et d'abord l'Angleterre, privée de Feyçal, paraît s'en remettre à l'État juif, qu'elle s'efforce d'imposer à la Palestine, du soin de nous combattre aux frontières méridionales de la Syrie. Autrement, le discours insolent de sir Herbert Samuel n'aurait aucun sens. La presse française l'a négligé. Il est un peu vieux, puisqu'il date du 20 août. Mais les journaux égyptiens, toujours à l'affût de certaines manœuvres, ont prolongé son écho et les sujets qu'il émeut doivent nous inquiéter à notre tour. Ce mandataire de l'empire britannique appelle les Bédouins aux armes, leur promet l'indépendance et les précipite contre le général Gouraud.

Certes, le prince d'Israël parle à mots couverts ; ne se trouve-t-il pas au pays des paraboles? Mais les choses ont une signification propre, qui filtre à travers les mots. Quand à Jérusalem on excite les bédouins, au lendemain de l'expédition syrienne, à se défendre

contre l'étranger, cet étranger ne pouvant être que la France, on est en droit à Paris de demander des explications à sir Herbert. Il ne semble pas que notre gouvernement l'ait fait. C'est dommage.

De quel droit, à quel titre, le prince d'Israël propose-t-il un nouveau dépeçage de la Syrie, en évoquant l'image absurde, sur la rive gauche du Jourdain, d'un État bédouin indépendant? Ne ferait-il pas mieux d'inviter Feyçal et son frère Zeid à restituer les sommes qu'ils ont volées dans le trésor syrien, avant leur fuite de Damas? Et la Grande-Bretagne ne finira-t-elle pas par comprendre quel jeu tragique pour son existence elle s'épuise à jouer contre nous en tous lieux, à propos de tout, depuis 1919? Dans chacun de ces assassinats d'Orient, nous retrouvons des poignards où la marque du Foreign Office luit encore. Ils dégouttent du sang de nos amis.

En Cilicie par exemple, ce sont des encouragements britanniques qui maintiennent encore sur la brèche les nationalistes turcs, si timides devant l'avance grecque. En sorte qu'on assiste à ce double et triple escamotage de la loyauté internationale, en voyant maintenu par la poigne anglaise un rebelle de comédie qui sert au Foreign Office, d'abord à inquiéter l'occupation française dans la Syrie du Nord, ensuite à diviser la Turquie contre elle-même, enfin à réduire en une pieuse vassalité les hommes d'État de Stamboul et d'Athènes.

En présence d'une action de cette envergure, c'est seulement par des mesures aussi vastes que la menace que l'on peut espérer affronter l'adversaire avec des chances de succès. On aurait tort de croire que, laissées à elle-même, les traces de notre ancienne gloire puissent subsister indéfiniment.

A Smyrne, par exemple, l'une des citadelles de notre culture, notre culture risque de disparaître avant peu, si l'on n'accourt à son aide avec des moyens puissants. Désormais la Grèce — une Grèce assez malintentionnée et qui s'entend à faire transmettre ses menaces aux journaux de Paris qui n'adorent pas ses empiétements antifrançais — espère tenir Smyrne sous son joug. A vrai dire, les Chambres françaises n'ont pas encore ratifié le traité turc. Ailleurs qu'ici, je les ai conjurées de repousser loin d'elles cet instrument de décadence française et de prépondérance judéo-gréco-britannique. De toute façon, l'occasion sera belle, pour les orateurs soucieux d'éclairer leur public, de dresser le bilan de nos pertes en Asie Mineure.

La concurrence anglaise, grecque, italienne (on intrigue pour

installer à Smyrne un prélat italien), nous submerge de jour en jour davantage. Plusieurs de nos écoles ont dû fermer, à Mételin par exemple, devant l'hostilité hellénique. Quand on se rappelle la bienveillance des autorités ottomanes pour nos œuvres, quelle part immense l'enseignement du français occupait dans les écoles turques, on ne voit pas sans regret disparaître de ces régions la souveraineté du sultan.

Inutile d'insister sur la prédominance de notre langue dans les milieux intellectuels turcs avant la guerre. Comme chacun sait, le français était la langue de tout Turc instruit et c'est par elle que la Turquie a de tout temps communiqué avec l'Occident. Des institutions telles que le lycée impérial de Galata-Sérail sont bien connues. Dans tous les lycées impériaux analogues à nos écoles secondaires, l'étude du français faisait l'objet de soins particuliers ; et même dans les écoles *primaires*, un certain nombre d'heures étaient consacrées à son étude.

En dépit de la guerre, les Allemands ne purent aboutir à nous expulser de tout l'enseignement. Galata-Sérail tint bon, ainsi que l'ensemble des écoles du vilayet de Smyrne, où, durant toute la guerre, notre langue continua de figurer au programme. Dans la région de Smyrne, l'enseignement fut même donné par des professeurs français que la guerre avait surpris en Orient. Le lycée impérial de Smyrne, l'école des Arts et Métiers, les écoles primaires de Magnésie et d'Aïdin, entre autres, continuèrent à propager notre idiome à l'exclusion de l'allemand qu'on avait essayé d'introduire à un moment donné. L'école Hilal, non contente de conserver son enseignement traditionnel, le fit donner comme avant la guerre par des professeurs français et persista ainsi jusqu'à la fin de la lutte malgré les protestations véhémentes des Allemands.

La paix nous sera-t-elle plus dure que les hostilités? Voici en effet qu'un personnage très souple, Zia bey, maintenu par les Grecs à la tête des écoles turques, vient, pour faire sa cour aux « vainqueurs », de remercier un certain nombre de professeurs et de directeurs, plus sympathiques à la France qu'à la Grèce.

Voilà un avant-goût de ce que l'annexion de Smyrne à l'État grec réserve à notre influence séculaire. Par bonheur, il est temps encore de réagir. Dans un récent article sur notre situation en Orient, M. Raymond Poincaré la déclarait très menacée. Il adjurait la France de ne pas abandonner aux jalousies voisines une si noble part

d'elle-même. L'occasion va se présenter chez nous, lors de la discussion du traité turc, de tirer au clair ce vaste brouillamini où la Grande-Bretagne, la Grèce, le Sionisme tentent d'accaparer le manteau français dont la culture européenne est faite en Turquie. Ce serait une faute considérable de renoncer, comme on nous y invite, à Constantinople, à Smyrne, à Jérusalem. Maintenons-y notre place et nos traditions. L'État grec, dont les finances sont contrôlées, nous permettra bien de contrôler aussi l'instruction publique.

René Johannet.

Avant l'assemblée de la Société des nations : l'admission de l'Allemagne.

Pour caractériser cette assemblée, qui s'ouvrira à Genève le 15 novembre, les journaux américains ont imaginé une formule pittoresque et suggestive : « Ce sera, écrivent-ils, la plus belle fête de verbiage (*talk fest*) qu'aura connue l'histoire du monde. »

Vingt-neuf des nations, que la Ligue souhaiterait supprimer pour organiser avec leurs débris les États-Unis du Monde, ont été invitées à envoyer trois délégués chacune, qui doivent ratifier les statuts de la nouvelle entreprise, par quoi on les prétend remplacer dans un demi-siècle. Mais on peut déjà prévoir qu'à Genève les sentiments nationaux constateront surtout l'irréductible antinomie qui les oppose aux principes de la Ligue. L'entreprise en sortira ébranlée ; elle peut même y être définitivement ruinée.

L'examen de l'ordre du jour montre sur quelles questions les heurts décisifs ne laisseront pas de se produire.

L'accord pourra se faire, vaille que vaille, sur tous les projets concernant l'organisation des nouveaux rouages de la Ligue (cour de justice, conférence d'hygiène, etc., etc.). On est ici dans le futur et les concessions sont aisées à faire sur ce qui n'est que désirable.

Les difficultés commenceront dès que l'on abordera les questions d'attributions, puisque ces attributions auront pour contre-partie des limitations ou des restrictions de la souveraineté des États.

De même que la Suisse a exigé le droit de garder sa neutralité pour entrer dans la Ligue, — on souhaite que le détail de ces négociations soit un jour connu, — de nombreux États, tous les petits États qui ne sont pas directement représentés au conseil de la Ligue,

craignent qu'elle n'ait le droit de les engager dans un blocus ou une action coercitive contre un voisin plus puissant, sans avoir à leur demander ni leur autorisation ni leur avis.

On a beau dire que cette possibilité est toute théorique, que plusieurs exemples récents — comme l'affaire de Vilna — montrent que la Ligue n'insiste point lorsque ses décisions ne sont pas respectées et qu'elle préfère alors les changer, cette possibilité théorique n'en existe pas moins et les petits États voudraient bien une correction aux statuts qui les y fit échapper.

Parmi les grandes puissances, au contraire, celles qui représentées au conseil de la Ligue en conduisent les rouages, entendent conserver le droit de parler et de décider au nom de tous, quelle que soit la gravité de leur décision. Ce sentiment est surtout celui des pays qui ont d'ores et déjà pris l'habitude d'utiliser la Ligue pour lui faire régler selon leurs désirs les questions qu'ils ne peuvent point soulever sur le terrain diplomatique (1).

Les modifications au *Covenant*, demandées par les trois États scandinaves, ouvriront donc le débat : il aboutira sans doute à proposer la suppression de l'article 10 du pacte, qui fut déjà l'objet des polémiques de l'élection américaine. Le résultat de l'élection de Harding aura une influence certaine et l'abolition de l'article 10 est désormais probable : on peut néanmoins s'attendre à une vive opposition de lord Robert Cecil et des autres délégués de l'Angleterre et des Dominions.

Ce n'est point toutefois là-dessus que se livrera le principal débat de l'assemblée de Genève. On ne touchera au vif de l'affaire qu'en abordant la discussion de l'admission de l'Allemagne. Ici les intérêts de la France seront directement en jeu.

Se rendant compte des périls d'un tel débat et en redoutant les difficultés, les fonctionnaires de la Ligue se sont ingéniés, pendant ces dernières semaines, à essayer de l'éviter, dans le dessein de le renvoyer à la prochaine session de 1921. Les remises et les compromis sont la méthode ordinaire de la section politique et de la section juridique ; leurs directeurs, MM. Mantoux et Van Hornel, y ont une influence prépondérante. Et ils ne laisseront pas, en l'occurrence, d'utiliser le fait que l'Allemagne n'a pas officiellement formulé sa demande d'admission et qu'aucun membre de la Ligue n'a fait connaître, au moment de l'établis-

(1) La Grande-Bretagne demanda ainsi à la Ligue d'étudier le transfert de souveraineté des Iles d'Aaland de la Finlande à la Suède, et elle est à la veille d'obtenir leur neutralisation militaire.

sement de l'ordre du jour de Genève, son désir d'y voir discuter cette question.

Il a été décidé, en effet, que le secrétaire général de la Ligue provoquerait à Genève la discussion des demandes officielles d'admission de la Bulgarie, de l'Autriche, de la Lettonie, de la Lithuanie, de l'Esthonie, de la Géorgie, de l'Arménie, du Luxembourg et du Liechtenstein ; c'est dire qu'on entendait bien ne pas parler du cas allemand. Et dans le cas où l'un des délégués en prendrait l'initiative, on avait convenu de lui objecter le règlement qui n'autorise que la discussion des questions inscrites par avance à l'ordre du jour, — tous les États adhérents ayant été invités, dès le mois de juin, à notifier les questions qu'ils désiraient y voir figurer.

Désormais, ce scénario trop bien réglé est tout entier sans objet. L'ordre du jour de l'assemblée de Genève comporte, en effet, cette addition : « 5° *Admission des Etats non mentionnés à l'annexe du pacte.* » Aucune réserve ne limite ce texte aux nations qui ont officiellement sollicité leur admission ; il couvre donc le *cas allemand* avec les autres. Il est plus que suffisant pour permettre à n'importe quel délégué d'en demander la discussion, en faisant valoir, justement, que la présence d'une telle rubrique, dans le programme communiqué en juin à son gouvernement, persuada celui-ci que la discussion en était officiellement prévue et qu'aussi bien il n'avait pas à demander son inscription à l'ordre du jour.

Cette discussion, désirée par plusieurs États neutres, ne saurait donc être évitée, en dépit des fonctionnaires de la Ligue qui espèrent que, survenant par surprise, elle sera moins sensible à l'opinion française. Il est même officieusement connu que l'Allemagne a comploté avec l'un des États scandinaves la présentation de sa propre demande par l'un des délégués de ce pays.

* * *

Dans quelles conditions ce débat s'ouvrira-t-il?

Le fait qu'au congrès des Associations nationales de propagande en faveur de la Société des nations, tenu en octobre à Milan, neuf délégués sur quatorze se prononcèrent contre l'admission immédiate de l'Allemagne en adoptant la thèse de M. Aulard, d'après quoi l'Allemagne devrait prouver d'abord son intention d'exécuter le traité et qu'il convenait d'attendre, pour l'admettre, que cette exécution fût plus avancée, — un tel fait ne doit pas donner de faux espoirs. Car, non seulement ces associations privées ne représentent pas toujours les vues de leurs gouvernements, mais tous les pays

adhérents à la Société des nations n'en possèdent point de semblables : c'est notamment le cas de ceux qui n'étaient point représentés à Milan, et qui sont pour la plupart partisans de l'admission sans délai de notre ennemie. En outre, chaque nation sera représentée à Genève par trois délégués ; chacun votera isolément, et sans accord préalable, — ce qui complique encore la situation.

Cinq pays voteront assurément contre l'admission immédiate de l'Allemagne. Ce sont, avec la France, la Pologne, la Belgique, le Brésil et le dominion d'Australie.

L'Angleterre gardera sans doute la neutralité, ses voix et celles du Canada se divisant. La Grande-Bretagne ne voudrait pas, en effet, prendre ouvertement position contre le point de vue français ; mais un fort courant, créé par la *League of Nations Union* de Londres et patronné par lord Robert Cecil, existe chez nos voisins, qui tend à l'admission de l'Allemagne. La délégation sud-africaine, dont lord Robert Cecil assumera la présidence, la votera à coup sûr.

Le vote de la Grèce contre l'admission est très probable, bien que la situation intérieure de ce pays et les intrigues constantiniennes puissent le modifier ; la même probabilité existe pour la Roumanie.

La Tchéco-Slovaquie, l'Espagne et le Portugal (qui eût suivi l'Angleterre si celle-ci avait eu une politique plus nette sur la question) entendent ménager tout le monde et sont favorables à une solution intermédiaire : admission immédiate sous certaines réserves et conditions, ou admission différée, mais formellement promise, dès que le traité aura été exécuté dans une proportion spécifiée.

L'Italie, qui essaye de se rapprocher de l'Allemagne et qui négocie en ce moment avec elle un accord économique, votera l'admission. Le Japon pareillement, qui, lui aussi, cause avec Berlin pour faire reconnaître son droit d'action en Sibérie et consacrer définitivement son occupation du Chantoung.

Quant aux trois pays scandinaves, Suède, Norvège et Danemark, à la Hollande et à la Suisse, ces cinq États « neutres » sont pour l'admission immédiate de l'Allemagne, sans réserves ni conditions ; les quatre premiers vont même jusqu'à laisser entendre, et la Suède en particulier, que si la chose leur était refusée, ils seraient contraints de réduire leur participation aux activités de la Ligue. L'attitude de ces États ne s'inspire pas seulement du souci de prolonger leur neutralité. Les craintes que leur inspire la prépondérance naissante de l'Angleterre dans la Ligue y ont aussi leur part. Enfin, et pour tout dire, l'admission de l'Allemagne « dans le délai le plus court » leur a été imprudemment *promise*, l'an passé, lorsqu'il s'agissait d'obtenir leur adhésion immédiate à la Société des nations,

sans quoi celle-ci n'aurait pu exister. Ces pays ont ainsi l'impression qu'on cherche à violer l'assurance qui leur a été donnée.

Aigrie par l'intervention de la Ligue, provoquée par l'Angleterre dans la question des îles d'Aaland, la Finlande se joindra probablement à eux.

Restent les républiques sud-américaines qui, par leur nombre même, paraissent devoir décider du vote. Successivement pressenties par les fonctionnaires de la Ligue et par les partisans de l'une et l'autre thèse, elles se sont gardées de manifester aucune préférence et elles assurent que leurs délégués se décideront d'après l'allure des débats. Mais il faut noter ici que le Brésil a déjà sur elles l'avantage d'être représenté au conseil de la Ligue, ce qui suscite une animosité dont on peut craindre qu'elle ne les porte à prendre le contre-pied de sa décision. Or, le Brésil est hostile à l'admission. Et ces craintes sont encore aggravées, si l'on songe à la très grande activité de la diplomatie allemande auprès des pays sud-américains en ces derniers mois. En tout cas, on peut déjà être certain que le conflit chilo-péruvien nous assurera au moins un second dissident.

Résumons la situation : un petit groupe très actif des anciens États neutres du nord de l'Europe mène campagne pour l'admission immédiate. En face de celui-ci, une autre minorité, conduite par la France, combat cette admission et essaye de s'y opposer. Entre ces deux extrêmes, la plupart des membres de la Société cherchent à trouver un compromis, et ils sont assez peu engagés sur le fond pour être gagnés par le parti qui apportera la solution la plus modérée en apparence. Ainsi le débat semble devoir s'engager, à Genève, sur des solutions transactionnelles, plutôt que sur des solutions nettes.

*
* *

Tout cela n'a pas laissé de donner à réfléchir aux membres du secrétariat de la Ligue des nations. C'est ainsi que les menaces déguisées de la Hollande et des pays scandinaves de se retirer de la Ligue si l'Allemagne n'y est pas immédiatement admise les ont impressionnés au point que tout leur semble préférable, voire même le mécontentement de la France. L'absence de l'Amérique est déjà durement sentie, au moral et au budgétaire, et la Ligue ne peut courir le risque de nouvelles défaillances.

Cependant, ses fonctionnaires redoutent que l'admission immédiate de l'Allemagne, sans même une apparence de réserves, provoque un éclat de la part de la France. Les articles de J. Bainville

dans *l'Action française* du 4 août et de Pertinax dans *l'Echo de Paris*, montrant que la France ne peut accepter le risque d'avoir à envoyer des troupes défendre le sol allemand, s'il était jamais envahi, ont été remarqués à la Ligue. Leur conclusion, à savoir que la France devrait plutôt se retirer de la Société des nations, y a été retenue. Des propos identiques de l'ex-président Poincaré ont été rapportés, et aussi, cette déclaration d'un député français, membre de la commission des Affaires étrangères, que, dans le cas d'une admission immédiate de l'Allemagne, sans correctif, la seule porte de sortie laissée à notre pays serait l'adoption immédiate par notre Parlement de réserves aux articles 10, 15 et 16 du pacte, sur le modèle des réserves proposées aux États-Unis par le sénateur américain Lodge.

Aussi, et tout en souhaitant admettre l'Allemagne sans retard pour satisfaire les États scandinaves, les fonctionnaires de la Société des nations voudraient bien trouver une formule qui — le mot est de M. Mantoux — « ménageât les nerfs de la France ». Et, tout de suite, on a cherché le compromis.

Deux solutions de ce genre seront présentées à Genève, l'une qui paraît recevable, l'autre absolument inacceptable.

La première formule représentera le point de vue français. Elle s'inspire de la thèse déjà soutenue par M. Aulard au congrès de Milan : le pacte prévoit l'admission de nouveaux membres, à la condition que les postulants aient prouvé leur intention de tenir leurs engagements internationaux. La meilleure preuve étant un commencement effectif d'exécution, il convient d'attendre que l'Allemagne l'ait donnée pour l'admettre. Et comme elle a notamment des obligations importantes à exécuter au printemps de 1921, la remise à un an au moins s'impose. Cela n'empêcherait pas d'ailleurs que l'assemblée puisse dès maintenant décider — pour satisfaire les pro-Germains — le principe de cette admission à terme. La solution n'est pas parfaite, puisqu'elle ne fait qu'ajourner la difficulté, mais elle nous accorderait un répit et ce serait du temps gagné.

L'autre formule est extrêmement dangereuse car, tout en se présentant avec un aspect assez semblable, elle aurait des conséquences tout opposées : c'est la contre-proposition que les Scandinaves ont le dessein d'opposer à la thèse française.

Elle préconise l'admission immédiate de l'Allemagne — avec toutes ses conséquences — mais elle y met des réserves ; elle envisage la suspension automatique si l'Allemagne interrompait « volontairement et sans excuse valable » l'exécution des obligations qui lui sont imposées par le traité.

L'argumentation préparée par nos adversaires pour justifier cette proposition serait :

1o Que l'exécution du traité devant se prolonger pendant trente ans au moins, il ne saurait être question d'en attendre la fin ;

2o Que le texte du pacte ne dit point que les postulants « doivent avoir *rempli* leurs engagements », mais seulement « avoir *prouvé leur volonté de les remplir* » ;

3o Que si l'Allemagne est peut-être en retard pour quelques-unes de ses obligations, ce qu'elle a déjà fait : la destruction de son armement et la livraison de sa flotte de guerre — qui ne lui laissent aucune possibilité de reprendre la lutte, — ses livraisons de tonnage marchand, de bestiaux et d'or — prouvent suffisamment, dès aujourd'hui, sa volonté de s'exécuter ;

4o Et enfin, que l'adjonction à l'admission de l'Allemagne d'une clause suspensive, arrêtant les effets pratiques de cette admission avec tout arrêt dans l'exécution de ses engagements, serait une garantie suffisante pour l'avenir et les susceptibilités françaises.

Le danger de cette thèse apparaît immédiatement. Dès l'abord, elle donnerait aussitôt à l'Allemagne tous les avantages d'une affiliation régulière, *incluant l'obligation éventuelle pour la France d'envoyer des troupes à son secours*, si elle était envahie par les bolchevistes, par exemple. Elle déplacerait ensuite l'obligation de la preuve à faire que l'Allemagne remplit ou ne remplit pas ses engagements. Alors que le texte du pacte lui impose d'en fournir elle-même la preuve préalable, le compromis scandinave en rejetterait sur nous tout le soin. Pour obtenir la suspension de l'admission de l'Allemagne, il nous faudrait *prouver* que c'est *volontairement* que celle-ci n'exécute pas le traité et qu'elle n'y a point d'excuses. Or, chacun sait combien aisément le Reich en trouve ou en invente ; et qu'à l'en croire, ses défaillances seraient toujours « involontaires ». Comme les Allemands ne déchireront jamais franchement le traité — sauf circonstances nouvelles — mais continueront à obtenir le même résultat en le criblant de multiples coups de canif, cette formule, pratiquement, nous *désarmerait*.

La dénoncer nous semble un devoir. On estime, en effet, qu'elle doit l'emporter à Genève sur la formule de la France. Et l'un des principaux ministres anglais aurait déclaré récemment que cette thèse « ne lui paraissait pas inacceptable, bien qu'elle exigeât peut-être une adaptation ». Voilà qui éclaire et qui explique le propos désormais fameux, tenu à Bruxelles par M. Balfour, il y a quelques semaines, sur « la famille que l'on peut espérer voir bientôt au complet ».

★★★

Mon voyage à Vilna.

L'occupation de Vilna par le général Zeligowski a servi de prétexte à de nouvelles manifestations de cette hostilité pour la Pologne qui est si répandue dans l'Europe d'aujourd'hui. La Pologne, à peine ressuscitée, a autant d'ennemis parmi ses libérateurs que parmi ses anciens oppresseurs. La Société des nations s'est chargée d'exprimer cet antipolonisme qui est un des phénomènes les plus curieux de notre temps. Chose plus curieuse encore : à la Pologne, détestée pour son catholicisme, on préfère la Lithuanie, catholique comme elle, mais où la communauté de religion n'empêche pas les haines de nationalités et de races. Les observations que M. Georges Bienaimé a recueillies sur les lieux mêmes éclairent le conflit polonais-lithuanien. Triste image de l'Europe nouvelle!

J'arrive à Vilna par un temps magnifique. Depuis quinze jours, le soleil ne se lasse pas de briller dans un ciel d'azur, un ciel de printemps. Les feuilles jaunissantes des bouleaux éplorés rappellent cependant que l'automne nous gratifie de ses derniers beaux jours, et le vent froid du nord qui souffle au coin des rues fait songer que la Russie n'est pas loin. Or, la Russie, c'est le bolchevisme, et comment ne pas penser au bolchevisme en parcourant cette vieille cité de Vilna, que l'invasion rouge du mois de juillet dernier a rendue à moitié déserte?

Le séjour des rouges à Vilna et dans la région avoisinante a été d'environ six semaines. Il a suffi à dégoûter définitivement du bolchevisme les partisans que ce régime pouvait compter dans le pays, à l'exception toutefois des jeunes israélites qui s'étaient mis au service des bolcheviks dès leur entrée à Vilna et qui jugèrent prudent de quitter la ville en même temps que l'armée rouge, de peur qu'un gouvernement quelconque, même lithuanien, leur demandât compte des crimes auxquels ils s'étaient associés.

L'enquête n'est pas encore terminée. On a l'impression que les autorités ont évité longtemps de révéler le nombre des victimes que les commissaires du peuple ont envoyées à la mort. Tous les jours on découvre des cadavres abandonnés dans les bois ou enterrés sommairement. Presque tous sont affreusement mutilés. Leur nombre est actuellement de quinze cents. Qu'aurait-il été si vingt mille familles polonaises n'avaient quitté le pays? Elles ont tout perdu ; elles sont ruinées ; mais elles ont du moins conservé la vie.

C'est une singulière destinée que celle des provinces de Vilna, de Grodno et de Minsk, occupées pendant cinq ans par les armées en guerre, dévastées deux fois par le bolchevisme et dans lesquelles six récoltes successives ont été six fois détruites ou pillées par l'étranger ! Le « noble » polonais, « l'aristocrate », le « buveur de sang », comme dit la phraséologie bolcheviste, a été particulièrement éprouvé. Son « château », simple maison de bois, mais grande et spacieuse, a été détruit en mille endroits. Parmi les paysans arriérés et ignorants, la maison du propriétaire polonais représentait le seul foyer de culture et d'intelligence. La fureur niveleuse des bolcheviks s'est empressée de la détruire. Le programme de prolétarisation générale, qui est celui des commissaires soviétistes, a été consciencieusement appliqué en Russie Blanche et en Lithuanie. Plus de ces portraits de famille, contemporains de Sobieski, de Stanislas, de Poniatowski et de Napoléon ; plus de ces belles ceintures tissées d'or et d'argent qui faisaient la réputation des artisans de Sluck et l'orgueil des familles qui les possédaient. Plus de bibliothèques aux vieilles et nobles reliures. Le bolchevisme porte en soi toute la vérité, comme jadis la religion de Mahomet ; il n'a pas besoin de livres, surtout de livres « bourgeois ». Dans les jardins, dans les prés avoisinant le « dwor » polonais, on trouve épars, déchirés, à demi brûlés ou souillés d'ordure, les livres des bibliothèques.

L'ordure, c'est ce qui domine après le passage des bolcheviks. Ce qu'ils n'ont pu emporter, ce qu'ils n'ont pu briser ou détruire, ils l'ont souillé. On est confondu de la fureur scatologique développée dans l'armée rouge en même temps que la doctrine bolcheviste ! Dans l'hôtel où je me trouve, naguère encore l'un des mieux tenus de la ville, le linge, l'argenterie, la cave, les meubles précieux ont été pillés. Mais ce qui est le plus odieux, me dit un maître d'hôtel, les larmes aux yeux, c'est l'ignoble saleté des bolcheviks dont on retrouvait partout les preuves dégoûtantes.

Installés dans les plus belles chambres, les commissaires russes les transformaient en latrines. Leurs exigences à l'égard des domestiques étaient sans bornes. Ces serviteurs des « bourjouis » étaient considérés par les bolcheviks comme des « bourjouis » eux-mêmes. Aussi les bolcheviks les faisaient-ils marcher ! Au milieu de la nuit, ils les appelaient et les chargeaient des travaux les plus répugnants. Ils se faisaient aussi un plaisir de leur conter leurs exploits. « Je n'ai pas perdu ma journée, disait l'un d'eux, j'ai fusillé treize Polonais ! »

— Ils en ont massacré des Polonais ! me disait le gérant de l'hôtel, de ces messieurs que je connaissais bien, qui venaient souvent dans

cet hôtel quand ils quittaient leur campagne pour séjourner à Vilna. Ils ont tué M. Minejko, un homme excellent, bon comme un enfant. Ils l'ont martyrisé. On a retrouvé son corps percé de gros clous.

De divers côtés, j'ai entendu parler de ce M. Minejko. Jeune encore, riche, actif, il était aimé des paysans ses voisins. Très serviable, il aidait volontiers les commerçants polonais dans la lutte difficile qu'ils soutiennent contre les commerçants juifs, dont l'influence économique prépondérante à Vilna s'exerce dans un sens anti-polonais. M. Minejko était une victime de choix. Aussi fut-il martyrisé.

Le goût sadique de la souffrance, du sang et de l'ordure sont les caractéristiques de « l'action bolcheviste ». C'est l'Asie tartare et mongole, ce sont les passions violentes et sanguinaires des Orientaux qui reparaissent chez les Moscovites et chez les Sémites qui les conduisent. « Grattez le Russe, vous retrouvez le Tatar. » Des centaines de Polonais ont péri dans les tourments, comme M. Minejko. Leurs corps portent les traces de leur supplice.

— Ils ont promené en ville des mains et des bras coupés, me dit un petit commerçant polonais. Je les ai vus devant ma boutique.

— Les bolcheviks ont tout pillé, ajoute une tierce personne, particulièrement bien renseignée. Je n'ai échappé moi-même que par l'entremise d'un inconnu qui a dit, je ne sais pourquoi, que j'étais sans importance. Jamais le dédain de ma personne ne m'a été aussi agréable Ce que je redoutais le plus, c'étaient les délateurs. Des gamins de seize ans, israélites pour la plupart, s'étaient faits les dénonciateurs des Polonais. On les voyait entrer dans les maisons, regarder insolemment les femmes et leur dire : « Bourjouis, vous avez des glaces, un piano, des serviettes, des draps ; vous êtes des ennemis des bolcheviks ! » Et le pillage commençait. Plusieurs fois, des servantes, matrones hardies, ont attrapé les jeunes juifs par les oreilles et les ont rossés d'importance.

J'ai retrouvé à Vilna, non loin des vieux bâtiments de l'Université, pleins des souvenirs de Batory, des Wasa, de Czartoryski et de Mickiewicz, j'ai retrouvé un bon ami de Paris, qui vécut de longues années dans son modeste atelier de sculpteur à Montrouge. Sa qualité de Polonais le désignait à la fureur des bolcheviks. Arrêté, jugé pour la forme, il fut condamné à mort. Les exécutions avaient lieu la nuit. A minuit, les victimes étaient arrachées de leur prison. Dans les corridors obscurs, un bruit de pas retentissait. Une porte grinçait ; une victime était emmenée. Et quinze fois de suite, mon pauvre ami eut l'idée affreuse que sa porte allait s'ouvrir et que sa dernière heure avait sonné. L'entremise d'amis dévoués, l'un lithuanien, l'autre israélite, sauvèrent l'existence de cet excellent et inoffensif artiste.

L'attitude du gouvernement lithuanien à l'égard des bolcheviks triomphants ne pouvait être bien hardie. L'État lithuanien n'est qu'un petit État, à peine organisé encore. Son petit peuple, travailleur, tenace, obstiné, est capable d'un vigoureux effort ; mais ses gouvernants oublient trop que leur nation ne représente guère que deux millions d'individus. Devant l'invasion bolcheviste de juillet dernier, la petite armée lithuanienne (environ quatre divisions) aurait pu s'unir à l'armée polonaise et former la gauche du front polonais. Le gouvernement lithuanien préféra proclamer sa neutralité à l'égard de la Pologne et de la Russie bolcheviste. Mais en même temps qu'il affectait ce désintéressement dans la lutte de la civilisation contre la barbarie, le gouvernement lithuanien traitait avec les bolcheviks et prenait position contre la Pologne. Dans le moment même où les bolcheviks marchaient sur Varsovie, la Lithuanie obtenait de Trotsky la cession de la ville et de la province de Vilna. L'État lithuanien doublait ainsi l'étendue de son territoire en annexant des pays slaves (polonais et blancs-russiens), où l'élément lithuanien est nul ou fort peu nombreux. En même temps, franchissant la ligne Foch, dans la province de Suwalki, les Lithuaniens occupaient toute la moitié méridionale de cette province (Suwalki, Sejny, Augustowo), c'est-à-dire un pays presque exclusivement polonais.

L'entente de la Lithuanie avec les bolcheviks apparut mieux encore lorsque le gouvernement lithuanien autorisa le passage à travers son territoire des soldats rouges échappés de Prusse Orientale, où les autorités allemandes auraient dû les interner. Collusion avec les soviets, collusion avec l'Allemagne, hostilité ouverte contre la Pologne, telle fut l'attitude du gouvernement lithuanien pendant ces deux mois de juillet et d'août 1920, où se jouèrent non seulement les destinées de la Pologne, mais peut-être aussi celles de l'Europe. Au prix de la ruine d'une moitié de son territoire, la Pologne a repoussé le bolchevisme russo-asiatique, comme tant de fois naguère elle repoussa les hordes tartaro-asiatiques qui menaçaient l'Europe. Malheureusement le mot de Michelet reste vrai : « L'Europe, indifférente, oublie le danger qu'elle a courue et qui l'en préserva ! » La France, certes, n'oublie pas la Pologne, et le peuple polonais lui en est profondément reconnaissant. L'accueil chaleureux que vaut au voyageur la qualité de français démontre assez les sympathies dont jouit la France parmi la nation polonaise. L'Angleterre malheureusement ne manifeste aucune sympathie à l'égard de la Pologne. Les deux pays seraient en guerre que l'Angleterre pourrait difficilement faire à la Pologne plus de mal qu'elle ne lui a déjà fait.

Par contre, l'Angleterre soutient la Lithuanie. Elle s'est même

flattée de supplanter en Lithuanie l'influence allemande ; illusion dont les représentants anglais, le colonel Talence notamment, sont enfin revenus. L'influence allemande reste prédominante en Lithuanie.

Toutefois, le rôle économique de l'Angleterre n'est pas insignifiant dans le pays lithuanien. Les Anglais ont obtenu du gouvernement lithuanien une sorte de monopole pour l'exportation du lin. Un commerçant français qui avait conclu un marché de lin s'est vu de la sorte refuser la marchandise.

L'exploitation du bois doit être aussi le monopole d'un groupe anglais pendant quinze ans. La chose est si grave que le gouvernement lithuanien hésite à signer le traité. Mais ce gouvernement peut compter sur l'appui de l'Angleterre pour faire valoir ses « droits » sur la province de Vilna que les bolcheviks lui ont généreusement octroyée pour prix de sa neutralité bienveillante en juillet dernier. Le gouvernement lithuanien ne répugne pas à un certain bolchevisme. La renaissance nationale lithuanienne, favorisée par les Allemands au cours de la guerre, s'appuie surtout sur l'hostilité et la haine excitées chez les paysans lithuaniens à l'égard des « seigneurs » polonais vivant en Lithuanie. A part quelques grandes familles comme les Tyszkiewicz et les Radziwill, dont plusieurs se sont ralliées au gouvernement lithuanien dans une intention facile à comprendre, les fameux « seigneurs » polonais, désignés à la haine des démagogues, sont pour la plupart des propriétaires qui vivent sur leurs terres d'une vie sans luxe, presque sans distractions, et dont ne voudraient pas nos gros fermiers de Beauce ou de Brie.

Le nationalisme lithuanien est fait de la haine des Polonais autant que des souvenirs assez vagues de Gedymin, de Kejstout et de Vitantas (Vitold). C'est la promesse des terres polonaises qui a galvanisé le patriotisme des paysans. La loi agraire a déjà fonctionné dans maints districts. Les propriétaires polonais ont été réduits à soixante-dix hectares de terre et tout le surplus qu'on leur a enlevé ne leur a valu aucune indemnité. Au contraire, les réquisitions que nécessite la guerre polono-lithuanienne sont faites presque exclusivement chez les Polonais. Elles ne comportent aucun paiement, aucune rémunération. Bien heureux quand les réquisiteurs ne se trompent pas sur le poids et sur la quantité, quitte à réclamer deux fois la réquisition exigée. Il n'est pas exagéré de dire que le gouvernement lithuanien use à l'égard des propriétaires polonais de procédés quasiment bolchevistes. L'appel de la Diète de Kowno du 25 septembre dernier ne demandait pas seulement au peuple lithuanien de prendre les armes contre « l'envahisseur » polonais ; il incitait obliquement les paysans lithuaniens à chasser et à exterminer les propriétaires polo-

nais résidant en Lithuanie. Après les menaces de mort adressées par le député Slezevicius en pleine Diète à l'égard des Polonais, cet appel de la Chambre était significatif.

« Les troupes polonaises, disait la Diète, *conduites par les propriétaires polonais de Lithuanie,* viennent envahir votre territoire, piller vos fermes, vider vos granges, etc... » C'est au lendemain de l'appel de la Diète que s'est produite à Kowno une manifestation antipolonaise et antifrançaise, au cours de laquelle les manifestants (israélites pour la plupart) ont crié : « A bas la France ! » en passant devant la mission militaire française dirigée par le colonel Reboul. C'est aussi de l'esprit de la Diète lithuanienne que s'inspirent les fonctionnaires qui recommandent aux magistrats de ne pas juger selon le code, mais selon l'intérêt lithuanien, dans les procès où se trouvent engagés un Polonais et un Lithuanien. C'est encore l'esprit démagogique de la Diète que l'on retrouve dans cette interdiction faite aux propriétaires de congédier leurs valets de ferme. Un domestique peut ne rien faire et insulter son maître ; son maître ne peut le congédier. Dans telle ferme que l'on me citait, le travail s'étant prolongé une heure au delà du temps normal, par suite d'une nécessité imprévue, les valets ont battu le propriétaire. Ailleurs, c'est un valet de chambre qui dit à son patron : « Vous avez mis du seigle dans cette terre ; l'an prochain, quand elle sera à moi, j'y mettrai plutôt du blé. » Un autre disait à son maître : « Votre fils est à l'Université. Mon fils y sera aussi. Mais le fils de votre fils sera domestique comme moi ! » L'appétit de prendre *la place* du maître, la place du chef, est une manifestation de bolchevisme trop souvent encouragée par le clergé lithuanien. Les prêtres lithuaniens ont le mérite d'avoir ardemment travaillé à la rénovation de l'esprit lithuanien. Ce sentiment lithuanien était médiocre parmi le peuple, disposé souvent à se considérer comme polonais. La langue lithuanienne (tout à fait différente des langues slaves) était moins cultivée, naguère encore, que ne l'est notre vieille langue celtique en Bretagne. Les seuls intellectuels que comptait le peuple lithuanien étaient quelques fonctionnaires qui parlaient habituellement le russe ou le polonais, quelques instituteurs, quelques poètes locaux et enfin les prêtres qui, soutenus par le gouvernement russe, ont pris une grande place dans les séminaires polonais de Kowno, Sejny et Vilna depuis quarante ans. Peu à peu, ils sont parvenus à faire de ces séminaires des établissements presque exclusivement lithuaniens.

Le goût de la prêtrise est très répandu dans le peuple lithuanien ; les vocations sont nombreuses et les avantages de la profession sont très appréciés. Le curé lithuanien est un véritable potentat

dans sa paroisse ; seul le propriétaire polonais peut lui porter ombrage par sa culture intellectuelle et par sa fortune. C'est une des raisons de l'inimitié, de la haine même que tant de prêtres ont vouée aux polonais en Lithuanie. Les manifestations de cette haine sont si violentes que j'hésite à croire ce qu'on m'en dit. Je m'informe auprès des personnes les plus sérieuses et les mieux renseignées ; les faits me sont confirmés. Ici, c'est un prêtre qui, au début de la guerre, prévoyant que les Polonais fuiraient devant les Allemands et chercheraient refuge en Lithuanie, conseille à ses paroissiens de les repousser et de les battre. Là, c'est un prêtre qui défend à ses ouailles de prier en polonais, dans leur intérêt d'ailleurs, toute prière polonaise devant « passer par Varsovie » avant que d'arriver à Dieu, tandis qu'une prière lithuanienne monte tout droit au ciel. Ailleurs, un prêtre conseille de frapper par derrière les Polonais que l'on rencontre seuls dans la campagne. Un autre encore s'offre à bénir les armes qui frapperont les Polonais. Un autre enfin soutient que de tremper ses doigts dans le sang d'un Polonais est la meilleure des indulgences.

Le gouvernement lithuanien voudrait arrêter ces excès qu'il ne le pourrait pas. Le gouvernement est dominé par le parti démocrate-chrétien, lequel à son tour est dominé par les prêtres. Une douzaine de prêtres seulement siègent à la Diète qui compte cent-vingt membres, mais à leurs côtés s'assoient nombre de paysans entièrement dominés par leurs curés. Le ministre des Affaires étrangères Purickis est un prêtre ; le chef des chrétiens-démocrates Krupovicius, type de démagogue bolchevisant, est également un prêtre.

Les élections pour la Diète ont eu lieu au printemps dernier. Tout le peuple lithuanien, hommes et femmes, presque tous illettrés, y a pris part. Exemple de démocratie dont le gouvernement lithuanien est très fier. Ces élections ont été faites par des sermons en chaire, des meetings aux portes des églises. La majorité démocrate-chrétienne est sortie de là.

C'est cette majorité qui a décidé la loi agraire et les mesures de vexation contre les propriétaires polonais. Récemment, une nouvelle menace a été suspendue sur la tête de ces « aristocrates ». Les paysans ont été autorisés à former des comités locaux chargés de surveiller les propriétaires et de provoquer l'arrestation des « suspects ». Ces comités peuvent aussi provoquer le partage des grands domaines. Les propriétaires polonais ne se sentent plus en sûreté, et plusieurs qui avaient résisté l'an passé aux Allemands de Bermondt, le fusil à la main, se sentent découragés par la menace populaire qui pèse sur eux. Beaucoup ont quitté leur maison et leurs biens ; c'est ce que

demandent les Lithuaniens. D'autres qui ne comprenaient pas ce qu'on voulait d'eux ont été battus, emprisonnés ; ils ont fini par quitter le pays. J'en ai rencontré un qui m'a raconté sa navrante histoire. Désigné à la fureur du peuple, au cours d'un meeting où un démagogue dénonçait par leur nom les propriétaires polonais du voisinage, ce malheureux fut appréhendé par l'orateur de carrefour. Giflé, battu, il fut conduit en prison à Kowno, prison infecte d'où enfin il put sortir. Il a fui le pays à tout jamais.

Déjà le gouvernement lithuanien a gravement offensé la Pologne en permettant aux bolchevistes de passer sur son territoire ; ce même gouvernement a fait acte d'hostilité contre la Pologne en occupant Suwalki. C'est alors qu'il eût été facile à l'armée polonaise de pousser une pointe sur Kowno et de mettre la main sur la poignée de meneurs qui dirigent le gouvernement lithuanien ! La Pologne s'est abstenue. Elle n'a pas vengé ses injures. Elle n'a pas rendu les coups qu'on lui portait. Une sorte de sentimentalité romantique empêche les Polonais de frapper leurs « frères » lithuaniens.

Les Polonais viennent d'occuper Vilna et sans coup férir. Mais Vilna n'est pas lithuanienne et les Lithuaniens le savent si bien qu'ils considéraient eux-mêmes leur installation comme précaire. Ils m'en ont fait l'aveu et j'en ai fait la constatation. Certes, l'occupation polonaise de Vilna n'est pas correcte ; mais celle des Lithuaniens ne l'était pas davantage. Comment d'ailleurs parler de correction avec un gouvernement complice des bolcheviks et qui n'a pour le soutenir à Vilna que cette partie de la population juive qui courait au-devant des commissaires bolchevistes et prononçait des discours pathétiques sur les tombes des soldats rouges enterrés près de la cathédrale?

GEORGES BIENAIMÉ.

LES LETTRES

LA LEÇON DE DOMINIQUE

Depuis que la paix nous a rendus aux travaux de notre état, nous ne nous contentons pas de rendre un juste hommage à ceux d'entre les nôtres que la guerre nous a pris, nous saisissons tous les prétextes de commémorer les gloires les plus certaines de la littérature, et il n'est point d'anniversaire que nous ne célébrions, de mort illustre dont nous n'honorions la mémoire. Les journaux et les revues sont pleins de tels éloges ; j'aime à croire que ce renouveau du panégyrique funèbre ne cache point, chez ceux qui s'y consacrent, un cruel embarras d'employer les termes de la louange à des fins plus actuelles et que cette crise de la critique n'est pas le signe d'une crise de l'esprit. On voudrait, à tout le moins, qu'il y eût là autre chose qu'une habitude de journalistes fatigués, et que les cérémonies dont ils sont les ordonnateurs exacts eussent vraiment une utilité et un sens. C'est bien de disserter sur le talent d'un Mérimée, d'un Fromentin, mais les manuels y suffisent et nous n'y apprenons rien de nouveau, rien, veux-je dire, qui nous serve, qui soit susceptible d'agir sur les directions présentes des lettres françaises. L'anniversaire d'un Moréas et les commentaires qu'on lui doit, voilà qui, par contre, nous sembla opportun, en ce que la leçon de ce poète nous informe sur ce grand débat entre classiques et romantiques qui ne sera jamais clos ; et puis l'exemple était bon pour tous ceux — et ils sont nombreux — qui estiment qu'aujourd'hui notre office doit

consister à maintenir contre les puissances de déraison un certain ordre de culture, un classicisme agissant : c'est encore de la littérature militante et nous sommes pour un temps condamnés à ces ouvrages de défense. Les revisions de valeur s'imposent et dans tous les domaines. Je ne vois guère qu'on y ait songé en parlant de Fromentin. A-t-on voulu propager son influence, conseiller son étude aux jeunes écrivains d'aujourd'hui à la recherche d'un modèle? J'estime qu'il n'y aurait rien là que d'assez fâcheux et j'en voudrais indiquer les raisons.

Nul plus que nous n'est sensible à la poésie de *Dominique;* elle exprime en traits sobres, dépouillés, dans une langue d'une décoloration exquise, des sentiments qui attestent le climat moral de la race où ce livre a pu naître. Et c'est une référence sur la vie sentimentale d'un peuple que des œuvres de cette qualité. Madeleine, comme Mme de Mortsauf ou la princesse de Clèves, sont des amoureuses de chez nous. Et nul ne pense à contester que celui-là avait l'âme bien née qui a tracé un tel portrait de femme. Mais Dominique? car c'est à lui que s'attachent les fidèles de Fromentin, qui ne le séparent pas de son modèle et y trouvent sa propre ressemblance. Au reste, ils n'ont pas tort. Et sans chercher jusqu'à quel point Dominique est ou n'est pas une autobiographie, ce que nous savons de la vie de Fromentin par sa correspondance nous autorise à les confondre. C'est donc bien un document psychologique que nous tenons là et qui nous révèle l'artiste et l'homme.

Or, ce témoignage, on nous assure qu'il contient un enseignement qui a de « quoi suffire aux plus hautes exigences du sentiment moral ». Voilà qui veut être examiné d'un peu près. Passe encore qu'on exclue « du cercle des âmes sensibles, un peu hautaines » celui que Dominique ennuie. Et nous y consentons. Mais que du récit de ses tiédeurs, de ses sécheresses ou de son exaltation se dégage une leçon de moralité supérieure, c'est ce que nous allons voir. Bonne manière, d'ailleurs, de prendre ce livre, car il ne se justifierait que dans la mesure où il servirait à guérir le mal contagieux qu'il décrit.

Vous connaissez le sujet : c'est Dominique lui-même, son enfance comprimée, ses ambitions déçues, ses amours malheureuses et l'acceptation définitive de sa médiocrité, dès qu'il parvient à l'âge d'homme. Dominique est le fils de René, un héros romantique assagi, qui n'a pas grandi dans le souvenir tumultueux des batailles impé-

riales, mais parmi la morne platitude d'une société bourgeoise et guindée. Il a eu vingt ans aux environs de 1840 : ce temps n'est plus celui des révoltes orageuses qui emplissaient la solitude de leurs cris. Le ressentiment contre la destinée n'est pas moins vif, mais l'ardeur n'est plus assez forte pour qu'on lui oppose un pathétique refus : et déjà nous glissons vers le pessimisme des réalistes à la Flaubert. Entre Frédéric Moreau et Dominique, il n'y a guère, au reste, qu'une différence d'origine et d'éducation. Et l'on a souvent rapproché la phrase fameuse qui termine *l'Education sentimentale :* « C'est là ce que nous avons eu de meilleur » du dénouement de *Dominique.* Les regrets du héros de Fromentin n'ont pas, il est vrai, cette âpreté vulgaire : il y a plus de distinction dans son cas, et le lyrique charentais l'ennoblit d'une poésie rurale que le réaliste normand se refusait à lui-même. Mais l'un et l'autre livre ont un pareil sujet qui est la démission d'un homme, la défaite d'une vie, ici éclairée d'un jour brutal et dur, là, toute enveloppée des brumes d'un automne dont la mélancolie nous gagne comme une musique humaine. Et ce que l'œuvre a de tempéré, d'enveloppant, d'ombré pour ainsi dire, le charme élégant et sérieux qui en émane, et jusqu'à la monotonie du ton, donne le change sur ce que le sentiment a, au fond, d'ordinaire et de commun. Car il ne faut pas s'y tromper : la résignation de Dominique, pour être moins grossière que celle de Frédéric, n'en est pas moins décevante et son ambiguïté ne fait pas illusion. Chez lui, rien de viril, point de santé morale, et nul ordre intérieur ne se dégage de ce consentement au médiocre, qu'on voudrait nous faire prendre pour une haute leçon morale, jusqu'à nous proposer Dominique en modèle. Ce n'est pas, au reste, un exemple de vie modeste de l'intelligence et du cœur qu'on a accoutumé de trouver en de tels livres, et ceux-là les préfèrent qui se cherchent une existence illusoire et qui portent leur âme comme une morte précieusement embaumée, incapables qu'ils sont de créer et de transmettre la vie. Ne parlons pas de stoïcisme là où il n'y a que lâcheté. Il est trop simple de n'être que malheureux. Fromentin, d'ailleurs, a par avance contredit que son livre pût guérir. Dominique en avait lu de pareils et il fait cet aveu : « Leur exemple ne m'apprit rien ; leur conclusion, quand ils concluent, ne me corrigea pas non plus. »

Mais parlons de la modestie de Dominique, de cette modestie où certains découvrent une leçon d'équilibre moral et d'ordre intellectuel. J'entends bien qu'il dit à son propos qu'il n'est rien « qu'une

quantité négative », mais comme aussitôt il se rattrape sur la *qualité*, si j'ose m'exprimer ainsi. Il est tout penché sur ses regrets et leur complexité délicate, ce qu'ils ont d'émoussé lui cause une indéfinissable émotion. Il désavoue son passé, il se juge médiocre, mais dans sa résignation quelle douce et attirante complaisance ! et avec quelle délectation il s'attendrit sur soi-même et caresse ses souvenirs ! On ne saurait imaginer de défaite plus voluptueuse, et cette humilité — qu'on vante — n'est encore que le plus secret de ses propres hommages. Ne doit-il pas à son renoncement d'acquérir une « personnalité toute-puissante », car mieux qu'ailleurs, dans cette solitude où il enferme son destin, il se sent « seul de sa race, seul de son rang », et son orgueil n'y souffre plus des désaccords sans fin que la vie lui imposait. Découragé par le présent, sans foi dans l'avenir, « plié en deux comme un fakir qui s'examine », il vivra devant l'image pieusement conservée de sa vie intime, « la seule réelle ».

Tel est ce Dominique dont les infirmités de nature nous sont proposées comme l'exemple des plus rares délicatesses. Car l'on a tout dit quand on a parlé de sa « sensibilité exquise ». La conduite de Dominique fuyant Madeleine, au paroxysme de l'amour et à l'heure même où elle lui en fait l'aveu, est pour beaucoup, je crois, dans cette opinion des « âmes sensibles ». Sainte-Beuve qui s'y connaissait n'aimait guère ce dénouement. « Ce Dominique, disait-il, ne doit pas être content de lui, et il ne saurait en définitive nous être présenté comme une manière de sage. Qu'avait-il à faire de souffler pendant des années le feu pour se dérober et s'enfuir au moment où il voit la flamme? Ce n'est qu'un amoureux faible qui a pris sa crainte pour de la vertu, sa timidité naturelle pour un stoïque effort. » Dominique, en effet, n'est qu'un velléitaire, incapable de rien poursuivre et c'est dans toutes les occasions qu'il se révèle comme « un homme qui existe bien peu ». La puissance de la nature est faible en lui et un moraliste chrétien y verrait sans doute une des raisons qui s'opposent à la franchise de son repentir. Comme disait Péguy, même pour le péché, tout le monde n'est pas bon. Ceux qui sont bons pour le péché sont de la même nature, du même royaume que ceux qui sont bons pour la grâce. Dominique n'a pas plus la force de pécher que la force de se convertir : il est incapable de se donner, car il est en perpétuelle défiance de soi ; il ne se prête qu'à demi, c'est un homme de désir. Sa conduite à l'égard de Madeleine est bien dans la logique du personnage, et un faux idéalisme peut seul trouver je ne sais quelle noblesse

à la fuite de Dominique ; mais sa propre confession nous ôte toute envie de l'absoudre. Elle n'est pas, en effet, le récit d'une erreur vaincue, d'une modification profonde de l'être. En vérité, ce qui console Dominique d'être ce qu'il avoue avec une aigreur si hautaine : un homme distingué et médiocre, c'est de songer à ce qu'il fut et qu'il affecte de renier. Mais qu'au fond il chérit ce passé ! Quand il parle de sa médiocrité, il sous-entend et nous suggère que celui-là n'est pas vraiment médiocre qui a pu sentir, rêver, aimer de la sorte, à ce point qu'on passe pour une âme indélicate à ne l'admirer pas. De bons esprits cependant ont noté que l'intention dans laquelle Dominique raconte sa propre histoire et les leçons qu'il en tire ne sont guère supportables. Pour un homme qui « a donné sa démission de lui-même », de quoi est-il donc occupé? remarque Pierre Lasserre (1). C'est le fait de ces confessions inutiles que de chercher à se justifier et pour se justifier à convaincre, à nous gagner aux troubles qu'elles n'avouent que pour les propager. Toujours cette manie de mettre son nom partout, d'inscrire son chiffre à tout propos. D'instinct, des êtres comme Dominique s'adressent à ce qu'il y a de trouble en nous, car ils ont besoin de notre complicité : ils sont payés de leurs aveux par la minute délicieuse où ils émeuvent de leur mal, où ils prennent pied dans nos misères. Et tel est le danger de tels livres qu'ils n'ont pas des admirateurs, mais des complices. Croyez-vous que si Dominique vient vers vous, ce soit par sympathie? S'il nous fait sa confidence, ce n'est pas à cause de nous, et c'est en vain que nous nous efforcerions pour lui. Ces âmes obscures ne nous attirent dans leur nuit que pour s'éclairer sur elles-mêmes. Aussi bien sous prétexte de sincérité, ces indiscrétions singulières ne font guère qu'entretenir le faux dans les sentiments : étrange déformation que le désir d'être sincère impose à l'âme en l'isolant. C'est ici qu'un Stendhal est précieux ! Mais la leçon de Dominique n'est rien qu'une fausse sagesse. Elle est le signe d'un abaissement dans la température morale d'un pays, l'œuvre d'une génération incertaine succédant à une génération fatiguée. A quoi nous sert ce livre? dirait tel jeune homme dont je reconnais l'accent, et il aurait raison. Rien de plus inactuel.

Son influence littéraire est-elle meilleure? Ici je ferai des réserves

(1) Pierre Lasserre, *Portraits et discussions*, p. 72.

plus sérieuses encore, et dans la mesure même où l'on assure « qu'il vaut par l'influence profonde qu'il a exercée depuis un demi-siècle sur notre littérature ». Passe encore que des âmes blessées y cherchent leur propre histoire, mais qu'il les encourage à refaire *Dominique*, la critique a le droit de dire son mot. C'est un fait que ce roman a donné naissance à une littérature innombrable, car il est précisément le roman d'un homme qui n'est pas né romancier, qui n'a pas reçu le don de créer la vie par l'imagination, d'inventer des êtres et des événements. Fromentin le savait bien qui disait de lui-même : « Je n'ai pas l'imagination et la fantaisie qui valent mieux que la mémoire. » Le spectacle du jeu de la vie, le mécanisme des sentiments, le conflit des passions, des intérêts, des vices, tout cela ne l'intéresse pas — et il l'avoue. « Comment, dit Dominique, me serais-je intéressé à des personnages que je n'avais pas vus, que je ne connaissais point. Toutes ces complications de diverses existences si parfaitement étrangères à la mienne me semblaient appartenir à une société imaginaire où je n'avais nulle envie de pénétrer. » Cela même que Dominique rejette, ne sachant qu'un seul personnage : le sien, n'est-ce point ce que nous demandons aux romans, par quoi ils élargissent le champ de nos expériences et nous font participer à une plus large humanité?

Dominique est une œuvre fille de la mémoire, d'une mémoire peu sensible aux faits. Et ce que nous avons dit du personnage se prolonge dans l'esthétique et le jugement moral introduit naturellement ici au jugement littéraire. Fromentin pense de son héros qu'il existe si peu qu'il est presque indifférent de parler de lui soit au présent, soit au passé. Était-il donc nécessaire d'en écrire? Mais sans doute songeons-nous moins ici à *Dominique* qu'à toutes ces autobiographies qu'il a suscitées, à tous ces romans où il ne se passe rien et dont il fut le modèle. Vingt noms sont sous ma plume, que je ne citerai pas pour n'attrister personne. Il est donc vrai que *Dominique* a eu presque autant d'imitateurs que de lecteurs : c'est qu'il est essentiellement le livre de l'*amateur*. Qui n'a pas une histoire d'amour, une enfance incomprise, une adolescence troublée, ses premières expériences à conter? Et ce roman, si c'en est un, qui n'a été tenté de l'écrire? Il n'y faut aucun don de créateur et il est bien significatif que les esprits critiques y soient naturellement portés. Nous avons *Volupté* de Sainte-Beuve, où il y a pourtant davantage : des

parties de vrai roman qui passent inaperçues. Mais Renan avait songé d'instinct à s'exprimer sous la forme du récit personnel ; la confidence était le tour de son esprit, ce qui convenait le mieux à sa complexité ; et pourtant il renonça à *Patrice* comme à *Ernest et Béatrix* qui ne nous furent révélés qu'après sa mort. Taine, qui se confessa dans *Etienne Mayran*, sut pareillement en faire le sacrifice. Voilà de bons exemples où l'esprit critique l'a emporté sur la mélancolie.

Ce genre littéraire peut assurément susciter des chefs-d'œuvre isolés, qui brillent solitaires, d'un éclat discret et voilé. *Dominique* est de ceux-là. Mais les plus parfaits eux-mêmes ne sont pas exempts de ces défauts, qui entre des mains moins habiles ou plus vulgaires deviennent aisément insupportables. Enfin, à un point de vue plus technique, je voudrais indiquer aussi que ces faux romans donnent à l'écrivain un conseil de facilité, de moindre effort, qui est dangereux à une époque où les grands maîtres de la littérature, un France, un Barrès, sont précisément tout le contraire de romanciers. C'est un mauvais métier que celui d'un Fromentin et où se trahit encore l'amateur. Comment est « composé » *Dominique*? D'une longue introduction, faite d'impressions et de souvenirs, puis d'un récit qui se déroule d'un seul fil et trouve son unité dans le sujet qui se raconte lui-même... Voilà la tentation de tout romancier impuissant à projeter hors de soi des personnages, à organiser le drame, à objectiver la vie : il trouve là le moyen d'éluder, de tourner les difficultés qui se dressent devant lui. Il faut n'avoir jamais songé à écrire un roman pour ne pas connaître ces lâches suggestions. A ne les pouvoir surmonter, beaucoup ont pris conscience qu'ils n'étaient pas nés romanciers : plus nombreux sont, hélas ! ceux qui ne se l'avouèrent pas. Craignons que des livres comme *Dominique* ne les aient secrètement conseillés.

Il y aurait pourtant à en retenir quelque chose. On peut prendre chez Fromentin une leçon d'art, une leçon de style, une leçon de goût ; on y trouve, par exemple, tout ce pour quoi nous aimons les Tharaud, la grâce de la ligne, la simplicité du ton, le dédain des artifices, des truculences de la couleur, de tout ce qui nuit à l'expression du sentiment et de la pensée. L'esprit y apprend à dominer les émotions pour les traduire en idées claires. C'est déjà cela : ne lui demandons pas davantage.

HENRI MASSIS.

« *L'Amour et le Secret* » *ou la nouvelle histoire de Psyché.*

C'est en littérature un dessein périlleux que de prétendre inventer un sujet nouveau. Il n'en existe, en somme, qu'un très petit nombre qui, à travers les variations des pays, des coutumes et des âges, demeurent identiques en leur substance ; et l'humaniste goûte un plaisir subtil à retrouver, dans l'imagination de ses contemporains, les thèmes éternels, ceux qui déjà nourrissaient la rêverie antique. Psyché, la curieuse, ne s'était pas contentée de son bonheur et elle avait fait envoler l'Amour qui exige l'ombre et le mystère. C'est cette belle histoire qu'André Beaunier, avec *l'Amour et le Secret*, renouvelle pour nous et ajuste, pour ainsi dire, à notre sensibilité moderne, à nos âmes d'aujourd'hui.

Aussi simple et concentré qu'une tragédie racinienne, ce roman peut être résumé en quelques lignes. Alain d'Ervise, qui a vingt-quatre ans, a trouvé, à son retour de la guerre, sa mère Jenny remariée au célèbre peintre Jacques Fontaille. Alain est timide, songeur et amoureux. Et pendant l'été, à la campagne, il revoit celle qu'il aime depuis longtemps, sans lui en avoir jamais fait l'aveu : Juliette, une ancienne compagne d'enfance et d'adolescence, mariée à dix-huit ans et dont, l'année suivante, le mari avait été tué en duel. Il a couru, à l'occasion de cet événement, des propos fâcheux sur Juliette. Et Alain, qui se déclare à Juliette et qui, tremblant, croit toutefois sentir qu'il est aimé, Alain se tourmente à cause de ce passé. Il interroge sa mère, puis s'adresse à Mathieu Landin, vieil ami de toute sa famille, et qui fut témoin du mari de Juliette. Leurs réponses mêmes ne le satisfont pas. Des détails restent obscurs et attisent ses soupçons. Il ne veut rien ignorer de ce qui touche à son amour. Il ressemble à l'imprudente Psyché.

Le danger qui menace son amour n'est pas où Alain le redoute. Quant aux incidents qui ont amené le duel et la mort de son mari, Juliette est sans reproches. Mais un jour, en présence d'Alain qui tente une esquisse de la jeune femme, Jacques Fontaille commence le portrait de Juliette ; et pendant quelques minutes où Alain s'absente de l'atelier, Fontaille questionne brusquement Juliette, d'une voix qui s'étrangle :

« Vous rappelez-vous, Juliette? Juliette, Juliette, vous rappelez-vous? »

Non, elle ne se rappelle pas. Ou plutôt elle éconduit ce souvenir qui l'importune.

Alain et Jacques ont vite fait de se deviner et se haïr. Et comme, après quelque défense, Juliette ne résiste plus à l'amour d'Alain, Jacques Fontaille s'exaspère. A bout de jalousie, il avertit Mathieu Landin que, pour empêcher le mariage de son beau-fils et de Juliette, il est résolu à tout et même à crier qu'il a été, lui, aimé de Juliette, voilà quatre ans. Telle est la révélation qui doit ruiner deux amours, celui de Jenny et celui d'Alain. Nous attendons, anxieux, la catastrophe que tous les efforts de Mathieu Landin ne pourront détourner. Mais, pour une fois, le sort est bienveillant. Fontaille meurt dans une crise de colère. Ainsi Alain et Juliette peuvent s'aimer à l'abri du secret sauvé. Et ainsi, parce que le scandale n'a pas éclaté, Jenny Fontaille, que Jacques vient de faire tant souffrir, peut organiser autour de la mémoire de son mari la décente comédie de ses regrets, selon « cette liturgie de la douleur qui a une sorte de pudeur auguste, écarte le mort des contingences médiocres et le range une bonne fois dans l'immense et noble famille des morts. »

Une si sèche analyse évoque bien mal un ouvrage orné de séductions multiples, de méditations et de badinage, de grâce, d'émoi et de poésie. Alain et Juliette sont pareils « à l'emblème géminé du désir et de la jeunesse » ; et leur amour, les premières fatuités du jeune homme, ses inquiétudes, son allégresse, tout cela nous est décrit dans des pages frémissantes de tendresse. Juliette, cependant, demeure un peu énigmatique ; et il me plairait, quant à moi, de la comprendre davantage. Comment s'est-elle abandonnée à Jacques, « ce garçon fougueux, mauvais et beau »? A-t-elle cédé à une erreur sentimentale, au prestige du grand artiste, ou quoi? Nous l'ignorons ; sans doute l'auteur, afin de renforcer le sens de son livre, a-t-il volontairement conservé, autour de son héroïne, le secret qui est indispensable à l'amour.

Et ce n'est pas seulement l'amour qui en a besoin. Mathieu Landin, en qui l'auteur a mis ses complaisances, « amateur d'art et amateur de la vie, assez riche pour ne rien faire et trop intelligent pour travailler sans motif », vieil amoureux de Jenny et qui, pour ne pas la gêner, a déguisé en amitié cet amour refusé par elle, — Mathieu Landin nous l'atteste : « Le monde est ainsi fait qu'il ne comporte pas beaucoup de vérité... Il n'est pas déjà très solide et ne tient que par un effet de l'habitude, à condition de ne pas bouger. Une révolution ne vaut rien dans les vieux mondes : et ce monde est vieux ; et je n'imagine pas de révolution plus dangereuse que celle qu'y produirait l'irruption soudaine de la vérité. » Il ne réclame pas

toutefois, dans le train ordinaire de l'existence, la pratique du mensonge, mais seulement le silence : « Le mensonge est le remède des grands jours et ne serait d'un bon usage que si la vérité devenait par trop effrontée. »

Sous des apparences de boutade, cette leçon, qui ne déborde point d'optimisme, est sérieuse. Elle s'accorde à l'antique expérience des hommes et, en ce qui concerne l'amour, au symbole de Psyché. Aussi n'a-t-elle guère chance de persuader les hommes ni les femmes, — ce que, je suppose, André Beaunier ne souhaite pas ; il ne se mêle point de réformer les cœurs. L'amour, dans son essence, a quelque chose de chimérique : loin qu'il s'accommode de la sagesse épicurienne, il ne se soumet à aucune modération. Il aspire à une possession exclusive et parfaite de l'être aimé. C'est ce qui fait la noblesse et, peut-on dire, la vertu d'un grand amour. Alain, s'il acceptait délibérément la protection du mensonge ou même du silence, nous répugnerait un peu. Mais, à l'ordinaire, ceux qui s'aiment ont l'instinctive rouerie de préserver l'un pour l'autre le secret nécessaire ; et ils sont dupes l'un de l'autre lorsqu'ils se jouent l'éternelle comédie et, comme dit François de Curel, lorsqu'ils dansent devant le miroir.

Dans l'*Amour et le Secret*, André Beaunier se montre fidèle à la conception du roman qu'il a manifestée dans ses œuvres antérieures, dans *Picrate et Siméon* et ce mémorable *Roi Tobol*, dans *l'Homme qui a perdu son moi* et *la Révolte* : le roman, pour lui, est le récit d'une aventure d'où se dégage un sens et, si l'on veut, un symbole. Et son œuvre romanesque s'apparente étroitement à son œuvre de critique et d'historien. Qu'il fasse revivre Joubert et ses amis ou Sidonia de Lenoncourt, qu'il étudie les écrivains d'autrefois et d'aujourd'hui, qu'il crée les personnages de ses fictions, il s'applique surtout à suivre, dans les esprits et les cœurs, la vie des idées et des passions ; exempt d'illusions sur les hommes, il se garde de toute indignation pharisienne et leur témoigne une indulgence désabusée. Pénétré d'une philosophie pessimiste, connaissant que tout ici-bas est périssable et vain, d'autant plus attaché à tant d'agréments et de joies éphémères, il oppose au destin rigoureux et inintelligible un délicieux et poignant sourire, un sourire qui sait toutes les tristesses et qui, en dépit d'elles, s'amuse à tout ce que nous offre de plaisant, de pittoresque et de charmant ce monde qui meurt sans cesse sous nos yeux.

René de Planhol.

LES BEAUX-ARTS

LA PEINTURE AU SALON D'AUTOMNE

« Passionné, voire un peu sectaire, accentuant même son particularisme, avouant, — que dis-je, — proclamant ses préférences, ses amitiés, ses répugnances, ses désaveux... » Tel serait le caractère du Salon d'automne, si l'on s'en rapportait à la préface du catalogue, beaucoup plus tendancieuse, au sens propre du mot, et combative, que l'exposition elle-même. A vrai dire, l'éclectisme d'un salon où M. Dada côtoie M. Maurice Neumont ne saurait être contesté. Il est exact que le Salon d'automne, à l'origine, fut un « parti agissant », mais le temps, le snobisme et l'intérêt des marchands aidant, ce parti a triomphé, au point qu'après avoir supplanté la Nationale, il menace à présent les boulevards officiels où se retranchent les Artistes français.

Les résultats directs et immédiats ne sont pas également heureux, mais il faut voir plus loin. Il existe désormais un certain public, relativement nombreux, dont le Salon d'automne a, sinon formé le goût, du moins éveillé la curiosité. En abandonnant son rez-de-chaussée aux « ensembliers », le Salon d'automne a favorisé l'essor d'une industrie de luxe qui menaçait d'être submergée par l'importation étrangère au milieu d'une indifférence générale. Sans admirer tout ce qui se fait dans ce domaine, il faut bien préférer cela au néant. Cette section des ensembles mobiliers a fait glisser insensiblement l'ensemble de l'exposition sur le plan de la mode, où les singularités se font plus aisément admettre. La peinture nouvelle en général et le

cubisme en particulier ont bénéficié de cette préparation des visiteurs qui semble être le rôle des tapissiers.

La visite des salles de peinture n'efface pas l'impression première d'un salon des modes esthétiques et le choix des œuvres n'indique pas un parti très net. Le jury qui fonctionne ici est en principe favorable à toutes les audaces, quitte à reléguer sous les escaliers, ou autour des escaliers (selon que l'exposant a de plus ou moins hautes relations), les sociétaires les plus compromettants.

A ce propos, on aura remarqué que l'excentricité même a quelque chose de froid et de contraint au Salon d'automne. Les contrastes instructifs qui font le charme des Indépendants et lui donnent un ton aventureux s'estompent ici dans une grisaille moyenne. « L'affirmation collective cohérente », dont il est question dans la préface précitée, se traduit par une sorte d'homogénéité centre gauche qui n'a rien de très excitant pour l'œil ni pour l'esprit.

La Nationale avait M. Boldini. De plus en plus mondain, le Salon d'automne a M. Van Dongen. Quatre dames, plus ou moins vêtues et bariolées selon leur situation sociale, semble-t-il, font un gracieux cortège à un portrait de M. Rappoport, qu'on assure être fort ressemblant, et qui montre une joue verte du plus bel effet, — effet un peu usé toutefois depuis M. Besnard. C'est un fait que M. Henri Matisse résiste heureusement à cette espèce de succès. On peut penser de sa peinture ce que l'on veut, excepté qu'elle est vulgaire. Elle se manifeste même rebelle à la vulgarisation. Art souvent incomplet que celui-là, mais qui garde toujours une fleur de naturel. Les proportions de sa grande toile *la Famille* ont paru d'autant plus excessives que la salle où elle est accrochée est assez étroite. Un tableau de genre — et c'en est un par le caractère intime du sujet — ne peut que perdre à un tel agrandissement qui semble un peu factice. La qualité des rapports de tons est moins sensible et l'irréalité du coloris l'est davantage. On le rejette d'autant plus que les admirateurs de M. Matisse souhaitent de le voir s'adonner de nouveau à de grandes compositions, comme ses panneaux de *la Musique* et de *la Danse*, avec toutes les ressources d'un talent assoupli et plus nuancé. Pénétré d'exception, M. Henri Matisse menaçait naguère de faire école. Il fait aujourd'hui presque figure d'isolé. Quelle reconnaissance ne doit-il pas vouer au Cube qui l'a délivré de fâcheux disciples !

M. Braque mérite de connaître pareil destin. Ses natures mortes si agréablement sincères nous reposent des mornes et plates cubisteries que certaines officines débitent en série. On ne peut demeurer insensible à l'harmonie d'une composition si bien liée, d'une plasticité aussi pure. Par leur perfection même, les peintures de M. Braque marquent les limites d'un art où ce peintre si sensible ne pourra rester confiné plus longtemps. Elles ondulent aux frontières de la nature morte et de la peinture de trumeau. La figure y tourne au puzzle et tout autre sujet au rébus. Il n'en reste pas moins que le cubisme a enrichi la peinture d'un certain nombre de formes correspondant à des aspects caractéristiques de notre époque. Son influence directe est surtout sensible dans les arts appliqués et — tranchons le mot une fois de plus — dans la mode. Mais son action intellectuelle a été beaucoup plus considérable. On a dit qu'elle fut surtout négative, et pourtant on lui doit de voir remises en honneur les notions de composition, d'ordre et de rythme. Pourquoi faut-il que ces beaux mots soient des outres vides que chacun gonfle à sa guise ! Sous prétexte d'en préciser la signification, l'on a vu des théoriciens tourner adroitement des définitions générales au profit de leurs propres essais.

Tel n'est pas M. André Lhote, qui a de nobles visées. Dans ses articles de la *Nouvelle Revue française*, il a pris à tâche de « dégager par des méditations cristallisées en théories l'intelligence (de l'artiste) submergée par l'instinct ». Déblayer pour reconstruire, voilà la devise des « constructeurs » qui se placent sous le patronage de Cézanne, d'Ingres et de David. On voudrait savoir de quel David : celui des faux bas-reliefs ou celui des portraits réalistes. Ni l'un ni l'autre ne trahit cette « inquiétude lucide » par où, selon M. Lhote, l'artiste retrouve la naïveté des primitifs. Sous un déguisement spécieux, c'est la cure de primitivisme artificiel et transitoire que préconise M. Lhote.

Enfin, dans les théories de M. Lhote il entre, ou plutôt il entrait, une certaine dose d'opportunisme. En novembre 1919, sous l'empire d'idées généralement acceptées par les esprits « avancés », il écrivait ce qui suit : « Il semble qu'une vaste aspiration européenne fasse osciller en ce moment les murailles qui délimitaient la petite région spirituelle dont se contentaient les bourgeois d'avant-guerre, nos amateurs et les maîtres de nos destinées matérielles..., etc. » Au bout de cette avenue métaphorique, on croit voir se profiler la silhouette

de la Salente bolchevique. Un autre, dans le même temps, annonçait la fin de l'art individuel, proclamait que la peinture de l'avenir serait collective ou ne serait pas. Un autre encore prônait l'art communiste, l'art pour tous et par tous...

Un an a passé qui a vu s'accomplir ce qu'on peut appeler la révolution de l'ordre, universelle et tacite. L'anarchie est passée de mode. Il n'est pas jusqu'au café de la Rotonde où les mots de discipline, de classicisme et même de tradition française ne soient écorchés en divers dialectes. On ne jure que par Clouet, Poussin et Chardin. Un pareil zèle a de quoi surprendre et inquiéter. M. André Lhote l'a fort bien senti. Aussi se garde-t-il d'imiter les coryphées lyriques d'une soi-disant renaissance classique. Il se borne raisonnablement à conclure en faveur de l'équilibre de l'intelligence et de la sensualité. Rien de moins neuf, mais rien de plus sensé. Toutefois si l'intelligence d'un peintre peut se prouver par des écrits, son tempérament ne peut s'exprimer ailleurs que sur la toile. Aussi le bourgeois a-t-il raison contre M. André Lhote lui-même, en s'obstinant à croire que les théories doivent confirmer les œuvres, qu'elles sont le fruit de l'expérience et qu'en fait les systèmes ne valent rien par eux-mêmes. La coutume d'exposer des manifestes ou des démonstrations n'a que trop duré. Chacun a expliqué, plus ou moins clairement, et le plus souvent avec un talent inférieur à celui de M. André Lhote, ce qu'il faut et ne faut pas faire. Le moment est venu pour les peintres de faire ce qui leur plaît. Tant d'efforts pour déplaire au public et à soi-même ont à la fin quelque chose de puéril.

Les écrits de M. Lhote m'ont entraîné hors du Salon d'automne. Je voudrais pouvoir en dire autant de ses tableaux, mais une nature morte cubiste a beau s'intituler *Panier de fruits*, elle n'en est pas moins une nature morte cubiste, selon les recettes courantes du genre, et un paysage a beau s'appeler *Paysage français*, il n'acquiert pas une signification plus ample et un style plus large.

On ne voit pas, par exemple, en quoi le paysage de M. Lhote est plus spécifiquement français que ceux de M. Dunoyer de Segonzac. Nulle inquiétude ne trouble ce dernier dans son ivresse naturaliste. Paysagiste sans remords, il a quelque chose de la carrure cordiale de l'école de Barbizon avec une sourde ferveur végétale qui lui tient lieu de sentiment. Son art ne laisse paraître aucun souci dévorant d'intellectualisme. Pourtant, et bien qu'il n'ait jamais rien écrit, c'est l'un des plus purs connaisseurs en peinture qui se puissent ren-

contrer. Il abonde en vues ingénieuses et juge ses contemporains avec clairvoyance et modestie. Mais il a la pudeur de son intelligence et, volontiers, lorsqu'un reporter d'art prétend tirer de lui une opinion sur les « tendances nouvelles », il répond en priant qu'on l'excuse sur ce qu'il n'a pas « beaucoup de conversation »... Peintre, il se contente d'exprimer son amour de la vie. Expression trop purement physique peut-être, où l'on voudrait qu'il fît pénétrer la fontaine ironique et puissante qui anime ses beaux dessins.

Les envois de M. Vlamynck ont paru être de sa meilleure veine. Ces bords de rivière, ces routes de village — village assez proche du canton de M. Utrillo — donnent parfois, par la répétition des mêmes effets, l'impression d'une facture quelque peu mécanique. Mais il n'est guère de toile de M. Vlamynck où l'on ne découvre des coins étonnants de profondeur et d'intensité expressive. Comment ne pas déplorer que tout dans l'état présent du marché de la peinture conspire à figer dans une manière un artiste aux dons si rares.

Au contraire, les succès de M. Raoul Dufy dans l'art appliqué l'ont contraint à un perpétuel renouvellement. Les paysages qu'il expose cette année forment une suite sur la cité de Vence, un des lieux saints de la peinture nouvelle, fréquentés par des pèlerins à qui Cézanne a redonné le goût du paysage de style.

Une nature morte, légère et vibrante, du même, présente des morceaux peints en trompe-l'œil auprès de transpositions de tons très délicates, contrastes ménagés avec infiniment d'adresse et de goût.

M. Bissière, dont les ouvrages, pleins de réminiscences des maîtres les plus spécifiquement français, ne sont jamais indifférents, a peint dans une gamme fondue assez agréable un concert champêtre qui fait songer aux Le Nain.

De M. Jean Marchand, je préfère, à des paysages d'un coloris un peu cru, une solide figure, dont le sentiment sérieux et simple a cette fois quelque chose de plus énergique et de plus assuré.

M. Asselin est nettement en progrès. Il n'avait encore rien montré de pareil à ses envois de cet automne, et son *nu couché* est sans doute la meilleure académie de toute l'exposition, les Renoir exceptés, bien entendu.

Un *Paysage au chêne*, d'une plantation symétrique peu plaisante mais peint avec énergie, et un portrait du graveur J.-E. Laboureur et de sa femme montrent qu'on peut faire confiance à M. Marcel Gromaire, dont le tempérament riche et sensible gagnera beau-

coup à se dépouiller d'une certaine violence un peu lourde.

La Convalescente de M. Yves Alix trahit un effort opiniâtre. Le modelé des formes ne laisse pas d'y apparaître un peu systématique et monotone, mais la bonne distribution des lumières rachète en partie ce défaut.

M. André Favory a connu des succès précoces. Ses dons sont de premier ordre. Le voici malheureusement embarqué sur une galère néo-classique qui va, s'il n'y prend garde, l'entraîner à la dérive, jusque dans les parages de M. Armand Point. Qu'il revienne courageusement à son naturel et laisse tout ce bric-à-brac à ceux qui, n'étant capables ni de sentir ni d'exprimer plastiquement, cuisinent de faux tableaux de musée, à grand renfort d'allusions littéraires.

Auprès des peintres jeunes dont l'effort doit retenir l'attention, il convient de signaler les envois de M. Marcel Gaillard dont la fougue méridionale s'assagit peu à peu, M. Mainssieux, M. Gernez, le Valloton du cubisme de compromis, M. Ottmann, chatoyant, M. Valdo Barbey, sobre, M. André Mare, auquel la campagne d'Italie inspira deux fantaisies à la Longhi, M. Camoin, Mme S. Lewitzka, M. J. Blot et aussi quelques artistes étrangers (leur nombre a été ramené à une proportion raisonnable), tels que M. O'Conor, M. Thorndike, assez heureusement influencé par M. Vlamynck, M. Ewald, M. Ekegarth, les peintres suédois MM. Per Monson et Friedrickson et surtout M. Kessling qui, dépouillant toute affectation, subit le prestige des sites ordonnés de notre Midi alpestre.

Si ce rapide inventaire des talents en pleine évolution ne laisse pas voir aussi nettement qu'il serait souhaitable le sens des divers courants de l'art contemporain, c'est que leur intensité est bien moindre ici qu'aux Indépendants, où les affirmations sont plus tranchées. En revanche, le Salon d'automne groupe des peintres dont la réputation est désormais fixée et desquels on n'attend plus de surprises. Certains, comme M. Lebasque et surtout M. Laprade, avec ses moissons fleuries d'une lumière si chaude et si légère, ne nous apportent aucune déception. *Le Confessionnal* de M. Georges Desvallières est une esquisse vigoureuse, conçue dans l'esprit des décorations faites par M. Besnard pour l'hôpital de Berck. M. d'Espagnat expose un nu un peu fondant, mais harmonieusement dégradé et M. Charles Guérin, auprès de deux panneaux assez blafards, une jolie toile d'un coloris animé. Un grand tableau de M. Flandrin

déconcerte par une sorte de gaucherie laborieuse. On n'arrive pas à comprendre comment, avec des qualités si brillantes, la peinture de M. Flandrin offre l'apparence d'un exercice d'école. Les figures de M. Valloton, par leur froideur hostile et leur agressive vulgarité, trahissent le parti pris de déplaire auquel l'artiste demeure fâcheusement fidèle. Mme Agutte a peint un vivant portrait de M. Gustave Kahn et Mme Marval un immense bouquet où la coutumière saveur aigrelette de son coloris semble légèrement affadie.

Le carton de tapisserie de M. Dussouchet est traité dans cette gamme poussiéreuse que l'on adopte trop souvent pour ce genre de compositions. Pourquoi ne pas laisser au travail de l'artisan et à la matière elle-même le soin de produire les effets d'imitation dégradée qui font le charme de la tapisserie?

*
* *

Les artistes alsaciens, les artistes catalans. — Deux expositions d'ensemble sont consacrées, l'une aux artistes alsaciens, où l'on remarque les envois de M. Simon Lévy, l'autre, beaucoup plus significative, aux artistes catalans. On y rencontre, au reste, quelques habitués de nos salons. Un trait commun à la plupart de ces artistes est une très souple faculté d'assimilation alliée à un sentiment traditionnel très caractérisé. M. Joaquim Sunyer a beaucoup de brio et d'accent, M. Urgell et M. Enric Ricart de solides mérites techniques. M. Santiago Rusinol est représenté ici par un *Crépuscule* d'une touche un peu menue. Les sculptures et les objets d'art appliqués présentent un intérêt varié ; notamment, en particulier, le portrait taillé en pierre du peintre Picasso par M. Pau Gargallo, une tête de jeune femme, en marbre, de M. J. Clara, un nu élégant de M. Enric Casanovas, les très belles verreries de M. Jean Sala, les bijoux de M. Ramon Sunyer, les céramiques de M. Guardiola et de M. Juncosa dont j'aime la somptuosité un peu rustique. L'ensemble laisse l'impression d'un art très vivant et florissant.

*
* *

Expositions rétrospectives de Renoir et de Fauconnet — Deux expositions rétrospectives, l'une de Renoir, l'autre de Fauconnet, forment un contraste assez piquant.

La critique s'est presque unanimement récriée sur les dernières œuvres de Renoir. Ces monstrueux fruits de chair, où circule une sève plus ardente que le sang des grenades, laissent paraître, dans leur opulence sensuelle, quelque chose d'exaspéré qui sent, non pas l'artifice, mais une sorte de manie. Plus sensible à qui se souvient, devant ces nus trop fleuris, des grandes œuvres du maître, cette impression est due, pour une part, à ce que l'on a rassemblé dans un espace trop restreint des peintures où les mêmes effets se trouvent reproduits. Ce n'en est pas moins un rare spectacle que l'extrême automne de Renoir, jardin féerique aux lourdes filles-fleurs qui s'assoupissent en souriant, dans une sensualité charmante, ivres de couleur et de soleil.

Grâce à la piété de ses amis, l'exposition rétrospective des œuvres de Guy-Pierre Fauconnet a été présentée comme il convenait, avec la sobriété délicate qui distinguait le charmant artiste si prématurément disparu.

L'essence de son précieux talent était une sorte de chasteté du goût, grâce à laquelle Fauconnet traversa le dessin d'illustration, les travaux industriels, la mode et, circonstance plus étonnante, le snobisme mystificateur, sans rien perdre de sa fraîcheur naturelle. Disciple d'Aubrey Beardsley, des Japonais et des Persans, il fut ensuite l'ami de Rousseau le Douanier, et comme Rimbaud il aima les décors de guinguette et des voitures de marchands de glaces à deux sous. Mais il répudiait la fausse naïveté au même titre que tout autre maniérisme. « Je voudrais, me disait-il un jour, faire *de la peinture neuve.* » Il voulait signifier par là son désir d'un art net et propre, son horreur physique des bavures et du faux trait. Il avait au plus haut degré, ses masques et costumes de théâtre en font foi, le sens du baroque expressif, mais aussi celui de la grâce française.

Les derniers tableaux qu'il a laissés, la *Vénus*, le *Jeune homme nu*, n'ont pas livré le secret dessein qu'il caressait en silence. Sous les voiles gris et roses, couleurs des ombres élyséennes, la figure de son art étrange demeure plus qu'à demi cachée, veillée par les masques muets et pensifs, fétiches de ces zones mystérieuses de la fantaisie, à travers lesquelles il se plaisait à partir à la découverte. Nul n'était plus capable d'y découvrir une île inconnue.

ROGER ALLARD.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. ANDRÉ LEFÈVRE

Chimiste, socialiste, M. André Lefèvre a représenté jadis à l'Hôtel de Ville le quartier des intellectuels, celui de la Sorbonne. Républicain strict, il avait subi les heures mauvaises pour les dreyfusards et n'était rentré au Conseil municipal qu'avec la majorité de gauche. Cependant, goûtant peu les querelles de politique pure, qu'il tenait pour vaines, il avait maintes fois surpris les électeurs par son dédain de la popularité facile, et ses collègues par la hautaine indépendance de son esprit et aussi, il faut bien le dire, par la bizarre originalité de son caractère.

Lorsqu'il arriva à la Chambre en 1910, élu par la ville d'Aix-en-Provence, il étonna bien davantage les vieux routiers du sérail. Il se refusait aux classifications de parti. Il prétendait ne jamais prendre conseil que de sa conscience et de son intelligence. Ceux qui le tenaient pour un homme de gauche et se flattaient d'avoir en lui une lumière du parti marquaient un certain dépit de le voir repousser la chaîne dorée de leurs formules et s'indignaient qu'il prît des libertés avec le catéchisme du vrai républicain. Ceux qui avaient jalousé sa rapide accession au pouvoir, due à sa solide réputation d'incorruptible et de travailleur, le virent avec surprise quitter dédaigneusement et sans regret le gouvernement qui, selon lui, ne l'utilisait pas assez. Ni la gloriole ni les avantages matériels ne séduisent M. André Lefèvre.

On s'aperçut enfin que le parti de M. André Lefèvre était simple-

ment le parti national, et que l'apparence contradictoire de ses opinions n'était qu'une évasion constante hors de tout ce qui contrariait son point de vue uniquement national. M. André Lefèvre avait pris pour règle inflexible de ne jamais tenir compte de ce qui ne touchait pas l'existence et le salut de son pays. Rien ne l'intéresse que cela. A cela seul il veut collaborer. Toute autre considération le laisse indifférent, voire méprisant.

Voilà pourquoi ce socialiste semblait étranger à toutes les cuisines électorales, à toutes les compromissions et à toutes les transactions, estimant qu'on ne transige pas avec le salut public. Voilà pourquoi ce dreyfusard orthodoxe fut un « troisanniste » convaincu, dédaigneux de l'impopularité possible. Voilà pourquoi aux heures douloureuses de la guerre, M. Lefèvre se demanda simplement où sa compétence lui permettrait de rendre au pays le maximum de services, et, chimiste, il se voua, par un labeur opiniâtre et un dévouement sans répit, à la recherche, à l'amélioration, à la production des explosifs. Peu de personnes savent qu'à des manipulations quotidiennes d'acide nitrique il a gravement altéré sa santé.

Voilà pourquoi peut-être aussi M. André Lefèvre a le caractère difficile, quelques-uns ajoutent même une apparente étroitesse de vue. Il est certain que M. André Lefèvre, qui affiche parfois brutalement ses opinions, supporte mal qu'on y contredise. Certes, ce n'est pas un Philinte, ni même un homme d'un commerce affable. Sans doute est-ce conscience de sa valeur, fatigue des vaines palabres, haine des mensonges dorés. Peut-être la rancune de voir toujours contester et battre en brèche les idées les plus évidemment nationales a-t-elle aigri son humeur. Toujours est-il que M. Lefèvre n'adoucit pas les angles, ne ménage pas les transactions, ne se soucie point de solliciter les convictions ni seulement de discuter et ne redoute pas d'attaquer de front les préjugés, même quand ce sont ceux de la démocratie.

Dans la nouvelle Chambre issue des élections du 16 novembre, ses qualités devaient être appréciées. Ses défauts eux-mêmes n'étaient pas pour lui nuire. Sa formule dédaigneuse de la politique pure s'adaptait à merveille à celle de la Chambre de 1919. Lentement, patiemment, pour son usage personnel, il avait créé cette formule, qui devenait celle de la majorité. Nous avons ici à maintes reprises fait des réserves sur les lacunes, l'insuffisance et les périls de cette formule, qui paraît très belle aux naïfs, mais qui voue à la stérilité les éléments conservateurs de la nouvelle Chambre et qui ouvre l'espoir de prochaines revanches

au parti radical : M. Herriot ne l'a pas caché au congrès de Strasbourg. Or, cette formule, c'est celle de M. André Lefèvre.

Cet homme selon le cœur de la majorité nouvelle, qui dédaigne les questions politiques et les querelles de personnes, soucieux seulement de ce qui est national et qui a donné tant de preuves de courage clairvoyant, n'a pas été desservi par les aspérités de son caractère où l'on ne voulait voir qu'une hautaine intransigeance et une condamnation formelle de tout ce dont le pays et ses nouveaux représentants étaient las. Bientôt nommé vice-président de la Chambre, il mit le sceau à sa réputation en critiquant avec intelligence et avec force le traité dont il redoutait les insuffisantes garanties. Il recueillit alors les applaudissements unanimes de ses collègues et n'hésita pas, devenu rapporteur général du budget, à renouveler avec la même énergie les mêmes déclarations et les mêmes critiques. Aussi fut-il porté au ministère de la Guerre par l'opinion de ses collègues et par une sorte de poussée générale, et c'est à ce choix exceptionnellement heureux que M. Millerand, lorsqu'il forma son cabinet, dut de ne pas voir attaquer plus sévèrement plusieurs de ses désignations les plus contestables.

M. André Lefèvre étant ce que nous avons dit, et, de plus, un travailleur acharné et un homme d'une scrupuleuse conscience, rien ne devrait, semble-t-il, troubler l'harmonie parfaite des rapports nécessaires entre les représentants de la nation et le chef responsable de la défense nationale. Cependant, un malentendu a surgi, s'est affirmé à deux ou trois reprises, et ce malentendu vaut qu'on s'y arrête, car son étude est féconde en enseignements.

Ce ministre, qui dédaigne la popularité facile et n'admet aucune atteinte, même légère, à sa conception de la défense du pays, ce ministre qui a tant de clairvoyance et de courage quand il s'agit de l'extérieur, quand il s'agit d'un mauvais traité et des charges militaires qu'il rend indispensables, ce ministre est parfois inexplicablement accessible à la phraséologie humanitaire. Il s'est sevré de la nourriture malsaine qu'il a absorbée jadis. Mais il en a été trop longtemps nourri. Faut-il évoquer le dreyfusisme et ses heures les plus mauvaises pour comprendre que M. André Lefèvre, à la veille de conflits sociaux mortels pour le pays, et au moment des plus lourdes responsabilités et des plus graves résolutions, ait dit : « Je ne suis pas un briseur de grèves » ? Il est l'homme de la politique nationale : ne serait-il pas celui de la paix sociale et de cette politique qui veut en finir avec les meneurs internationaux, pour sauver l'indépendance de la classe ouvrière française ?

Faut-il encore évoquer les luttes de naguère si douloureuses et l'usage constant des formules qui dictaient les pires abdications et préparaient les pires désastres pour trouver l'explication de l'attitude de M. André Lefèvre pendant la discussion de l'amnistie, le jour où ses imprudentes déclarations, saluées avec enthousiasme par les révolutionnaires, le mirent en contradiction avec ses collègues du gouvernement et provoquèrent la démission du président et du rapporteur de la Commission?

C'est là que, par malheur, ces défaillances se compliquent d'un entêtement que M. Lefèvre prend parfois pour la meilleure expression de son indépendance. A ces moments-là, une voix intérieure lui dit peut-être : « Regarde qui t'applaudit et t'approuve. » Et alors, il pense avec fierté qu'il n'est pas l'homme d'un parti exclusif. Si la personnalité de M. André Lefèvre est passionnément intéressante, c'est, entre autres choses, parce qu'elle permet de découvrir combien il est difficile, même aux plus intelligents, même aux plus indépendants des hommes d'ordre, de se purger des idéologies d'avant-guerre et des redoutables formules démagogiques.

N'est-il pas instructif surtout de saisir sur le vif l'erreur de M. Lefèvre, qui est précisément celle de la majorité? M. André Lefèvre ne veut pas faire de politique. Croit-il donc que toutes les collaborations sont possibles pour toutes les œuvres? Et le sens de certains applaudissements ne lui indique-t-il pas la nécessité de rompre avec ceux qui n'ont rien oublié de leurs chimères, rien renié de leurs erreurs?

***

Les démagogues.

Ils sont trois qui ont convié le peuple des Gobelins à venir les entendre dans un café-concert, près de la place d'Italie. Ils doivent parler des cheminots, que le gouvernement maintient, sans faire leur procès, à la Santé. Et le peuple est venu, mais eux sont en retard.

Heureusement, le rideau est levé sur un décor qui hypnotise le peuple. C'est un jardin somptueux où l'on voit huit colonnes, un escalier de marbre, des fleurs brillantes, un arbre émaillé d'oiseaux aux vives couleurs. Dans cette atmosphère de bonheur et de luxe, le régisseur a planté une table et trois chaises : comme le public, elles attendent.

Mais au fond de la salle, un monsieur arpente le promenoir, et un bistrot le reconnaît pour l'un des trois : « J'en suis sûr, dit-il, je l'ai

vu le 1er mai! » On patiente donc. Des camelots passent dans les rangs, offrant : *la Voix des femmes, le Soviet, le Libertaire.* Chaque feuille est de six ou huit sous ; les acheteurs sont nombreux, et ils se régalent des discours de Trotsky en attendant les orateurs annoncés... Ceux-là ne viennent toujours pas : ils doivent dîner en paix. Une femme s'en plaint, mais un camelot, péremptoire, réplique : « C'est votre faute ! Vous êtes jamais à l'heure ! » Un enfant piaille, qu'on ne veut pas laisser dormir contre le sein de sa mère. Le père le gifle : « Si tu dors, la prochaine fois on te laissera ! » Enfin, des portes battent, et voici les trois acteurs du programme... dont ne fait pas partie le monsieur du promenoir... Mais il les suit sur la scène, ouvre son pardessus ; et l'on voit sur son ventre une écharpe tricolore : c'est le commissaire de police ! Alors, l'épouse du bistrot ricane ; lui, vexé, grommelle : « Quoi?... Je sais que je l'ai vu le 1er mai ! » On fait : « Chut !... Taisez-vous !... Silence ! » Et toute l'attention populaire est concentrée sur les trois apôtres, qui finissent nonchalamment une cigarette avant d'entamer le prêche.

Le commissaire s'est assis sur la scène, à trois mètres d'eux, contre un portant. Par une déchirure du décor, on aperçoit des agents, dans la coulisse, à portée de ses ordres. Le premier des parleurs commencera ainsi : « Camarades, soyons heureux ! Nous avons un commissaire ! » Et le fonctionnaire de la police ne bronchera pas. Le public rira, et lui regardera le public, sans paraître supposer qu'il est l'objet de gaieté. Puis, d'un geste paisible, il tirera de sa poche carnet et stylographe, et, le visage serein, ne cessera de prendre des notes, tout le temps que ces messieurs sèmeront la bonne parole. Il est chauve, digne, blasé, ponctuel.

— Citoyens, voulez-vous constituer un bureau?

Des voix dans la salle crient : « Simon !... Bousquet ! » Deux hommes, un vieux mécanicien et un lampiste au chemin de fer montent dans le jardin merveilleux ; puis la parole est donnée au camarade Paquet, conseiller municipal.

Premier genre de démagogue. Le citoyen Paquet, serviteur du peuple, s'habille et parle comme lui. Aucune tenue, aucun apprêt. Il est habitué aux réunions publiques, aux discussions sur le zinc, aux consultations qu'on donne aux électeurs dans une permanence crasseuse. Il affiche une sombre conviction par sa voix âpre et ce front inquiet qu'obsède le malheur des humbles. Quand il croise un bourgeois, d'un regard il lui marque qu'il le tient responsable de toutes les misères, tuberculoses et avaries ; quand il parle aux ouvriers, d'un mot il leur fait honte de ne pas se hausser au niveau des bourgeois. Il ne les flatte pas : il les secoue ; il les accable de

leur propre lâcheté, puis, désignant le commissaire impassible :

— Même dans la police, je ne crois pas qu'il y ait d'individu assez bas pour accepter ce que vous acceptez !

Les femmes applaudissent. Certaines aiment qu'on les fouaille. D'autres voient dans l'apostrophe un coup de cravache aux hommes. Toutes ont vibré. Citoyen Paquet, vous êtes dans la bonne voie ! Aussi va-t-il enfler ses phrases :

— Tous les jours, travailleurs, on vous opprime, on vous injurie ! A qui la faute? Je me demande en vérité si l'esclave n'est pas plus méprisable que le maître qui le fait frapper?

Question pathétique ! Des applaudissements chaleureux répondent, qui le grisent, et après avoir proclamé la nécessité de la lutte des classes, de la Révolution et de ses conséquences, il s'écrie :

— Moi, je n'ai jamais connu de chef et n'en ai jamais voulu connaître ! Moi vivant, personne jamais ne dira qu'il est mon chef ! Pour quoi vous autres en avez-vous? Pourquoi ne vous libérez-vous pas d'eux? Est-ce impuissance? Serait-ce par peur?

— Ah ! bravo ! crient les femmes. Ça, c'est vrai ! Ça, c'est bien !

— Très bien ! reprend le lampiste.

Et tandis que le citoyen Paquet s'assied, fier de ses paroles véhémentes, le peuple lui fait un succès d'émotion, où il décharge sa haine anonyme contre les chefs, les maîtres, les patrons, tous les « singes ». Il ne se doute pas que Jean-Jacques Rousseau a écrit : « Jusqu'à mon asservissement sous un maître *je n'ai pas su ce que c'était qu'une fantaisie.* » Au reste, a-t-il besoin de fantaisie? Ce qu'il aime au contraire, c'est entendre les paroles qu'il attend, brutales, pourvu qu'elles soient animées d'une sainte colère, et mâles et nobles en apparence, pourvu qu'elles cachent un sentimentalisme d'orgue de Barbarie. Le premier démagogue lui a servi son plat dans la sauce demandée. Que sera la cuisine du second?

Moins bonne. Le second est Me Alibonos, avocat. Il aime le peuple comme on l'aime au Palais, quand on le défend tout en l'abandonnant aux juges, c'est-à-dire qu'il le méprise. Il s'habille avec prétention, porte des cravates élégantes et des mouchoirs fins. Il est précieux, condescendant, ironique, rusé, et il se moque d'abord de son prédécesseur.

— Citoyens, je ne pense pas que la tâche des orateurs doive être d'exciter les passions. Vous en avez? Cultivez-les vous-mêmes !

Sous sa petite moustache courte éclate un rire méchant :

— La République vous offre assez de plaisirs, et combien délicats, pour que vous ne soyez pas en peine de vos passions !

Puis il redevient froid et sec.

— Je pense, moi, n'être ici que pour chercher le mot juste dans une situation trouble.

Après avoir jeté ce pavé dans le jardin du citoyen Paquet, il ne forcera plus sa voix. Il affectera la mesure, le calme, l'humour, et il se maîtrisera d'autant plus qu'il indiquera à l'auditoire des actes plus révolutionnaires. C'est le deuxième genre de démagogue, « l'intellectuel », celui qui conseille la froide discipline ouvrière, sous les ordres des avocats et autres penseurs, qui sont la flamme du parti. Il répugne à tout geste qui paraîtrait dramatique. Comprenez-le bien : il n'est qu'intelligence. Et quand il parle du « régime *abject* », ses lèvres minces ne se forcent point, car il n'est que le conseiller spirituel et supérieur du pauvre peuple ignorant et tumultueux. Hélas ! il n'a pas de succès. Le citoyen Paquet lui rend son dédain en bougonnant derrière lui, et une crémière exprimera la déception générale en soufflant à son mari :

— Oh ! non !... Celui-là il ne cause pas bien !

— Tu trouves? dit l'homme qui trouve aussi.

Alors, elle s'explique :

— Il a peut-être des bons raisonnements, mais *il nous fait une comédie*, sans blague !

Me Alibonos est un révolutionnaire de Palais. S'il sait se pousser, dans trois ans il sera député, dans dix ans ministre, et il deviendra président du Conseil un jour qu'il fera courageusement obstacle à la classe ouvrière, mais jamais il n'aura l'oreille du peuple, pour qui ce genre d'ironie desséchante est lettre morte. Le peuple n'aime que Gavroche et Mirabeau, et... Torrent-Bouillon, je l'oubliais ; c'est le troisième de nos démagogues. Le voici.

Torrent-Bouillon attend son tour contre la toile du décor ; il se balance nerveusement sur une mauvaise chaise. On l'appelle : il se dresse, se prend le pied dans la toile qui couvre le plancher de la scène, et arrive sur le public, tête la première, hagard et farouche.

— Citoyens !... Camarades !... Peuple que nous aimons !...

Sort-il de son lit? Ses cheveux se dressent en une tignasse mêlée ; il a la voix pâteuse, la face enflée, les jambes molles. Achève-t-il un rêve? Chaque parole fumeuse est soulignée d'un geste vague. Un instant je me demande s'il a bu. Non, non. Il est bon, familier, et il se met simplement au niveau du peuple. Puis quand il y est, il s'affirme, se souffle, s'éveille, s'ébroue, marche, postillonne, a des hoquets.

Hoquets de tendresse. Hoquets de vengeance. Car d'abord il veut sauver les petits, mais pendre les grands ; puis à la chaleur dangereuse de sa propre éloquence il s'enflamme, et bientôt ne veut plus

que pendre tout le monde sans sauver personne. Ses sentiments montent de son âme jusqu'à sa gorge, où ils s'étranglent pour passer tous à la fois sous forme de mots qui sortent en torrent. Il graillonne, bouillonne, étouffe, vomit, et dans son état d'inconscience verbale, il se prend encore le pied dans la toile du plancher.

— Bon Dieu ! dit la crémière.

— Il va se f... par terre ! dit le crémier.

Et il le dit avec terreur, comme si cette chute devait entraîner les plus beaux rêves sociaux.

— Le bassin de Briey ! rugit Torrent-Bouillon. Ignominie et pourriture ! Finance internationale en décomposition ! Voilà la race à enfermer, à la place des treize cent quarante-sept détenus de la Santé !

Il voudrait parler à la fois de tous les scandales qui l'oppressent et de tous les gouvernants qui l'écœurent. Il se souffle, il va éclater ; puis dans un râle il se débarrasse comme il peut de l'offensive de 1917 et de l'état-major sanguinaire. Cette idée en traîne d'autres : ainsi voit-on les saucisses liées les unes aux autres à l'étal des charcutiers. Pêle-mêle il accable « Nivelle l'assassin, de Pierrefeu l'imbécile, Franchet d'Espérey ce calotin féroce, qui étend la croix des Monseigneurs sur tout l'Orient !... » A vrai dire, il semble n'en plus pouvoir ; il tire sa voix du ventre, il ahane, se dessèche... et se prend le pied encore une fois.

— Bon Dieu ! dit le crémier.

— Il va se f... par terre ! dit la crémière.

Elle le dit en tremblant, car elle le suit, le cœur ému. Le public, bousculé par ce flot torrentueux, n'a plus le temps de reprendre ses sens qu'une vague nouvelle l'assiège et le noie.

— Il n'y a pas que les responsables de la guerre ! Il y a les responsables de la paix !

Torrent-Bouillon va, vient, délire et sue. Les phrases ne sont plus achevées. On entend : « Grands spéculateurs..., journalistes véreux..., financiers immondes, tous gorgés de votre argent et tous repus de votre or !... » Le public est haletant. C'est une bouillie de paroles dont il applaudit la confusion mélodramatique. Des noms sont jetés, qu'il couvre de huées. Quels noms? Tous les noms ! Clemenceau, Poincaré, Ignace, Duez, Joffre, Lescouvé, Pichon, Coppée, de Brocqueville, Millerand !

— Millerand, l'auteur de Charleroi ! Millerand responsable de l'ignoble grignotage de 1915 ! Millerand complice de Joffre ! Millerand, ce requin véreux, sans justice, sans loyauté, sans pudeur, où est-il? Dans un cachot? Non ! A l'Élysée, ce palais de la gangrène !

Torrent-Bouillon est à bout. Il écume, il va tomber, il s'arrête. Et, se prenant le pied une dernière fois, il tombe sur sa chaise, qui enfonce le décor, dont tout le jardin somptueux est ébranlé.

Le public crie, beugle, siffle : « Vive Torrent-Bouillon ! A bas Millerand ! Hou hou au commissaire ! »

C'est vrai : il est toujours là. Il n'a pas fait un geste, pas dit un mot ; immobile et impénétrable, il continue d'écrire d'une plume régulière, et il semble penser : « Tout ça n'a aucune importance... Après la tempête vient toujours le beau temps. Dans une demi-heure, tout le monde sera couché... même moi. Le théâtre sera vide et éteint, et il ne restera de cette éloquence désordonnée que le souvenir d'un vaste courant d'air. »

Il est le sage de la réunion. René Benjamin.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

L'Allemagne et le traité de paix. — *La question des réparations continue à faire l'objet d'échanges de vues entre Paris et Londres. Jusqu'ici, les conversations engagées n'ont donné aucun résultat. La préoccupation du gouvernement anglais de ménager l'Allemagne apparaît chaque jour davantage.*

Le 24 octobre, M. Georges Leygues a fait savoir qu'il n'irait pas à Genève, où M. Lloyd George avait annoncé qu'il désirait assister à deux séances de la Société des nations avec les présidents du Conseil français et belge.

Le 25, le gouvernement anglais a informé le Conseil des ambassadeurs qu'il n'avait pas l'intention d'exercer à l'égard de l'Allemagne, dans le cas où celle-ci manquerait à ses engagements, les droits que lui confère l'article 18 de l'annexe II de la section VIII du traité de Versailles sur les biens des nationaux allemands dans le Royaume-Uni. L'Allemagne avait été avisée, dès le 16, de cette renonciation.

Le gouvernement allemand s'est empressé d'accuser réception à Londres de cette mesure pour le moins inopportune. En même temps, le 26 octobre, à Hambourg, un attaché à la chancellerie du consulat de France était attaqué et frappé à coups de matraque, tandis que la foule poussait des cris de : « Dehors, les Français! »

30 octobre. — *Note de l'Entente à l'Allemagne réclamant le désarmement des milices d'habitants et l'interdiction du trafic aérien, les sociétés aériennes allemandes ayant violé les conditions qui leur avaient été imposées.*

AUTRICHE, 17 octobre. — *Les élections à la Chambre des députés marquent l'échec des socialistes-démocrates et des pangermanistes. Sont élus : 82 chrétiens-sociaux au lieu de 63, 66 socialistes au lieu de 69, 20 pangermanistes au lieu de 24, 1 membre du parti bourgeois du travail, 6 membres de la ligue des paysans. Les communistes n'ont réuni que 10 000 voix à peine et n'ont aucun élu.*

A la suite de ces élections, les membres socialistes du gouvernement ont offert leur démission.

ANGLETERRE. 18 octobre. — *Les chômeurs et les sans-travail provoquent une émeute sérieuse dans Downing Street, à Londres.*

21 octobre. — *La triple alliance ouvrière adresse au gouvernement un ultimatum le menaçant d'une grève des transports.*

23 octobre. — *A la suite d'une conférence avec M. Lloyd George, les cheminots suspendent l'ordre de grève.*

25 octobre. — *M. Mac Swiney, lord-maire de Cork, meurt, à la prison de Brixton, après un jeûne de soixante-quatorze jours.*

28 octobre. — *A la Chambre des communes, M. Lloyd George déclare, en réponse à une interpellation, que la Grande-Bretagne n'a pas promis son aide à la Belgique dans le cas où celle-ci serait de nouveau attaquée par l'Allemagne.*

GRÈCE, 25 octobre. — *Décès du roi de Grèce, Alexandre Ier, qui avait été mordu quinze jours auparavant par un singe. Cette mort pose la question de la succession au trône.*

POLOGNE, 21 octobre. — *Le gouvernement polonais déclare qu'il n'entend pas assumer la responsabilité de l'insubordination du général Zeligowski et qu'il est décidé à respecter les décisions de la Société des nations. Mais les sphères officielles de Varsovie réservent leur jugement en ce qui concerne le sort futur de Vilna.*

YOUGO-SLAVIE. — *A la suite de la note du 16 octobre de la Conférence des ambassadeurs, exigeant le retrait des troupes serbes qui ont pénétré en Carinthie, dans la zone soumise au plébiscite de Klagenfurth, le gouvernement de Belgrade fait savoir, le 23, qu'il a ordonné à ces troupes de se retirer.*

TURQUIE, 21 octobre. — *Constitution d'un cabinet Tewfik-Pacha, à la suite d'une démarche collective des puissances alliées pour faire écarter du pouvoir le cabinet Damad Férid. Le nouveau ministère va négocier avec les nationalistes de Moustafa-Kemal pour leur faire accepter le traité de Sèvres.*

A. M.

Le Gérant : ROBERT TISNÉ.

PARIS — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 25642.